

Annexe 0 – La gestion de l’ISSSS

Liste des Acronymes

CAP	Conseil d’Administration Provincial (du FCS)
CAN	Conseil d’Administration National (du FCS)
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
CLA	Officiers de liaison avec les communautés (<i>Community Liaison Officers</i>)
CPLUP	Community Participatory Land Use planning (CPLUP)
DH	Droits de l’Homme
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
IA	International Alert
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l’ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OG	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PMO	Partenaire de Mise en Œuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RBB	Budget basé sur les résultats (<i>Results Based Budget</i>)
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
ST	Secrétariat Technique (de l’ISSSS)
STP	Secrétariat Technique (de l’ISSSS) Provincial
UAS	Unité d’Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence(s) Sexuelle(s) et Basée(s) sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

0. Présentation de l'annexe 0 – La gestion de l'ISSSS

Le Pilier 0 du cadre logique de l'ISSSS mesure le système de gestion de la Stratégie de Stabilisation, et en particulier la confiance des parties prenantes, l'intégration entre l'ISSSS et le plus large système des Nations Unies (NU), l'appuy du Gouvernement et des bailleurs, la performance des partenaires de mise en œuvre (PMO).

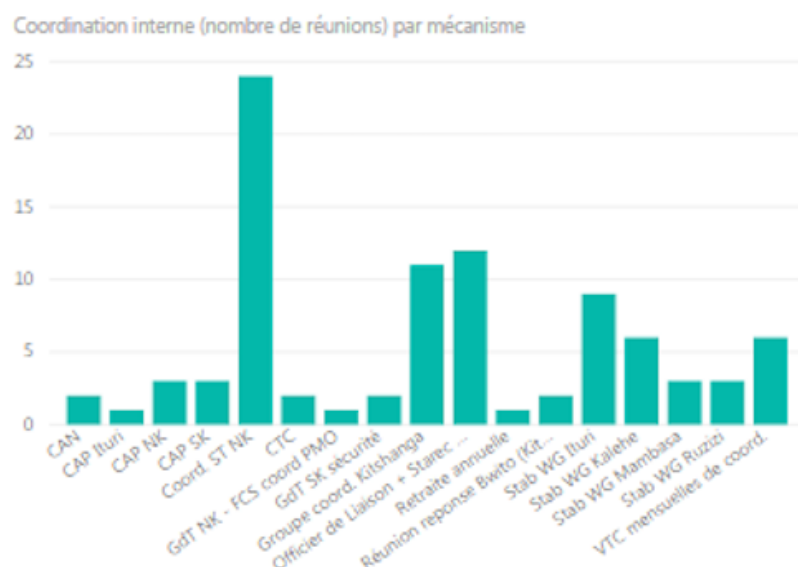
Cette annexe présente les données disponibles relatives à l'année 2017. Les futurs rapports contiendront aussi des données de perception, qui fourniront davantage de détails pour enrichir l'analyse présentée ici.

Les pistes de réflexion proposées ici ne prétendent pas être définitives, mais elles sont destinées à alimenter le débat, en vue de l'amélioration de la gestion de l'ISSSS.

1. Coordination, partage d'informations, intégration ISSSS

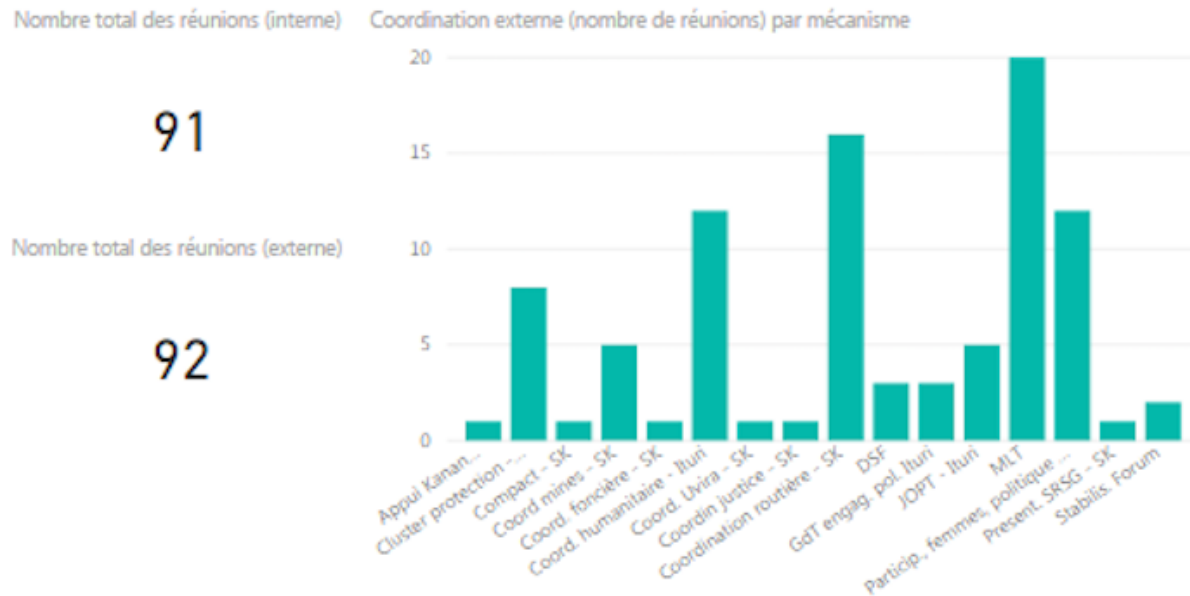
Il y a 15 types de mécanismes de **coordination internes** et réguliers à l'ISSSS, à niveau national et provincial (Indicateurs 0.2.1_i-iii, CAN, CAP, UAS-Starec, FCS, groupes de travail, etc.). En 2017, ces mécanismes dans leur ensemble ont été mobilisés environ 90 fois, distribuées comme illustré par la Figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Mécanismes de coordination internes à l'ISSSS, 2017



L'ISSSS se coordonne aussi avec **d'autres entités** (Indicateurs 0.1.1_i, 0.3.1_i, NU, MONUSCO, PMO qui ne font pas partie de l'ISSSS) à travers 10 types de mécanismes qui, ensemble, ont également donné lieu à environ 90 réunions au cours de l'année 2017.

Figure 2: Mécanismes de coordination externes à l'ISSSS, 2017

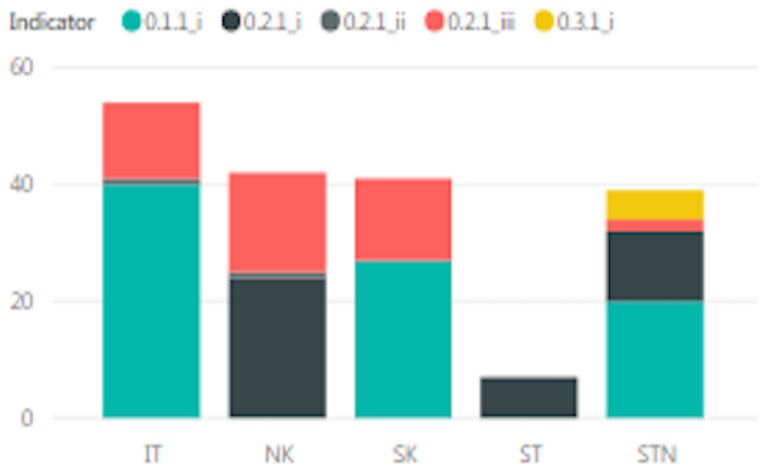


En moyenne, en 2017, le Secrétariat Technique (ST) dans son ensemble a participé à/organisé plus de 3 réunions par semaine.

En général, le mécanisme de coordination le plus utilisé par les **ST provinciaux** est le Groupe de Travail sur la Stabilisation (*Stabilisation Working Group*), qui est normalement organisé par zone prioritaire et inclut les PMO du FCS et alignés, la MONUSCO, les entités étatiques et la société civile.

La coordination en **Ituri** se base principalement sur l'utilisation de plateformes déjà existantes où les participants se rencontrent régulièrement. C'est dans cette province que la coordination est la plus fréquente (Indicateurs 0.1.1_j, 0.2.1_j-iii, 0.3.1_j), avec environ 54 réunions de coordination tenues en 2017. En particulier, Starec Ituri a le lead sur la coordination avec les organisations humanitaires et sur les questions de genre et de participation politique.

Figure 3: La coordination du ST

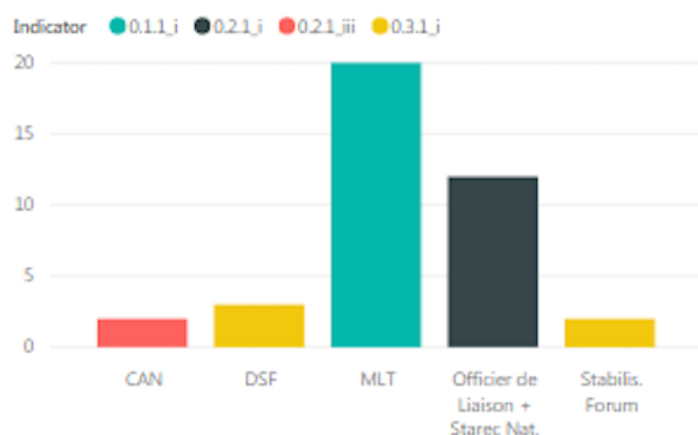


Le **Nord Kivu** est la province où la coordination entre l'UAS et le Starec est la plus structurée et la plus fréquente, alors qu'au **Sud Kivu** on remarque la présence de différentes plateformes pour faciliter la coordination externe (agences des NU, MONUSCO et autres partenaires) autour de thématiques spécifiques.

A signaler : le Comité Technique Conjoint, c.-à-d. l'organe décisionnel de l'ISSSS présidé par le Gouverneur Provincial, s'est réuni une fois en Ituri ainsi qu'au Nord Kivu, mais pas au Sud Kivu.

Au **niveau national**, la coordination est très fréquente avec le plus large système des NU (Mission Leadership Team, MPTFO), mais elle passe aussi par des rencontres mensuelles du ST National. L'Ituri et le ST National ensemble sont responsables de la moitié du « volume » de coordination effectuée par l'ISSSS.

Figure 4: La coordination au niveau du ST national par type de mécanisme



En termes de formations et de partage d'information (Indicateur 0.4.3_i), la **Cellule S&E** est l'entité du ST qui a contribué le plus avec, en moyenne, une formation par semaine tout au long de l'année 2017.

Figure 5: Partage d'information et formations



Les fruits de la coordination avec le système des NU sont traçables dans des produits concrets tels que la Stratégie conjointe contre le groupe armé FRPI, le Compact signé au Sud Kivu, les lignes guides développées avec la Section Affaires Civiles et les termes de référence pour les CLAs (Community Liaison Agents/Officers) sur la collaboration réciproque, et le Results Based Budget (RBB) développé avec la Cellule de Planification Stratégique de la MONUSCO (Indicateur 0.1_i).

Pistes de réflexion

Est-ce que la part du temps du ST dédiée à la coordination (externe/interne) et à l'appui des partenaires reflète le niveau de mise en œuvre de l'ISSSS, en termes de qualité et d'état d'avancement ?

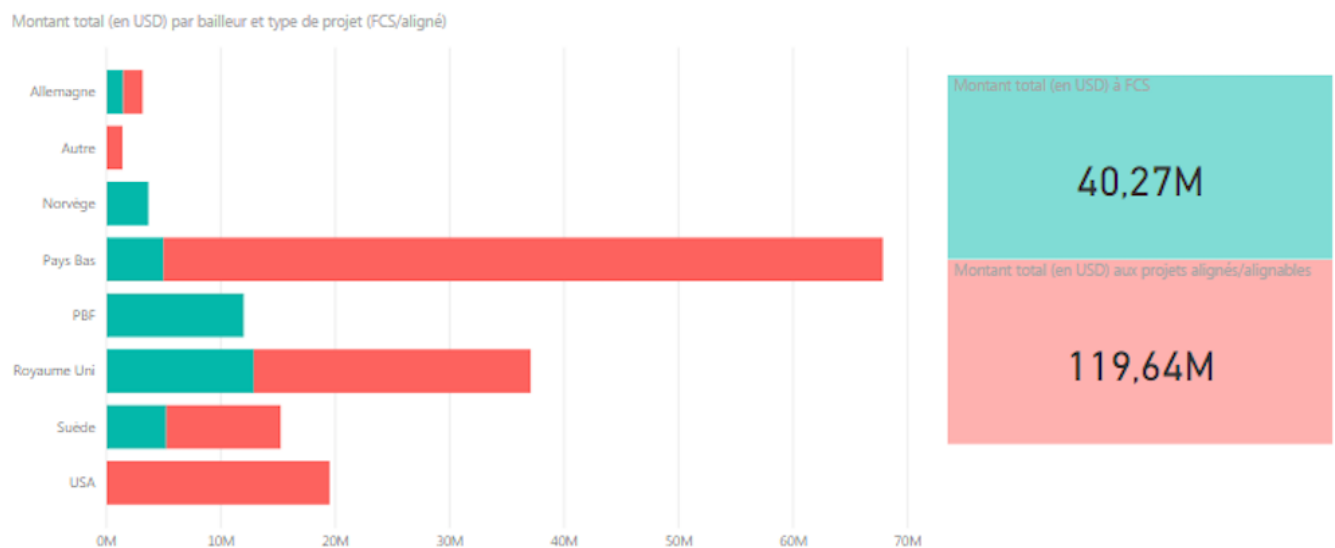
Comment peut-on estimer le rapport coût/efficacité de ces activités ?

2. Appui des bailleurs à l'ISSSS

La valeur totale des contributions financières au FCS jusqu'au 2017 est de 40.5 M\$, et celle des projets alignés jusqu'au 2017 est de 119 M\$ (valeurs cumulatives, indicateurs 0.3_i-ii).

Les Pays Bas apportent jusqu'à présent la plus grande contribution financière à l'ISSSS, surtout à travers les projets alignés.

Figure 6: Contributions financières au FCS et à l'alignement



Sur les 40.5 M\$ de contributions au FCS, le 81% a été alloué pour la mise en œuvre des projets et la gestion du Fonds (Indicateur 0.4.2_i).

Les activités menées en matière de gestion du FCS (voir Figure 1) et le taux de dépense du fonds indiquent que le système « fonctionne ». En 2018, des données de perception seront collectées et permettront d'enrichir l'analyse et d'en savoir plus sur la qualité du fonctionnement de ce système.

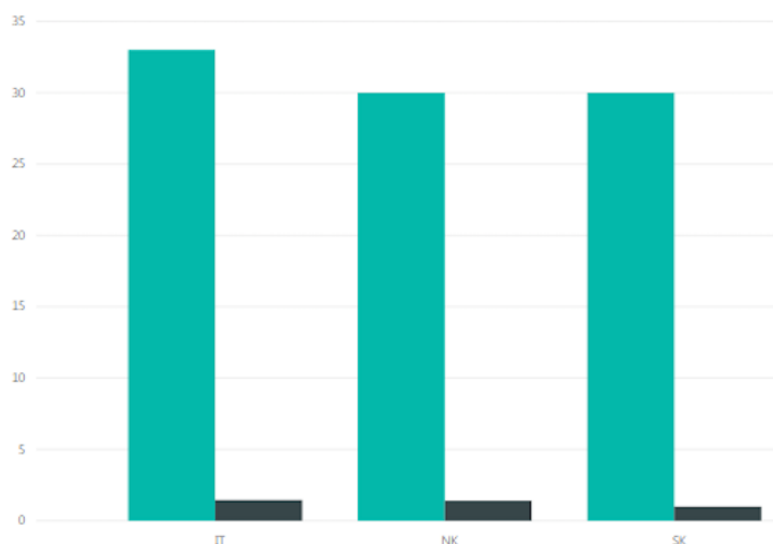
Pistes de réflexion

Comment peut-on estimer le rapport entre les contributions au FCS et celles aux projets alignés ?

3. La performance des partenaires de mise en œuvre

Sur la base du système d'évaluation des rapports semestriels soumis par les projets au FCS, **les consortiums le plus performants** en 2017 étaient, généralement, en Ituri.

Figure 7 : Appui et performance



Les données ne montrent pas une proportionnalité directe entre le nombre de réunions de coordination avec les PMO et de formations d'une part, et la note d'évaluation des rapports d'autre part. La différence entre provinces en ce qui concerne le nombre de rencontres/formations ciblant les PMO du FCS sont minimes, et la qualité des rapports ne varie pas de manière significative ; il est donc difficile d'évaluer la performance des partenaires par rapport à l'appui et aux financements reçus. Au cours de l'année 2018, des données sur la perception des parties prenantes à propos de la qualité de la mise en œuvre de l'ISSSS seront disponibles, ce qui pourra fournir des éclaircissements sur cette question.

4,8 M\$ sont destinés aux projets pour assurer une approche sensible au genre mais, jusqu'à présent, il est encore impossible de déterminer la somme réellement utilisée à cette fin (Indicateur 0.4_i).

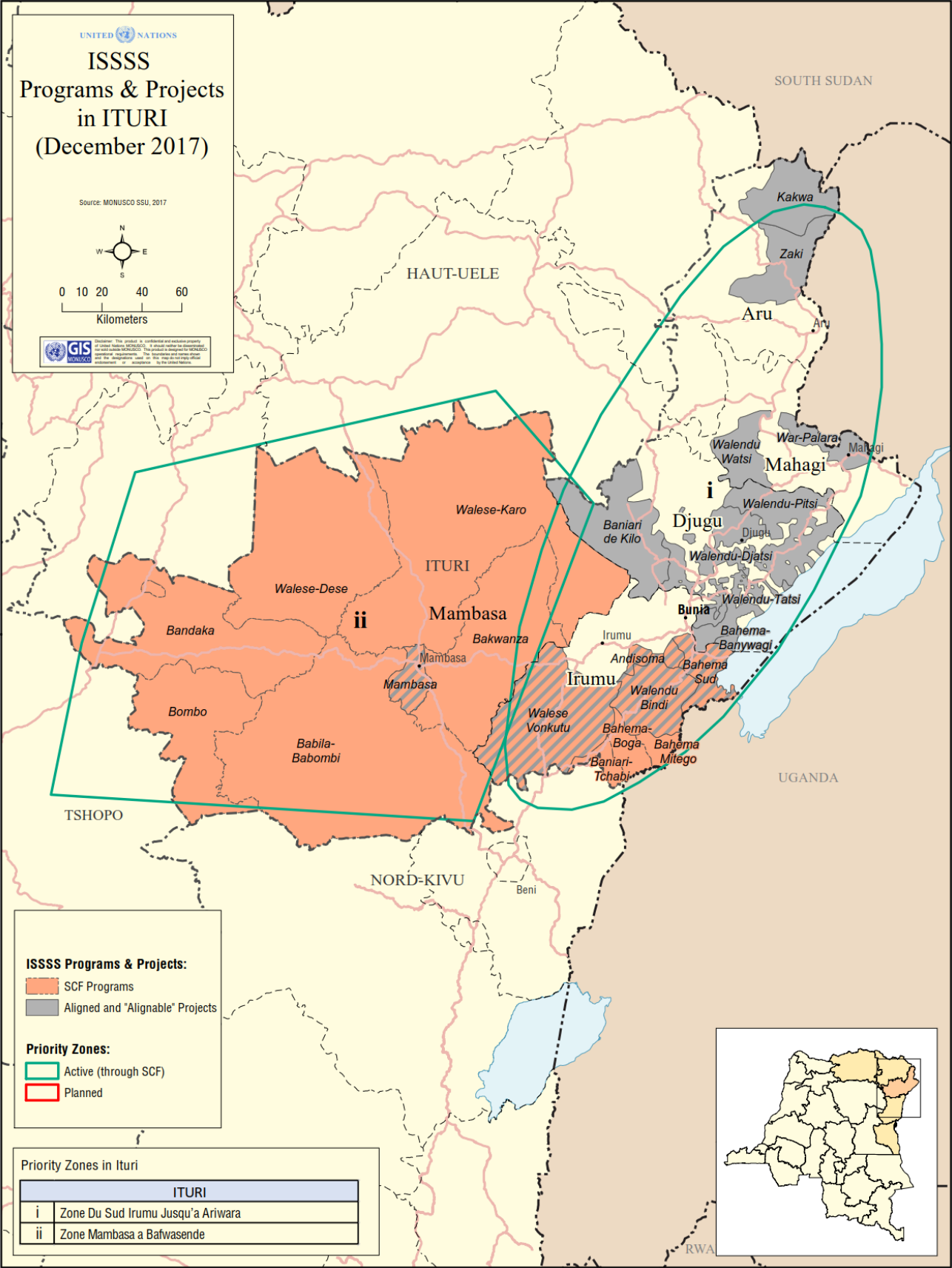
En ce qui concerne la coordination, tous les partenaires - FCS et alignés - participent régulièrement aux réunions de coordination au niveau des zones prioritaires (Indicateur 0.4_iii). La province de l'Ituri héberge le plus grand nombre de partenaires alignés, tandis que le Sud Kivu enregistre le plus grand nombre de projets alignés (Indicateur 0.4.1_i).

Annexe I - Zone Prioritaire du Sud-Irumu, Province de l'Ituri

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FRPI	Force de résistance patriotique de l'Ituri
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VDH	Violation(s) des Droits de l'Homme
VS	Violence Sexuelle
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

Carte des Zones Prioritaires, Ituri



0 Présentation de l'Annexe I – Sud-Irumu (Province de l'Ituri)

Cette annexe accompagne le troisième rapport consolidé de suivi, soit le deuxième rapport publié après l'étude de base pour Sud-Irumu, publiée au mois d'avril 2017. Ces publications s'inscrivent dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS).

Cette annexe présente les données relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu, pour le deuxième semestre 2017 (c.-à-d. de juillet 2017 à décembre 2017). Lorsque cela est pertinent, le document présente aussi des hypothèses sur les facteurs qui peuvent avoir influencé les tendances observables dans les données de résultats ISSSS.

Pour chaque indicateur, un graphe linéaire montre la **tendance**, principalement sous forme de pourcentage, dans le temps. Dans les cas où l'indicateur/ZP a été actif depuis la première période de rapportage (1^{er} semestre 2016 ou 2016-I) jusqu'à la dernière (2^{ème} semestre 2017, ou 2017-II), quatre points de données sont disponibles. La deuxième colonne (2017-II) affiche la **valeur** de chaque indicateur donné correspondant à la période de rapportage la plus récente. La dernière colonne (Début 2017-II) montre le changement en points de pourcentage entre l'étude de base et la dernière période de rapportage.

Il est cependant important de souligner que ces hypothèses sont émises principalement pour constituer autant de points de départ pour un débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds au sujet des tendances et des options de programmation dans la ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le Tableau 1 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la ZP du Sud-Irumu, ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 1 (Dialogue Démocratique). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 1 dans la ZP.

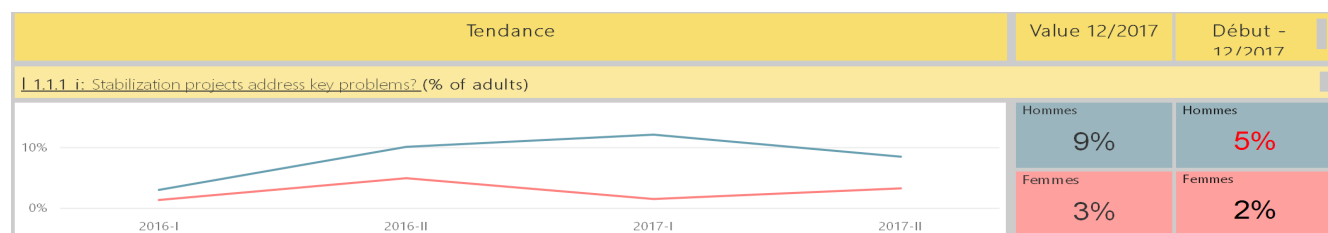
Tableau 1 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP du Sud-Irumu (Pilier 1)

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones-clefs d'avancement
Sud-Irumu	FCS Sud-Irumu	Dialogue démocratique	Amplés consultations communautaires et analyses participatives des conflits menées (2300 personnes consultées en septembre à travers les « Barzas communautaires ») ; table ronde organisée par ACIAR (Atelier de leadership cohésive) réunissant les parties prenantes-clefs (Gouvernement provincial, députés provinciaux et nationaux, FARD, leaders communautaires et chefs coutumiers, comité de sécurité provincial, société civile et représentants MONUSCO) et focalisée sur 3 questions prioritaires (le FRPI, le conflit territorial Lendu – Hema et les tensions autour des migrations des Hutus) ; contacts directs établis avec le FRPI, plusieurs missions d'engagement politique organisées à Kinshasa, et un atelier de haut niveau réunissant les Ministères de l'Intérieur, de la Défense et du Plan autour des recommandations du dialogue démocratique de l'ISSSS. Intégration de l'ISSSS au sein de la stratégie conçue par la MONUSCO pour la neutralisation du FRPI.
	CISPE	Résolution de conflits basée sur le dialogue	Analyse du contexte et des conflits mise à jour ; information et mobilisation communautaires réalisées ; renforcement des capacités des structures locales de dialogue au niveau des groupements en cours ; dialogue intracommunautaire démarré dans certaines zones. Coordination étroite avec les programmes FCS dans la zone prioritaire, avec la facilitation du STAREC et de l'UAS Amélioration de la sécurité et de la stabilisation à travers la résolution de conflits basée sur le dialogue et une meilleure performance des forces de sécurité

Le dialogue démocratique est un élément-clé de l'approche de l'ISSSS en matière de stabilisation en RDC. Parmi ses objectifs, l'organisation de plateformes de dialogue participatives et inclusives vise à assurer que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation d'une part, et d'autre part que l'État congolais comme les projets de stabilisation financés en partenariat avec la communauté internationale affrontent ce que la population considère représenter les problèmes et les défis-clefs dans ses villages et communautés et constituer les causes profondes des conflits.

La Figure 1 ci-dessous montre la tendance pour la part de la population dans la zone prioritaire du Sud-Irumu qui estime que les projets de stabilisation font du « bon » ou « très bon » travail au sujet de ce que la population considère être les « questions-clefs ». Comme on peut le constater, les hommes du Sud-Irumu ont des opinions légèrement plus positives que les femmes sur la pertinence du travail des projets de stabilisation. Les femmes ont continué d'avoir des opinions moins favorables que les hommes au cours de la période de 18 mois depuis juin 2016.

Figure 1 : Tendances dans les attitudes envers la pertinence des projets de stabilisation pour affronter les problèmes-clefs dans la ZP du Sud-Irumu



Note : Les futures données de suivi pour le Sud-Irumu incluront des données supplémentaires sur le travail réalisé par les projets individuels en ce qui concerne l'organisation de plateformes de dialogue démocratique. Pour ce rapport, ces données n'avaient pas encore été rendues disponibles.

2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Le Tableau 2 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire du Sud-Irumu, leur aire thématique principale sous le Pilier 2, ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 2 (performance des FARDC en matière de protection des civils (PdC)), dans la ZP.

Tableau 2 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP du Sud-Irumu (Pilier 2)

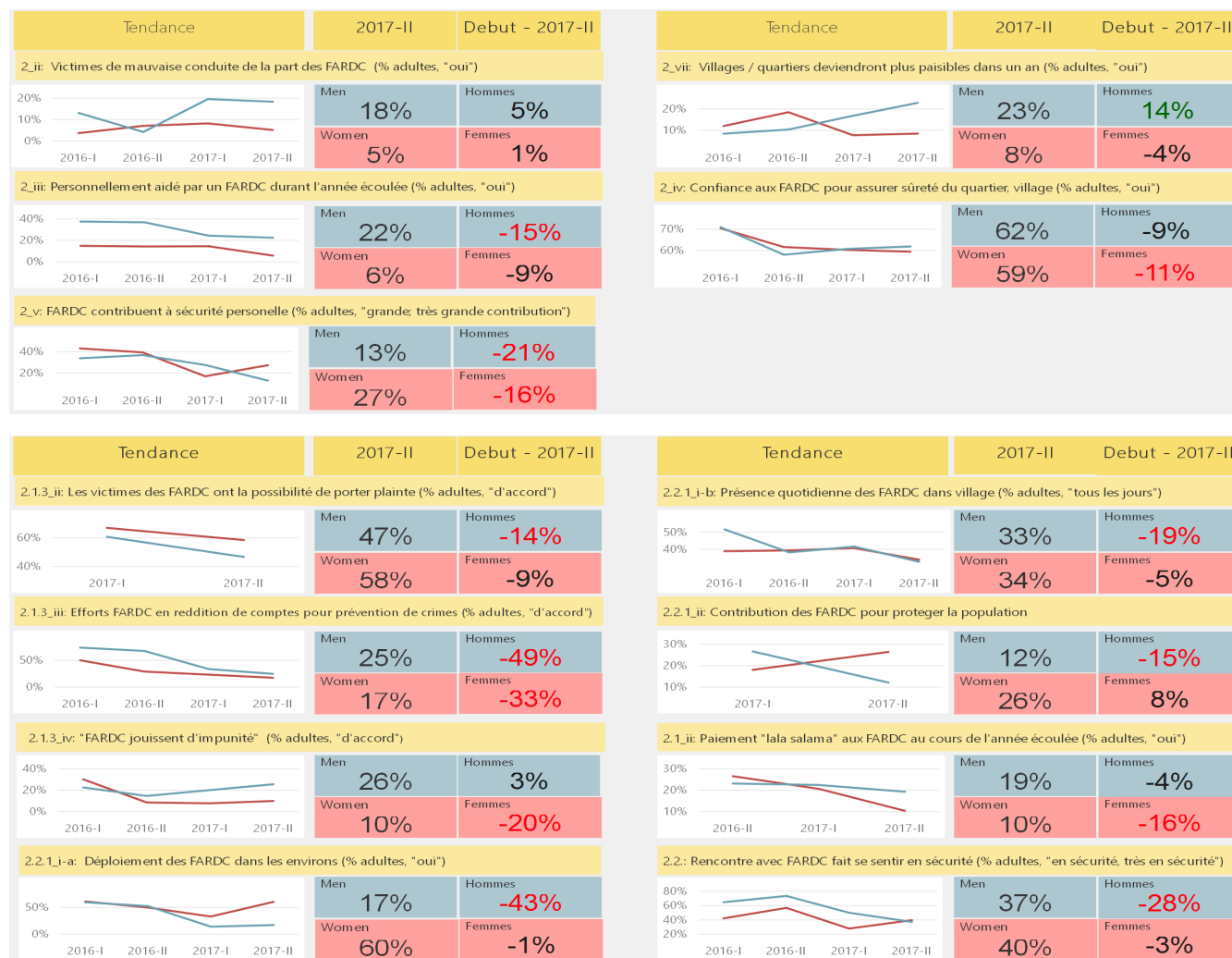
Nom du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique (Chefferies / Secteurs)
Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires	Andisoma, Bahema Sud, Banyali Tcabi, Walese Vonkutu, Walendu Bindi, Bahema Mitego, Bahema Boga
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni		Bahema Sud, Banyali Kilo, Bahema Banywagi

Globalement, les données suggèrent que la situation en ce qui concerne le rôle des FARDC dans la protection des civils au sein de la zone prioritaire s'est détériorée au cours de l'année et demie écoulée de juin 2016 (2016-I) à décembre 2017 (2017-II), malgré le fait que le pourcentage de personnes rapportant avoir été victimes de mauvaises conduites de la part des FARDC soit resté à peu près inchangé. On constate une diminution du nombre de personnes dans la zone prioritaire qui considèrent que les FARDC contribuent de manière positive à leur sécurité personnelle (**Indicateur 2_v**) ; ou qui ont confiance dans les FARDC pour assurer globalement la sécurité dans leur village ou quartier (**Indicateur 2_iv**). De manière semblable, une plus petite part de la population a indiqué avoir été personnellement aidée par les FARDC au cours de l'année précédente (**Indicateur 2_iii**). Les hommes ont rapporté se sentir moins en sécurité en rencontrant une patrouille des FARDC vers la fin (37 %) en comparaison avec le début de la période de rapportage (60 %) (**Indicateur 2.2**).

De même, nettement moins de personnes (hommes ou femmes) considéraient que les FARDC entreprenaient des efforts pour tenir leurs soldats pour responsables des offenses commises contre des civils. Alors qu'en juin 2016 près de 8 hommes sur 10 et 5 femmes sur 10 estimaient que les FARDC essayaient de tenir leurs membres coupables de mauvaises conduites pour responsables de leurs actes, ces proportions ont chuté à environ 2 personnes sur 10, pour les hommes comme pour les femmes (**Indicateur 2.1.3_iii**). En outre, une plus petite proportion de personnes pensaient que les victimes des FARDC avaient la possibilité de déposer une plainte contre un présumé délinquant des FARDC en décembre 2017 par rapport à juin 2016 (**Indicateur 2.1.3_ii**).

Au cours de la période en étude, 2016-2017, les FARDC ont revu leurs positions à travers toute la zone prioritaire, ce qui a entraîné une réduction de sa présence au Sud-Irumbu en 2016 afin de renforcer les effectifs militaires au Nord-Kivu. Cette période a également enregistré une augmentation du nombre et de la fréquence des violations des droits de l'homme (VDH) commises par le FRPI. Si et lorsque ces violations se sont produites à proximité de positions tenues par les FARDC, ces événements ont pu aussi avoir eu un impact sur le jugement de la population vis-à-vis des FARDC. En même temps, la zone prioritaire a connu relativement peu d'interventions pertinentes visant la performance des FARDC et la situation sécuritaire dans son ensemble. Des efforts pertinents, comme le projet financé par le FCS pour le Sud-Irumbu, ou la stratégie pour lutter contre la menace que représente pour la population de l'Ituri par le FRPI, n'ont démarré que vers la fin de 2017, par une période préparatoire de deux à trois mois à partir du démarrage.

Figure 2 : Tendances au niveau de la performance des FARDC en termes de Protection des Civils, ZP du Sud-Irumbu



¹ Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l'UAS pour l'Ituri

3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le tableau 3 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu, leur aire thématique principale sous le Pilier 3 (Restauration de l'autorité de l'État, ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSS pour le Pilier 3 dans la ZP.

Tableau 3 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de restauration de l'autorité de l'État dans la ZP du Sud-Irumu (Pilier 3)

Nom du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Renforcement des compétences techniques et des relations État-citoyen en matière de gouvernance des terres, de l'exploitation minière, et de sécurité locale, et meilleure gouvernance au niveau des chefferies/secteurs	Andisoma, Bahema Sud, Banyali Tcabi, Walese Vonkutu, Walendu Bindi, Bahema Mitego, Bahema Boga
CISPE (lead : OIM)	Pays-Bas	Contribue à l'amélioration des relations État-communautés à travers la meilleure performance des services sécuritaires et la perception plus positive des services au sein des communautés	War Palara, Zaki, Walendu Tatsi, Walendu Pitsi, Andisoma, Walese Vonkutu

Prenant en considération la population de la ZP dans son ensemble, indépendamment du genre, les attitudes vis-à-vis de la performance du Gouvernement (aux niveaux national, provincial et territorial) semble ne pas avoir subi de changements dramatiques entre juin 2016 et décembre 2017. La part de population jugeant la performance des autorités « bonne » ou « très bonne » est restée constante, à un niveau relativement bas (voir Figure 3). Les opinions quant à la représentation de ses intérêts de la part du gouvernement local sont aussi restées semblables depuis 2016 avec environ 25 % de la population la jugeant « bonne » ou « très bonne » (voir Figure 5). Cependant, ces nombres globaux cachent des tendances contrastantes entre les femmes et les hommes au Sud-Irumu. Si les opinions des hommes au sujet de la performance de l'État sont devenues plus positives au cours des 18 mois en étude, les attitudes des femmes sont au contraire devenues plus négatives. Pour ce qui est de nombreuses mesures et aires politiques, les hommes avaient une moins bonne opinion de la performance de l'État que les femmes en juin 2016. En décembre 2017, les opinions des hommes à ce sujet étaient systématiquement plus positives que celles des femmes, souvent avec un écart de plus de 20 points de pourcentage.

Un fait notable est la détérioration de des perceptions des femmes en ce qui concerne la capacité du Gouvernement (national) à combattre la violence sexuelle (**Indicateur 3_i** [national] dans la Figure 4).

Figure 3 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP du Sud-Irumu

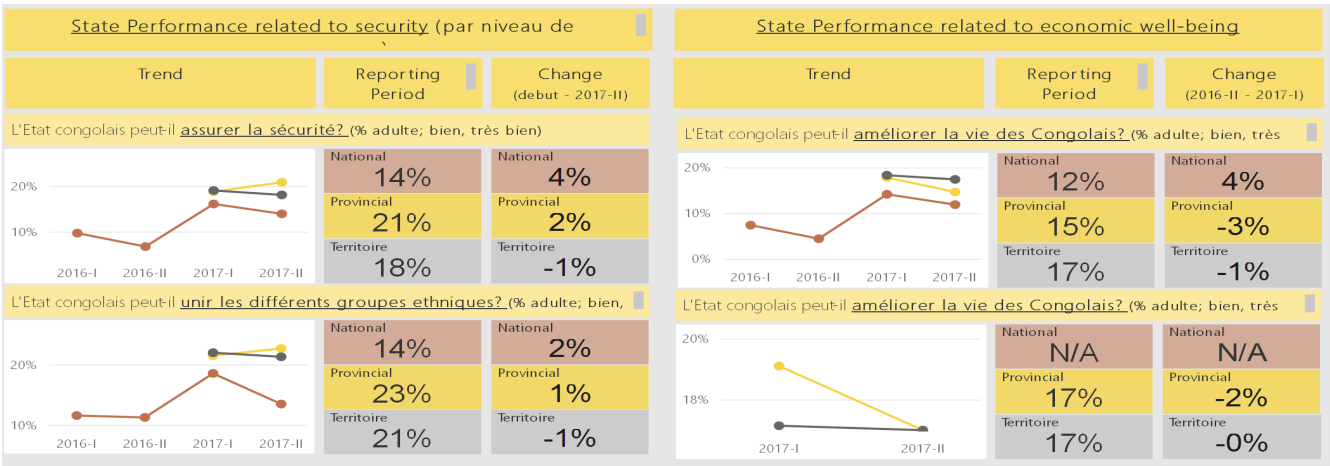
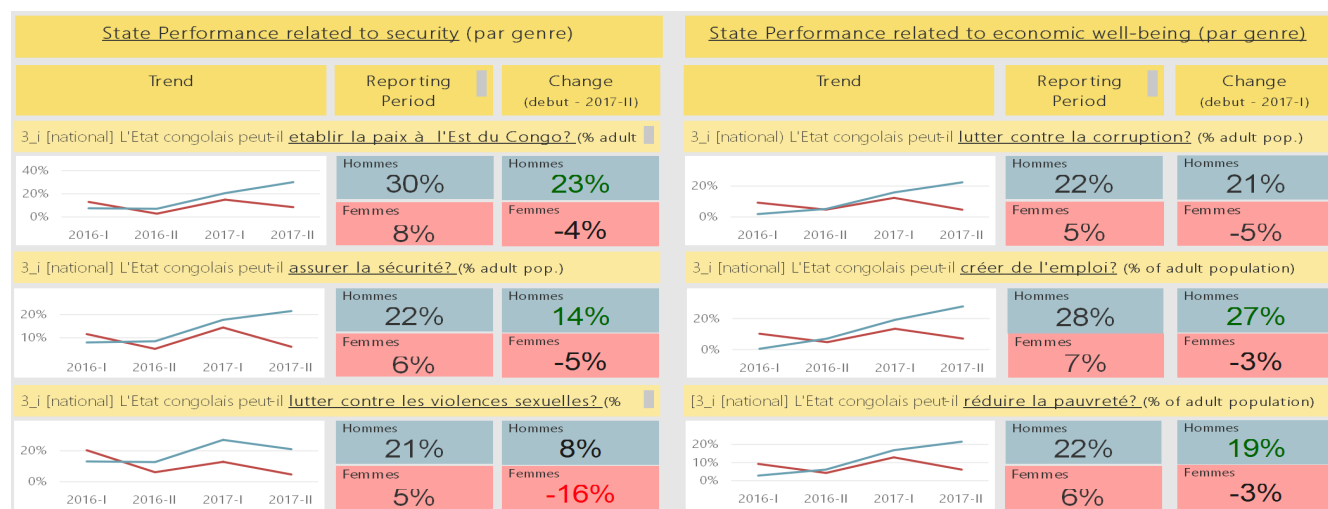


Figure 4 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP du Sud-Irumbu



Il n'y a pas de certitudes à ce stade quant à quels événements, développements ou facteurs concrets pourraient avoir contribué à l'amélioration de la perception de la performance de l'État parmi la population masculine du Sud-Irumbu d'une part, et à la stagnation, voire détérioration de cette même perception parmi les femmes.

Il est toutefois à noter que les perceptions de la « redevabilité » de l'État ont également connu une amélioration au Sud-Irumbu de juin 2016 à décembre 2017, en particulier pour le gouvernement national et le gouvernement territorial et, dans une légèrement moindre mesure, le gouvernement provincial. Ces changements de perceptions positifs se sont produits parmi les hommes et les femmes, mais étaient relativement plus marqués pour la population masculine (**Indicateur 3.2_i** dans la Figure 5).

Les perceptions de presque tous les niveaux de gouvernement ont augmenté, suivant une tendance positive depuis 2016. Cela vaut pour les hommes comme pour les femmes en ce qui concerne les gouvernements aux niveaux national et territorial. La perception du gouvernement provincial a connu une légère tendance à la baisse parmi les femmes, mais positive parmi les hommes (voir Figure 5).

Quelle que soit la cause de cette tendance positive, elle ne semble pas être liée à une amélioration effective de l'accès aux services. Globalement, la population du Sud-Irumbu ne perçoit pas d'amélioration de l'accès aux services dans la zone au cours des dix-huit mois à partir de juin 2016² (**Indicateur 3.2_i** dans la Figure 6).

² Une exception à cette situation est la perception des hommes en ce qui concerne leur accès au système judiciaire national (Indicateur 3.2_i dans la Figure 6).

Figure 5 : Tendances dans les perceptions sur la redevabilité de l'État congolais, ZP du Sud-Irumu

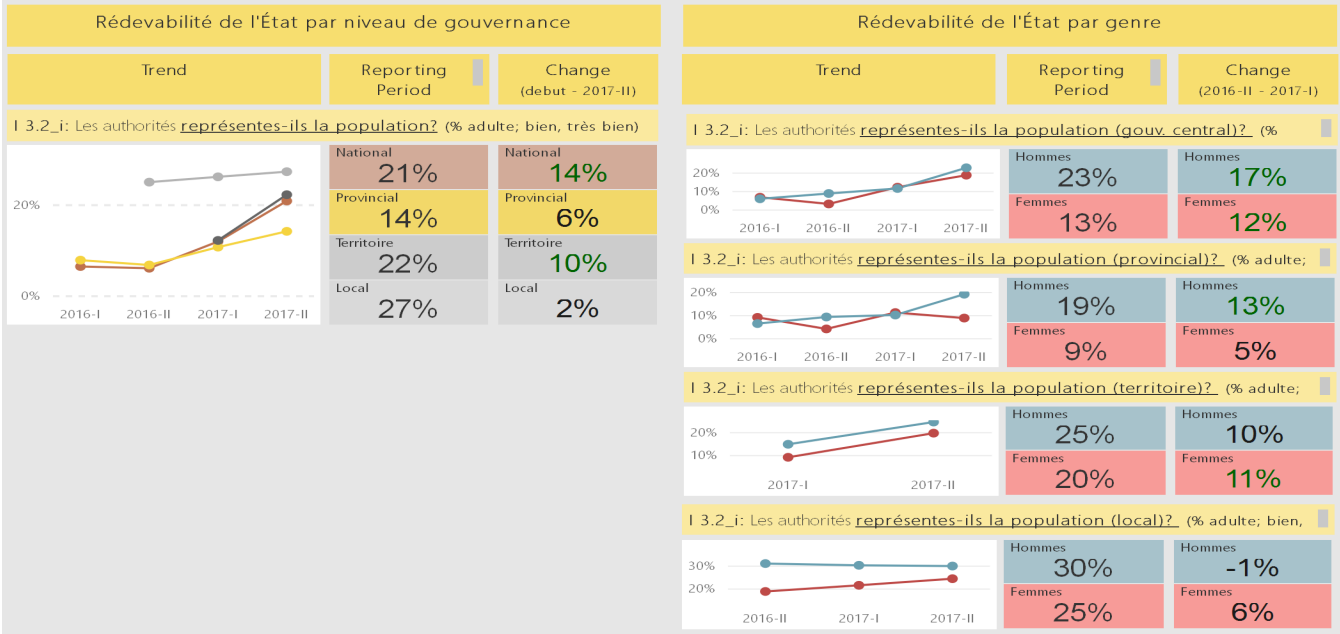
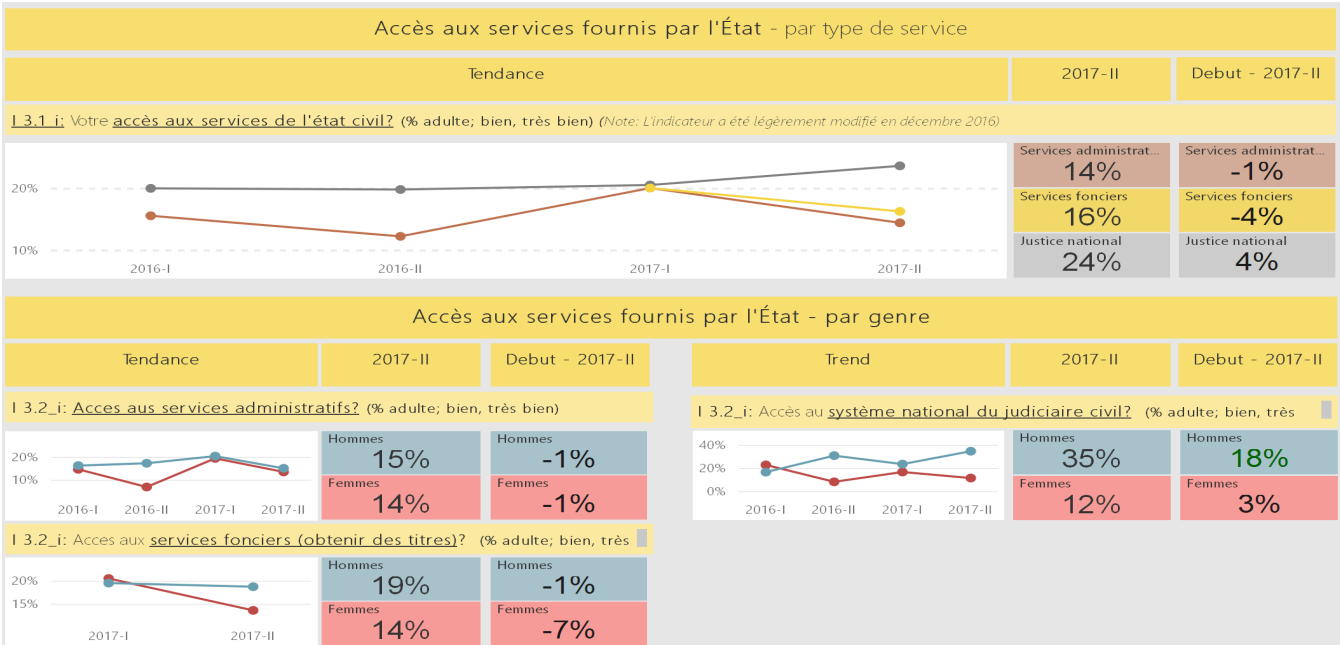


Figure 6 : Tendances dans les perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP du Sud-Irumu



Globalement (c.-à-d. parmi les hommes et les femmes), la population de la zone prioritaire du Sud-Irumu était d'avis que la corruption (c.-à-d. au sein de la PNC et du système judiciaire) était moins répandue en décembre 2017 qu'elle ne l'avait été en juin 2016 (voir ci-dessous, Figure 7). À nouveau, il n'est pas certain à ce stade quels sont les facteurs derrière ces améliorations ; cependant, il convient de noter que toute une série de projets ont travaillé dans ce domaine au Sud-Irumu au cours des dernières années (voir Boîte 2).

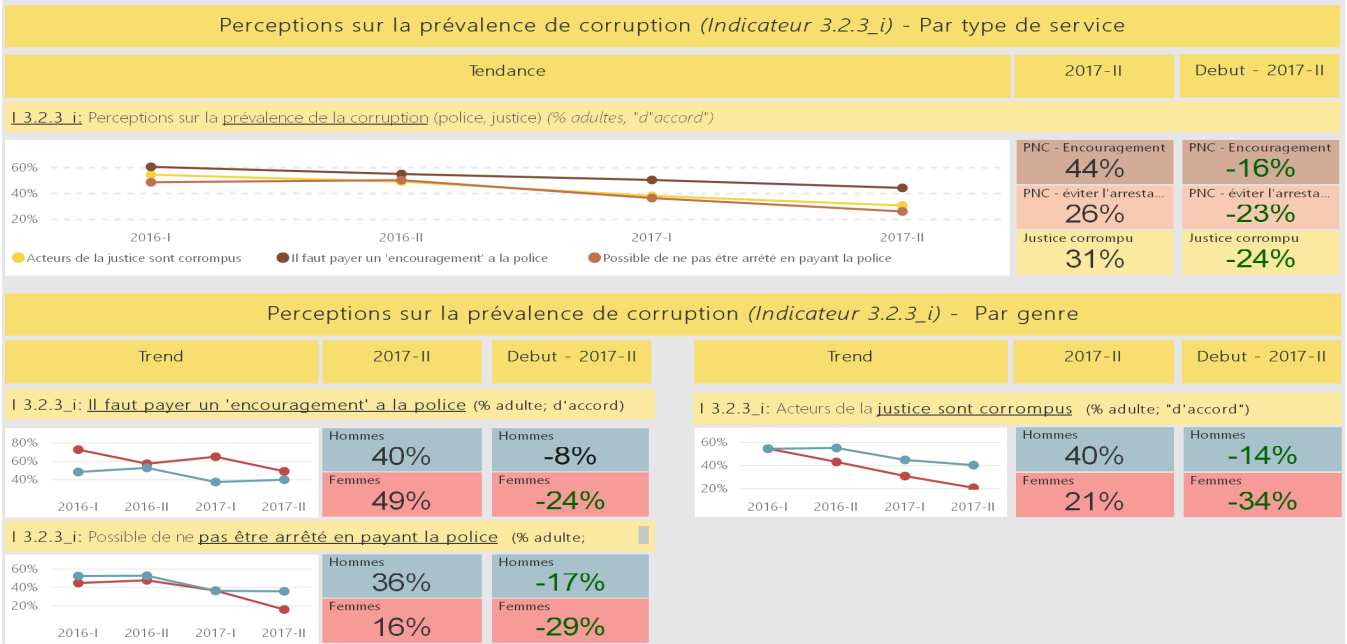
Plusieurs projets (financés par le FCS, alignés et non-alignés / favorables à l'ISSSS), opérationnels ou qui le seront prochainement dans la zone prioritaire, visent à améliorer la redevabilité des agents de l'État envers la population. Les partenaires comprennent :

- MONUSCO (UNPOL, Affaires Civiles), travaillant sur « RSS et redevabilité » et « la police de proximité » en vue d'améliorer la redevabilité entre FARDC / PNC et la population locale, et de renforcer les comités locaux de sécurité ;
- Search for Common Ground avec le projet « *Lobi Mokolo Ya Sika* » (ou LMYS ; en phase d'extension), travaillant sur le renforcement de « redevabilité, collaboration et communication entre la population civile et les acteurs sécuritaires publics en ce qui concerne les réformes et les réalisation-clefs ».

Le projet financé par le FCS au Sud-Irumbu est actuellement en cours de démarrage des opérations pour à terme travailler à améliorer la « gouvernance et redevabilité pour la terre, les ressources naturelles, les ETD et la sécurité ».

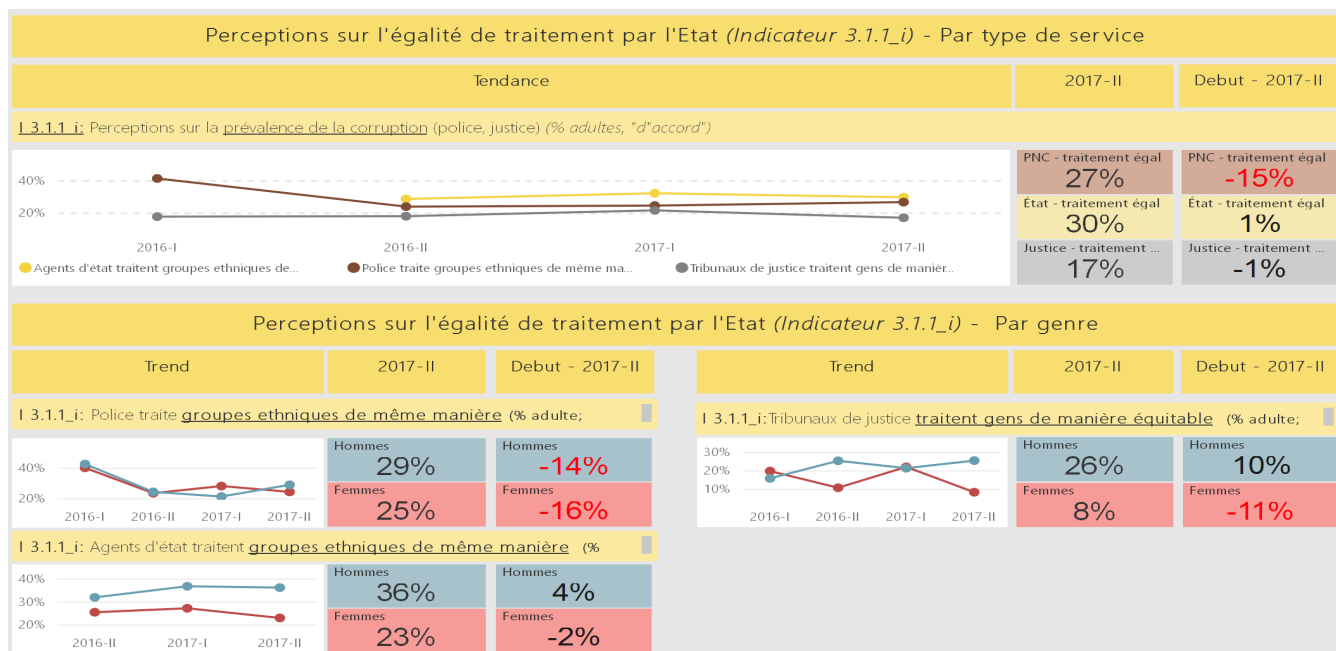
Une mise en garde importante pour le degré de représentativité de l'État au Sud-Irumbu est le fait que moins de personnes dans la zone prioritaire semblent être d'avis que la PNC et le système judiciaire traite tous les groupes ethniques / toutes les personnes de manière égale. Les perceptions sur l'égalité de traitement ont diminué, en particulier en ce qui concerne la PNC (Indicateur 3.1.1_i dans la Figure 8).

Figure 7 : Tendances dans la perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP du Sud-Irumbu



³ Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l'UAS pour l'Ituri

Figure 8 : Tendances dans la perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP du Sud-Irumbu



4 Pilier 4 - Retour, réintégration et relance socioéconomique (RRR)

Le Tableau 4 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu, leur aire thématique principale sous le Pilier 4 (Retour, réintégration et relance socioéconomique, RRR), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 4 dans la ZP.

Tableau 4 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP du Sud-Irumu (Pilier 4)

Nom du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Création d'activités génératrices de revenu communautaires pour les jeunes à risque, les ex-combattants, les femmes, et les survivants/victimes de violence sexuelle Accès au crédit et amélioration de la planification financière Agriculture, pêche et secteur fermier plus résilients favorisent l'augmentation de la cohésion sociale	Andisoma, Bahema Sud, Banyali Tcabi, Walese Vonkutu, Walendu Bindi, Bahema Mitego, Bahema Boga

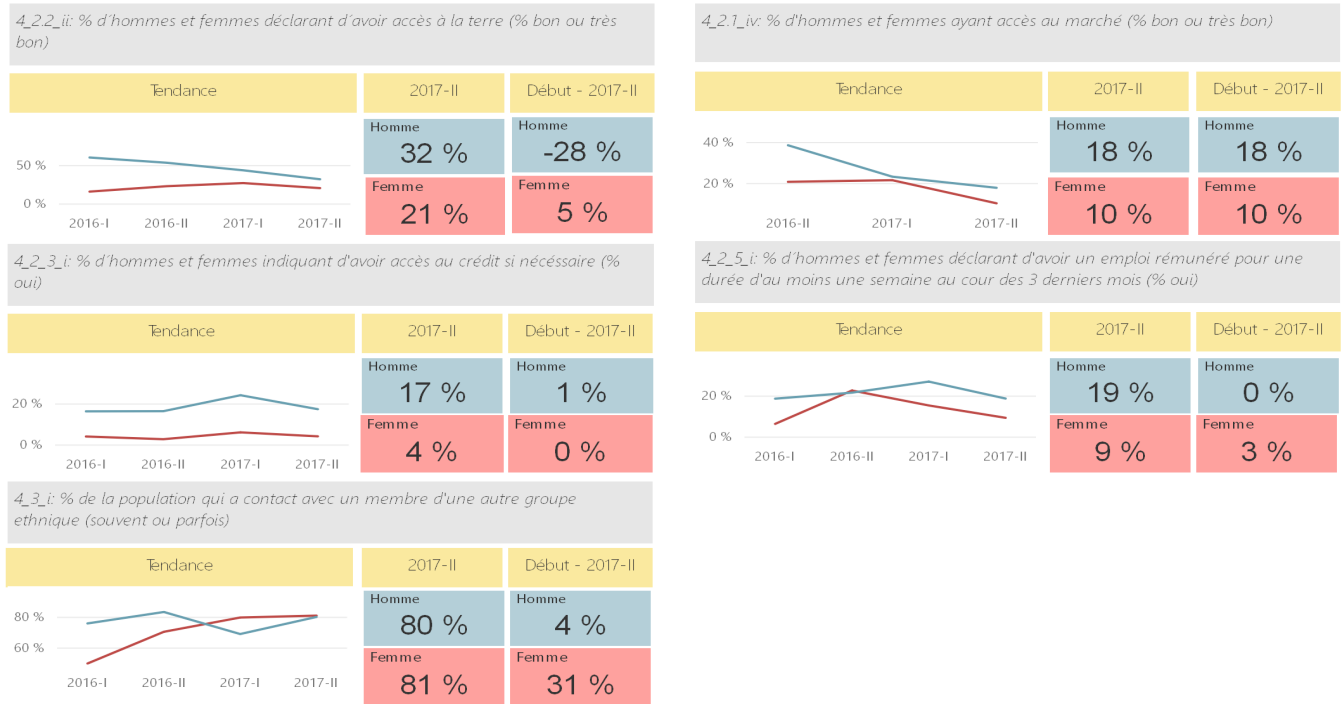
Les indicateurs pour le Pilier 4 au Sud-Irumu montrent une différence de tendances entre les hommes et les femmes. En ce qui concerne la population masculine de la zone, l'accès à la terre a baissé de manière significative de juin 2016 à décembre 2017 (voir Boîte 2 pour une explication possible) : d'environ 6 hommes sur 10 déclarant avoir un « bon » ou « très bon » accès à la terre en juin 2016, à 3 hommes sur 10 seulement disant la même chose en décembre 2017. Parmi les femmes, l'accès à la terre est resté pratiquement constant (**Indicateur 4.3.3_ii**).

Boîte 3 : Développements potentiellement à prendre en compte comme facteurs à l'origine de la restriction de l'accès à la terre au Sud-Irumu⁴

La migration interne des Baniabusha et des Nande dans la zone prioritaire peut constituer un des éléments ayant affecté l'accès à la terre de manière générale pour une population croissante dans la zone.

⁴ Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l'UAS pour l'Ituri

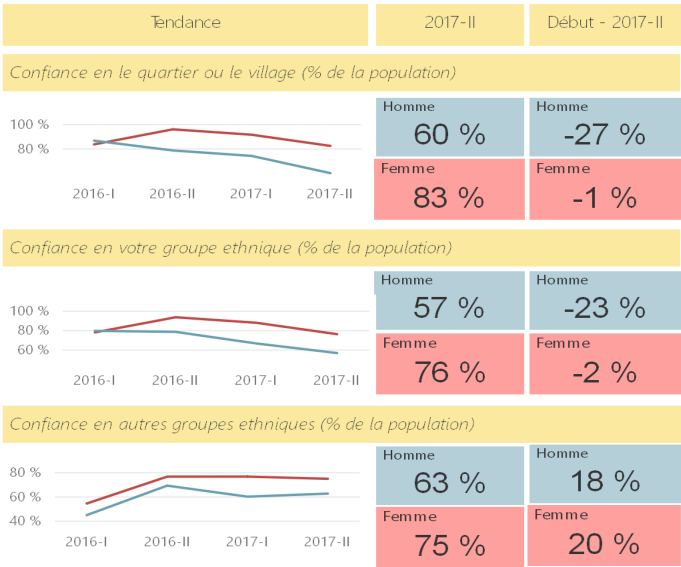
Figure 9 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance des activités traditionnelles, accès à la terre) ZP Sud-Irumu



Les données suggèrent que la cohésion sociale dans la zone prioritaire s'est détériorée au cours des 18 derniers mois pour les hommes, mais pas pour les femmes. Les hommes ont rapporté un niveau de confiance plus élevé dans les membres de différents groupes ethniques (voir **Error! Not a valid bookmark self-reference.** ; c.-à-d. en particulier la comparaison entre le dernier graphique et les précédents). Les perceptions des hommes se sont dégradées en ce qui concerne leur confiance envers d'autres personnes de leur village (voir Figure 10).

Les femmes ont continué à signaler des niveaux de confiance élevés envers les voisins (84 %), le village (83 %) et leur propre groupe ethnique (75 %), comme au début de la période de rapportage. Il s'agit d'une différence significative par rapport aux hommes ; une explication possible pourrait être l'accent mis sur les femmes et les jeunes à risque par les projets, ainsi que les différents rôles sociaux.

Figure 10 : Tendances dans la cohésion sociale, ZP du Sud-Irumu



5 Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)

Le Tableau 5 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire du Sud-Irumu, leur aire thématique principale sous le Pilier 5 (Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre, VSBG), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 5 dans la ZP.

Tableau 5 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP du Sud-Irumu (Pilier 5)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Changement des normes de genre et renforcement de l'assistance aux victimes de VSBG	Andisoma, Bahema Sud, Banyali Tcabi, Walese Vonkutu, Walendu Bindi, Bahema Mitego, Bahema Boga

Note : Au moment de la rédaction du présent rapport, les données du BCNUDH sur le nombre de violations des droits de l'homme au Sud-Irumu n'avaient pas encore été partagées par le BCNUDH. La Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS n'a donc pas encore inclus les chiffres sur la prévalence de la violence sexuelle dans cette version du rapport. Ces données, dès qu'elles seront mises à disposition de la Cellule S&E, seront partagées par celle-ci.

Les tendances au Sud-Irumu sur les normes associées à la violence sexuelle sont en grande partie négatives. Moins d'hommes et de femmes dans la zone prioritaire estimaient que le « consentement est toujours nécessaire » pour toute activité sexuelle en décembre 2017 qu'en juin 2016. En outre, la part de la population qui considérait que la violence contre un(e) partenaire peut être acceptable dans certaines situations a également connu une hausse (voir l'**Indicateur 5.1_i** ci-dessous).

De manière semblable, la part de la population indiquant être prête à réintégrer les survivants/victimes de violence sexuelle de retour dans leurs communautés / ménages a baissé, par moments de jusqu'à 20 ou 30 points de pourcentage (**Indicateur 5.1_ii**).

Cette tendance négative contraste avec celles relevées dans plusieurs autres zones prioritaires de l'ISSSS. Dans la plupart des ZP, les normes associées à la violence sexuelle sont devenues moins répandues avec le temps ; et le soutien à la réinsertion des survivants/victimes de violence sexuelle a augmenté.

Figure 11a : Tendances dans les perceptions de la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP du Sud-Irumu

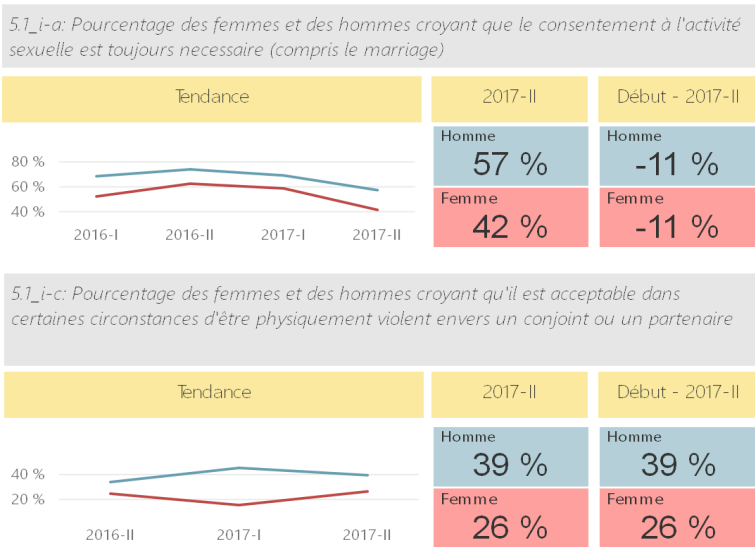
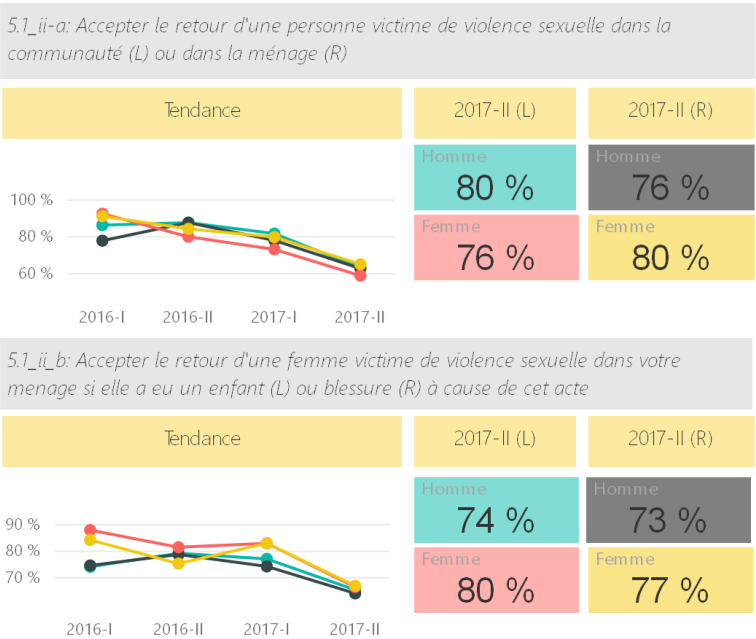
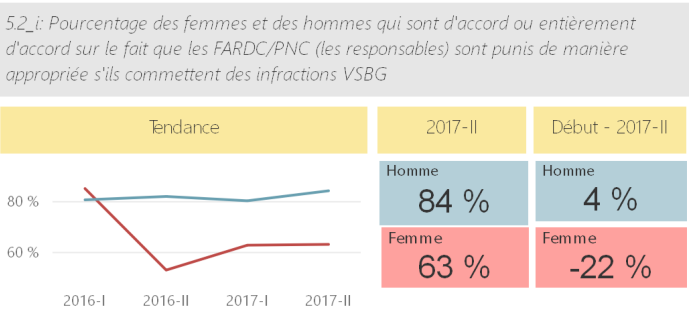


Figure 12b : Tendances dans les perceptions de la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP du Sud-Irumu



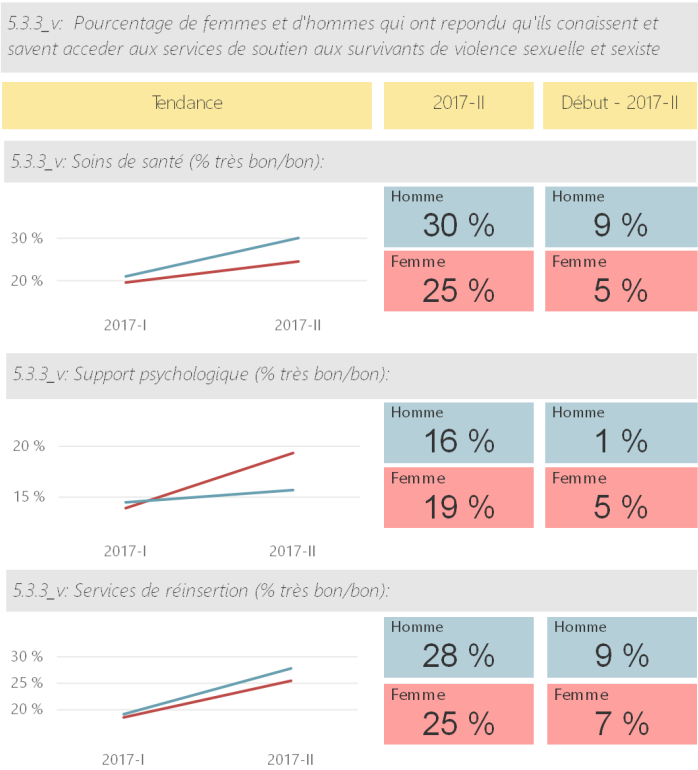
En décembre 2017, les femmes au Sud-Irumu étaient également moins susceptibles de penser que les membres de la PNC / des FARDC responsables d'actes de violence sexuelle seraient punis de manière appropriée, en comparaison avec juin 2016 (**Indicateur 5.2_i**).

Figure 13 : Perceptions liées à l'adéquation des punitions pour VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP du Sud-Irumu



L'accès aux services pour survivants/victimes de violence sexuelle semble avoir augmenté légèrement dans les six mois de juin à décembre 2017 (**Indicateur 5.3.3_v**).

Figure 14 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP du Sud-Irumu



Boîte 4 : Développements possibles à considérer comme facteurs derrière les tendances négatives sous le Pilier 5 au Sud-Irumu⁵

Il n’y a pas de facteurs évidents qui se présentent d’eux-mêmes comme raisons de l’évolution largement négative des indicateurs sur la violence sexuelle et sur l'accès aux services pour survivants/victimes de violence sexuelle.

Plusieurs projets étaient actifs dans la zone du Sud-Irumu en matière de prévention de la violence sexuelle tout au long de 2016 et 2017. Par exemple, le projet financé par le Canada (*Tupinge Ubakaji*) en 2016 et un projet conjoint pour la prévention de la violence sexuelle, financé par la Belgique. Une autre intervention était celle mise en œuvre par MSF et axée sur les besoins psychologiques, médicaux et sociaux des survivants/victimes de violence sexuelle. Ce projet a cessé ses activités en novembre 2017.

Au cours de l’année 2017, aucune intervention n’a travaillé à améliorer la redevabilité de la PNC et des FARDC en matière de violences sexuelles commises par des personnes dans leurs rangs.

Pour 2018 et après, seul le projet financé par le FCS pour le Sud-Irumu et (une fois qu’il sera aligné) le projet PEAR+ s’inscrivent sous le Pilier 5 de l’ISSSS dans la zone prioritaire du Sud-Irumu.

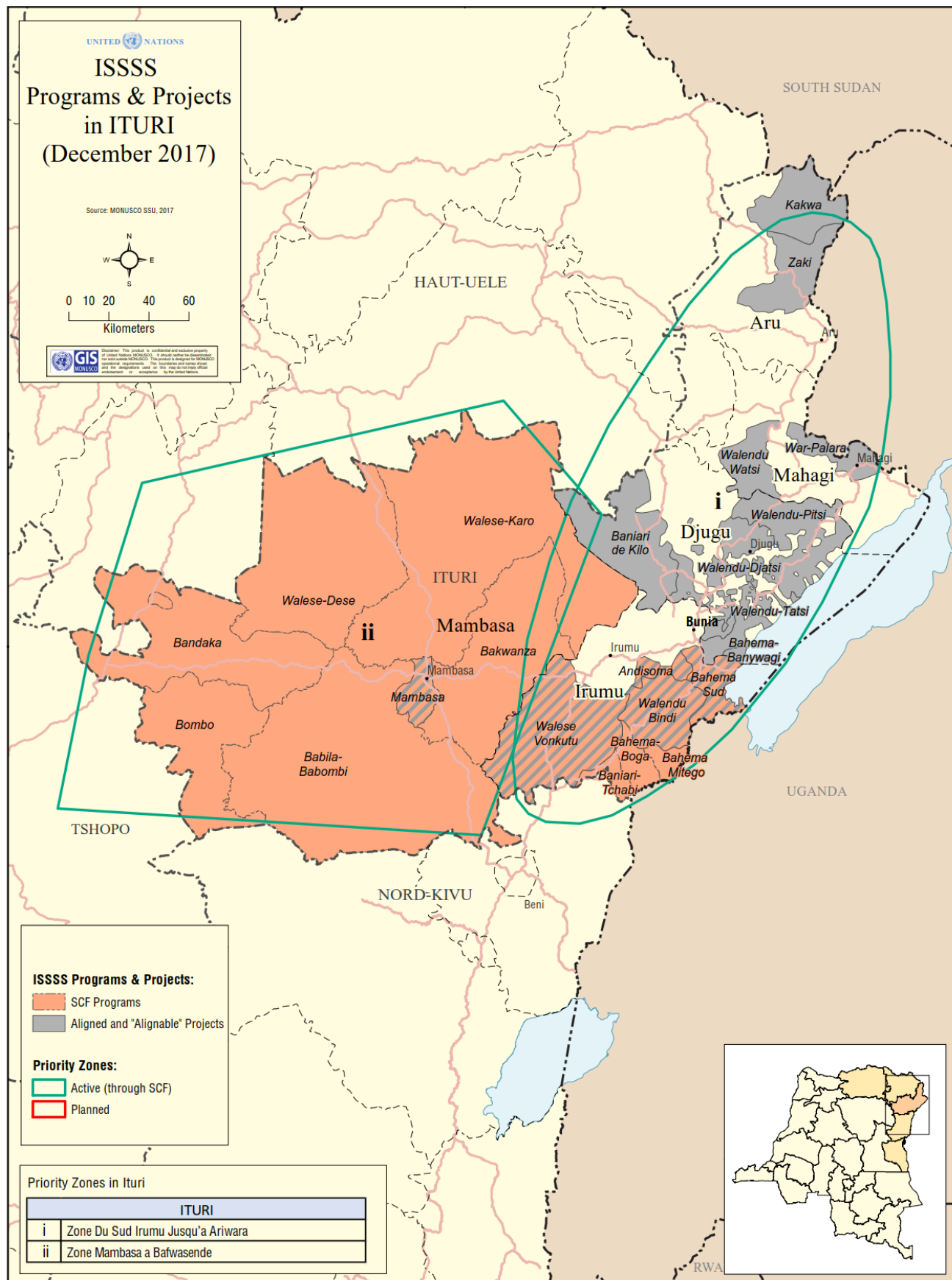
⁵ Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l’UAS pour l’Ituri

Annexe II - Zone Prioritaire de Mambasa, Province de l'Ituri

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VS	Violence Sexuelle
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

Carte de la province de l'Ituri et des zones prioritaires de l'ISSSS



0. Présentation de l'Annexe II – Mambasa (Province de l'Ituri)

Cette annexe accompagne le troisième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E), soit le deuxième rapport publié après l'étude de base pour Mambasa, datant du mois de novembre 2017. Ces publications s'inscrivent dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS).

Cette annexe présente les données relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Mambasa au cours de la période allant de juillet 2017 à la fin de l'année (c.-à-d. décembre 2017). Lorsque cela est pertinent, le document présente aussi des hypothèses sur les facteurs qui peuvent avoir influencé les tendances observables dans les données de résultats ISSSS.

Il est cependant important de souligner que ces hypothèses sont émises principalement pour constituer autant de points de départ pour un débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds au sujet des tendances et des options de programmation dans la ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

1. Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le Tableau 1 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Mambasa ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 1 (Dialogue Démocratique). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 1 dans la ZP.

Tableau 1 : État d'avancement des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP de Mambasa (Pilier 1)

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones-clefs d'avancement
Mambasa	FCS Mambasa	Dialogue démocratique	En accord avec la recommandation émise lors de la première phase du projet de stabilisation (IRF Mambasa), de grandes consultations communautaires ainsi qu'une analyse participative des conflits ont été menées autour des axes suivants : groupes armés, migration et ressources naturelles dans et autour de la réserve de faune à okapis ; renforcement des capacités des associations et comités locaux pour le dialogue ; renforcement et redynamisation des mécanismes de coordination dans le RFO. La table ronde est planifiée pour le début de l'année 2018 ¹ .

Le dialogue démocratique est un élément-clé de l'approche de l'ISSSS en matière de stabilisation en RDC. Parmi ses objectifs, l'organisation de plateformes de dialogue participatives et inclusives vise à assurer que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation et qu'aussi bien l'État congolais que les projets de stabilisation financés en partenariat avec la communauté internationale affrontent

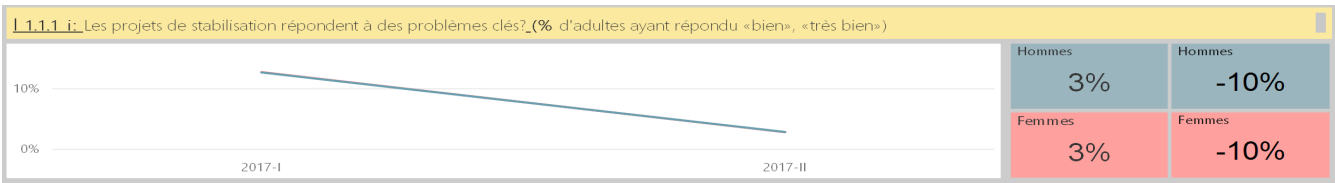
¹ Initiative visant les résultats suivants : cohabitation pacifique au sein du RFO à travers la résolution et la réduction de conflits ; l'engagement des femmes et des jeunes dans les processus de stabilisation et le renforcement de leur autonomie ; le renforcement des mécanismes locaux de gestion des terres (accès à la terre pour les femmes, les hommes et les communautés vulnérables (comme celle des Pygmées) ; le développement et la validation des sept plans locaux de paix et développement ; la réhabilitation et mise en fonctionnement du tribunal de Mambasa ; et la lutte contre les VSBG.

ce que la population considère représenter les problèmes et les défis-clefs dans ses villages et communautés et constituer les causes profondes des conflits.

La Figure 1 montre que les attitudes de la population de Mambasa vis-à-vis de la performance des projets de stabilisation en termes de gestion des questions-clefs dans la ZP sont devenues plus négatives au cours de la deuxième moitié de 2017. Alors qu'en juin 2017 encore 1 adulte sur 10 dans la zone estimait que les projets de stabilisation affrontaient « bien » ou « très bien » les questions clefs ou importantes à leurs yeux, six mois plus tard ils n'étaient plus que 3 %, aussi bien parmi les hommes que parmi les femmes (**Indicateur 1.1.1_i**).

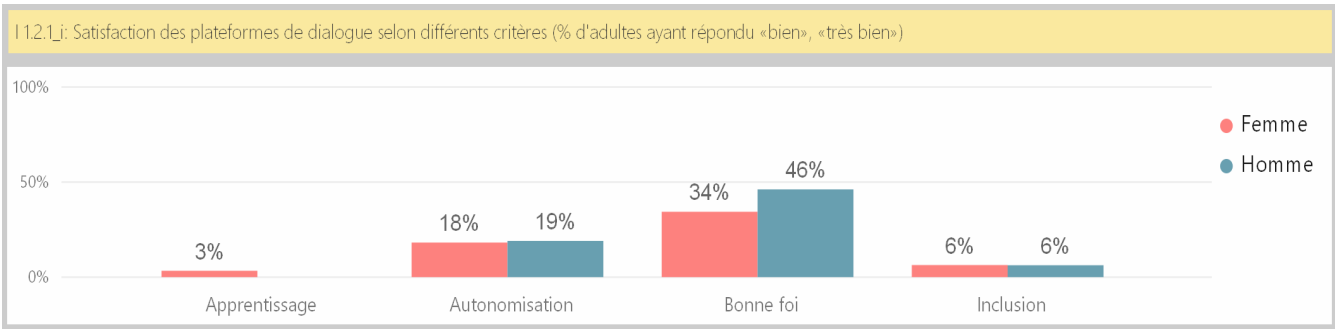
Les partenaires de mise en œuvre ont mené des entretiens avec un petit groupe (pas statistiquement représentatif) dans lequel les participants ont noté une amélioration récente de la situation sécuritaire. Ils ont identifié le déploiement des FARDC et les mécanismes de dialogue communautaire comme facteurs-clefs ayant contribué à la paix et à la sécurité. Les participants ont également noté le rôle important joué par les ONG et les agences des Nations Unies dans la facilitation des dialogues communautaires.

Figure 1: Tendances dans les attitudes vis-à-vis de la pertinence des projets de stabilisation, ZP de Mambasa



La satisfaction des participants en ce qui concerne les réunions des plateformes de dialogue démocratique menées par les partenaires du projet financé par le FCS à Mambasa était mitigée (voir Figure 2). Environ 4 personnes sur 10 estimaient que les participants aux réunions des plateformes le faisaient avec l'intention sincère d'apporter un changement positif dans la zone prioritaire, et encore 2 personnes sur 10 jugeaient positivement (« bonne » ou « très bonne ») leur capacité à jouer un rôle significatif dans les dialogues entablés. Un des répondants a indiqué que les mécanismes de dialogue communautaire étaient une opportunité pour la population, non seulement pour parler de leurs problèmes, mais aussi pour travailler ensemble à trouver une solution. Cependant, une part de loin plus petite de participants a exprimé une perception positive au sujet de la représentation équitable des différents intérêts concernés dans la composition de la plateforme ou de la probabilité que les participants puissent quitter ces réunions ayant saisi l'opportunité d'apprendre des points de vue des autres.

Figure 2 : Satisfaction par rapport à l'apprentissage, la capacitation, la sincérité et l'inclusivité des plateformes de dialogue démocratique de l'ISSSS



2. Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)

Le Tableau 2 ci-dessous donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Mambasa et leur aire thématique principale sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 2, dans la ZP de Mambasa.

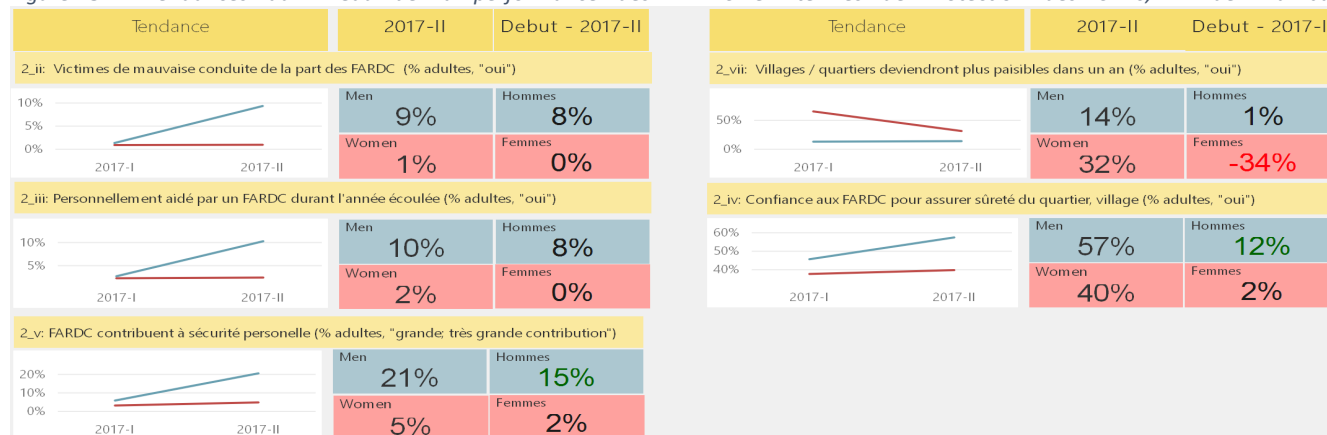
Tableau 2 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP de Mambasa (Pilier 2)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure reddition de comptes des FARDC

La confiance dans les FARDC (ex. en ce qui concerne la contribution à la sécurité personnelle (**Indicateur 2_v**) et la garantie de la sécurité du village (**Indicateur 2_iv**)) a augmenté de juin à décembre 2017, mais surtout pour les hommes. Cependant, moins de personnes - en particulier parmi les femmes - considèrent que les membres des FARDC peuvent être tenus responsables de leurs actes (**Indicateurs 2.1.3_ii et 2.1.3_iii**). Comment expliquer les différentes perceptions entre les hommes et les femmes ? Ci-dessous, les mots du Secrétariat Technique Provincial, qui suggèrent une interprétation :

« Les relations positives entre les FARDC et la population sont construites à travers la participation des hommes à des événements sportifs, alors que les femmes continuent d'être attaquées par des soldats. En outre, malgré le fait que d'anciens cas de violence sexuelle sont aujourd'hui sous procès, les cas récents sont moins connus, et les femmes ont de plus en plus peur de les dénoncer. »

Figure 3 : Tendances au niveau de la performance des FARDC en termes de Protection des Civils, ZP de Mambasa



Les personnes interrogées au niveau projet donnaient aux forces de sécurité (y compris FARDC, PNC et MONUSCO) la deuxième place en termes d'importance dans la garantie de la sécurité à travers l'augmentation des patrouilles et leurs efforts pour traquer les milices opérant dans la zone. Cependant, au cours des discussions en groupe, les participants ont clairement indiqué qu'ils évitaient tout acteur sécuritaire connu pour harceler les civils.

3. Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Mambasa ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État). Sous le tableau, ce

chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 3 dans la ZP.

Tableau 3 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP de Mambasa (Pilier 3)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Amani ni njiya ya maendeleo, phase II <i>UN HABITAT</i>)	FCS	Renforcement de la gouvernance des terres, de la sécurité et de l'administration ainsi que de la redevabilité et des collaborations État-population.
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) <i>(SFCG)</i>	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et PNC renforcée par l'amélioration de reddition de compte de la PNC ainsi que de la gouvernance à travers les comités et plans de sécurité locaux

La perception de la performance de l'État à Mambasa s'est dégradée de juin à décembre 2017, aussi bien dans le domaine de la sécurité que dans celui du bien-être économique. Il est intéressant de noter que les femmes ont moins confiance que les hommes dans l'État (voir la Figure 3 plus bas). Voici une explication possible, fournie par le Secrétariat Technique Provincial :

« Il existe des tensions entre l'État et la population au sujet de l'exploitation minière illégale, en particulier dans la réserve de faune à okapis (par exemple, le Gouvernement a permis aux Chinois d'exploiter les ressources, tandis que les communautés n'y ont pas accès). Normalement, ce genre de situation a des répercussions sécuritaires et affecte les femmes davantage que les hommes. On espère que le projet financé par le FCS dans la ZP de Mambasa contribuera à enrayer cette tendance négative. »

Figure 4 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP de Mambasa

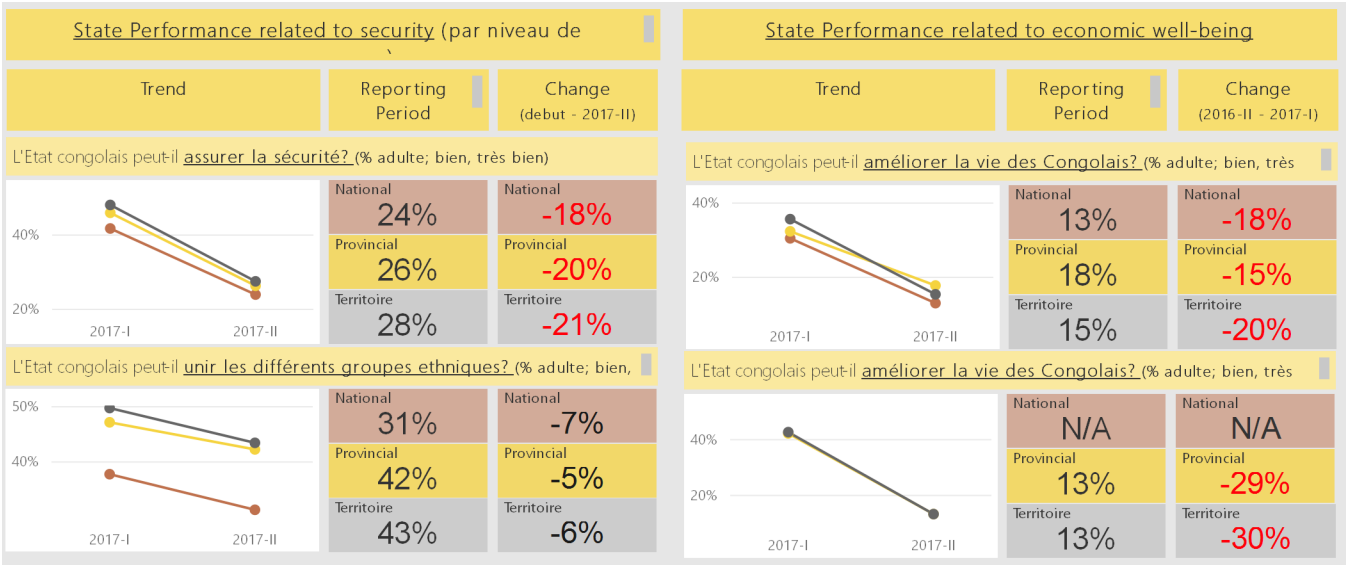
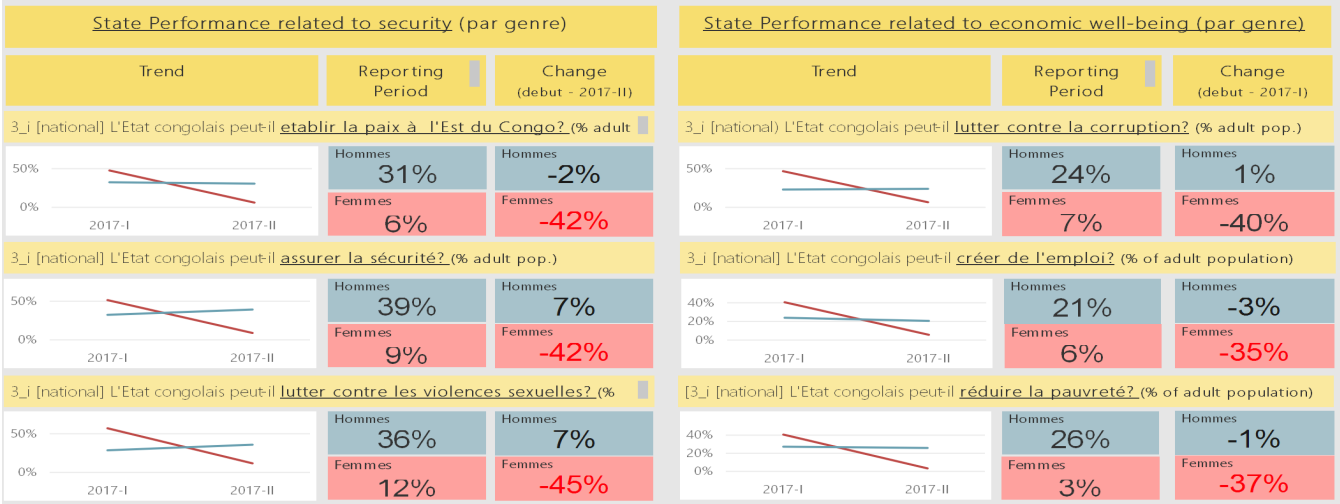


Figure 5 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP de Mambasa



De manière semblable, de juin à décembre 2017, moins de personnes (et particulièrement les femmes) considèrent que les autorités de l'État (aux différents niveaux administratifs) représentent « bien » ou « très bien » leurs intérêts (Indicateur 3.2_i). Outre l'explication possible présentée ci-dessus, le Secrétariat Technique Provincial ajoute ce qui suit :

« Il est possible que ces tendances soient influencées par les perceptions des habitants de zones comme Nia Nia ou Badingahido, qui sont des grandes agglomérations de personnes de différentes origines, et où la présence et la capacité des institutions étatiques sont faibles (PNC, juges, etc.). Ici aussi, le projet financé par le FCS dans la ZP de Mambasa devrait pouvoir contribuer à enrayer cette tendance négative. »

Figure 6 : Tendances dans les perceptions sur la reddition de compte de la part de l'État congolais, ZP de Mambasa

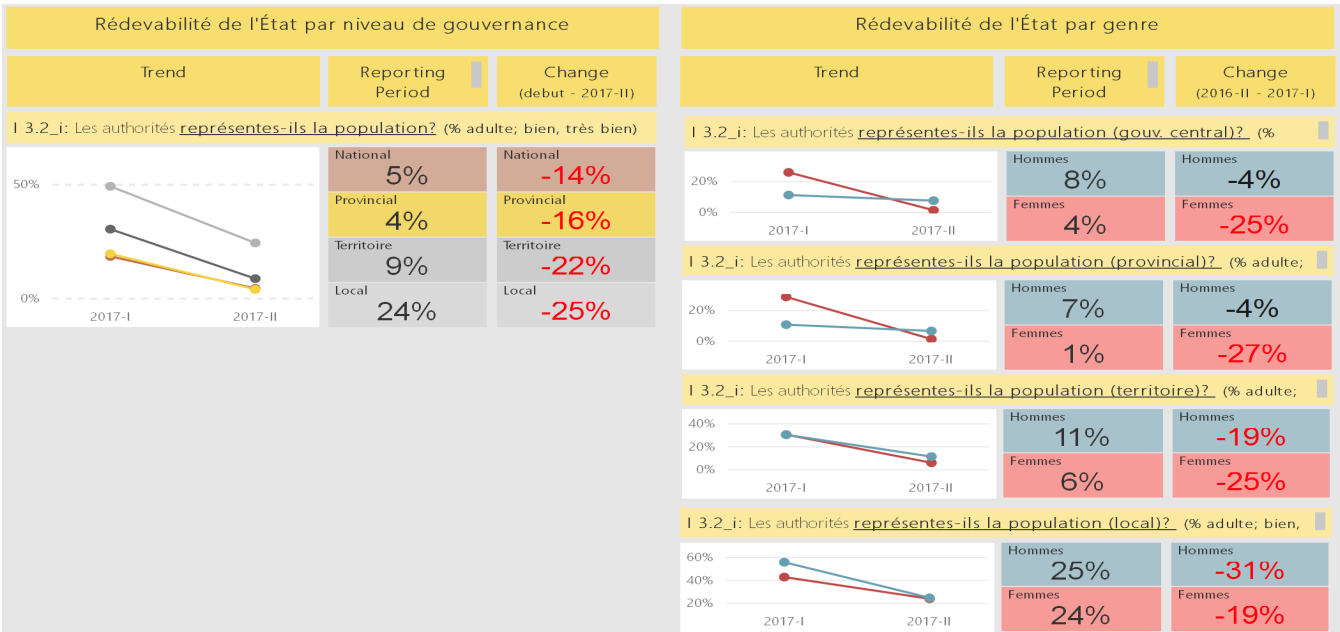
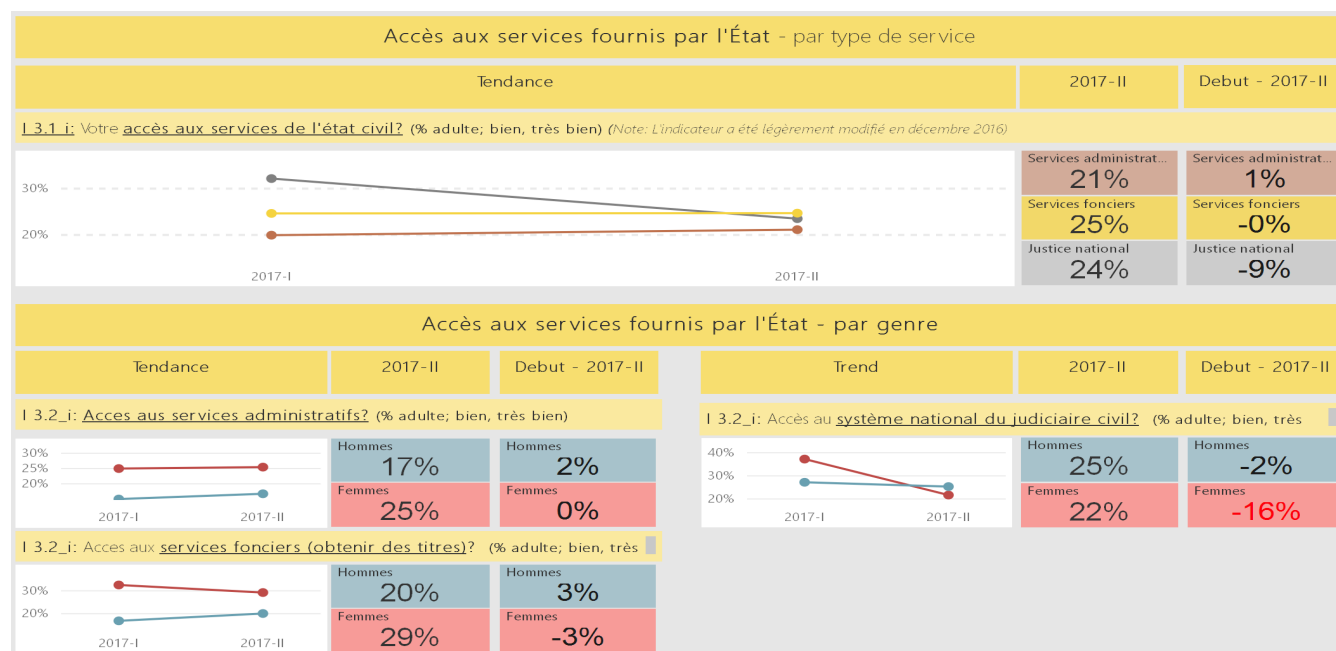


Figure 7 : Tendances dans les perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP de Mambasa



Une tendance positive est constituée par la diminution perçue de la prévalence de la corruption au sein de la PNC et du système judiciaire. Le Secrétariat Technique Provincial essaye d'expliquer ce phénomène ainsi :

Le projet financé par le FCS à Mambasa, Lobi Mokolo Ya Sika, ainsi que les efforts d'UNPOL peuvent avoir contribué à cette perception plus positive, à travers d'une part la sensibilisation des services de sécurité et de la population locale, et d'autre part le renforcement de la performance et de la capacité à être redevables des services sécuritaires. »

Cependant, la majorité de la population semble encore considérer que l'État ne traite pas de manière égale les membres de différents groupes ethniques.

Figure 8 : Tendances dans la perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP de Mambasa

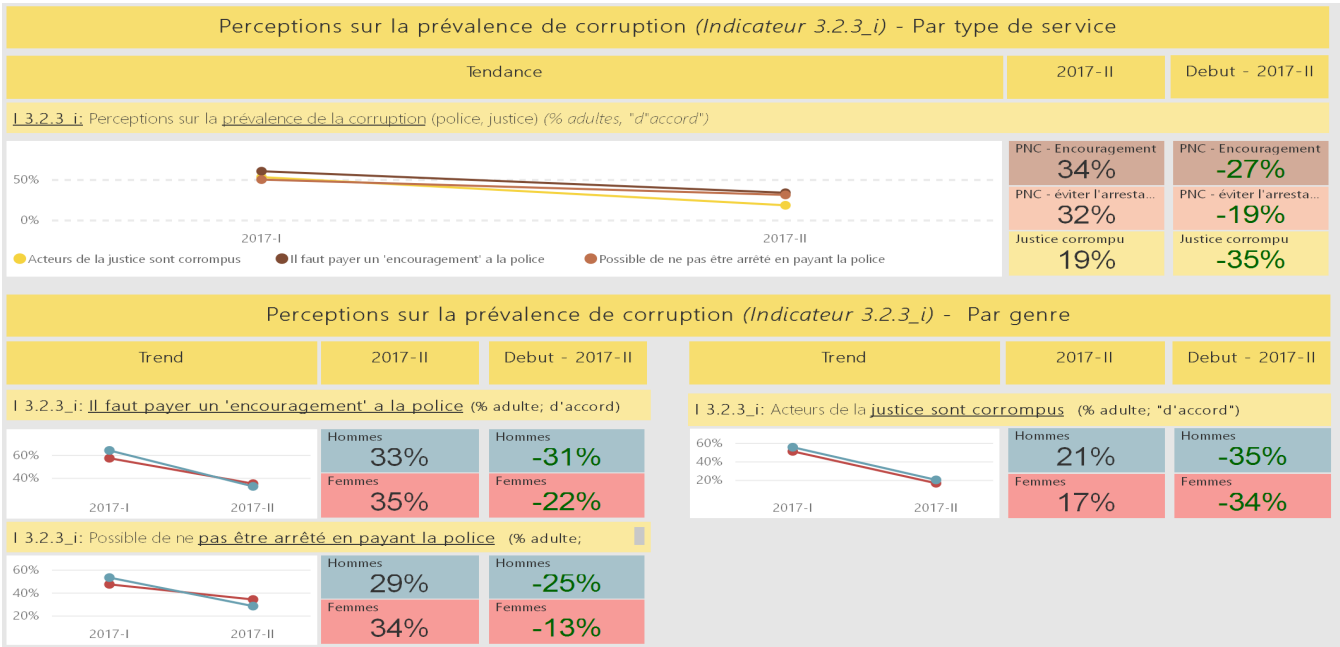
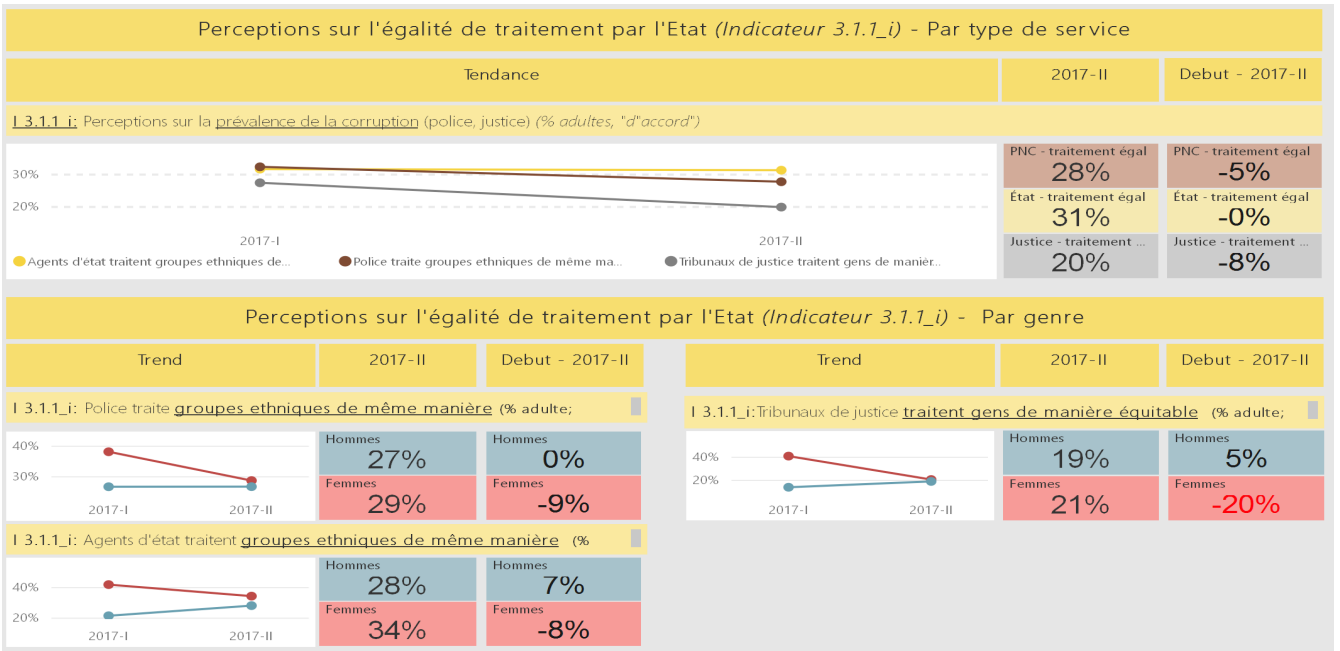
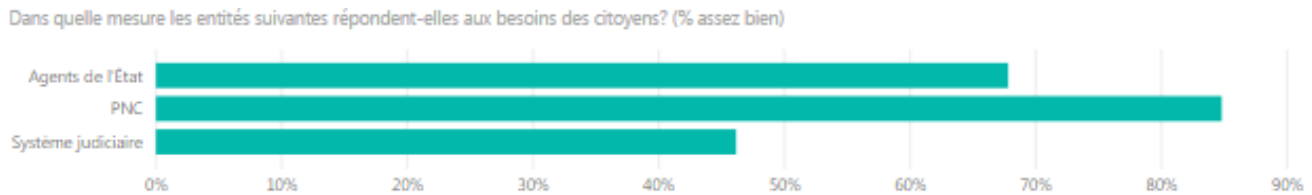


Figure 9 : Tendances dans la perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP de Mambasa



Les entretiens menés au niveau projet avec un petit groupe de bénéficiaires comprenant la PNC et les agents de l'État et du système judiciaire ont livré des visions intéressantes sur les connaissances, attitudes et pratiques de ces entités. Comme le montre la Figure 10 ci-dessous, à la question « pensez-vous être en mesure de répondre aux besoins des citoyens ? », 85% des membres de la PNC ont répondu oui, tandis que les agents du système judiciaire ont indiqué être en mesure de répondre aux besoins des citoyens dans seulement 45 % des cas. Les agents de l'État ont estimé être capables de répondre aux besoins des citoyens dans près de 70 % des cas.

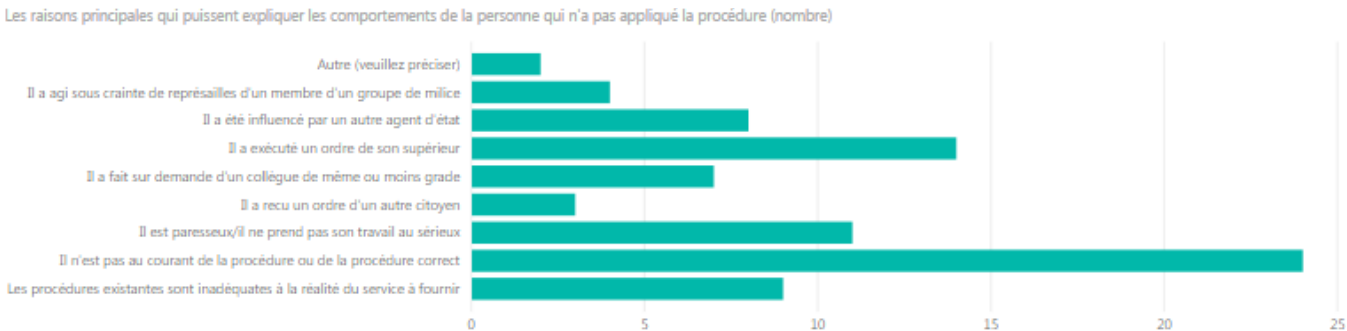
Figure 10 : Réponse aux besoins des citoyens



Les trois principaux obstacles - identifiés par la PNC, les agents de l'État et ceux du système judiciaire - qui entravent leurs tâches et leur capacité de répondre aux besoins des citoyens incluent : 1) le manque de ressources financières ; 2) le manque de rôles et responsabilités clairs et 3) ex-aequo la mauvaise gestion des ressources et le manque de personnel qualifié.

En outre, à la question : « pourquoi la PNC, et les agents de l'État et du système judiciaire ne sont-ils pas en mesure d'appliquer les processus et procédures ? », la plupart des répondants ont indiqué un manque de connaissances des procédures en cours. La deuxième raison la plus invoquée était le fait de recevoir un ordre direct de leur supérieur de ne pas suivre la procédure standard. Enfin, la troisième réponse la plus fréquente était que les individus ne prennent pas leur travail ou rôle au sérieux. La Figure 11 ci-dessous illustre ces réponses :

Figure 11 : Raisons qui empêchent à la PNC, et aux agents de l'État et du pouvoir judiciaire de mettre en pratique les procédures standard



En ce qui concerne les tendances en matière de corruption, à la question : « quelles sont les motivations pour lesquelles PNC, agents de l'État et système judiciaire acceptent-ils ou demandent-ils des pots-de-vin en échange de leurs services ? » la très grande majorité a indiqué qu'il s'agissait d'une pratique considérée comme normale. Les autres raisons invoquées comprennent l'absence de salaire régulier, l'insuffisance des salaires et la conviction que leur travail mérite un paiement supplémentaire.

4. Pilier 4 - Retour, réintégration et relance socioéconomique (RRR)

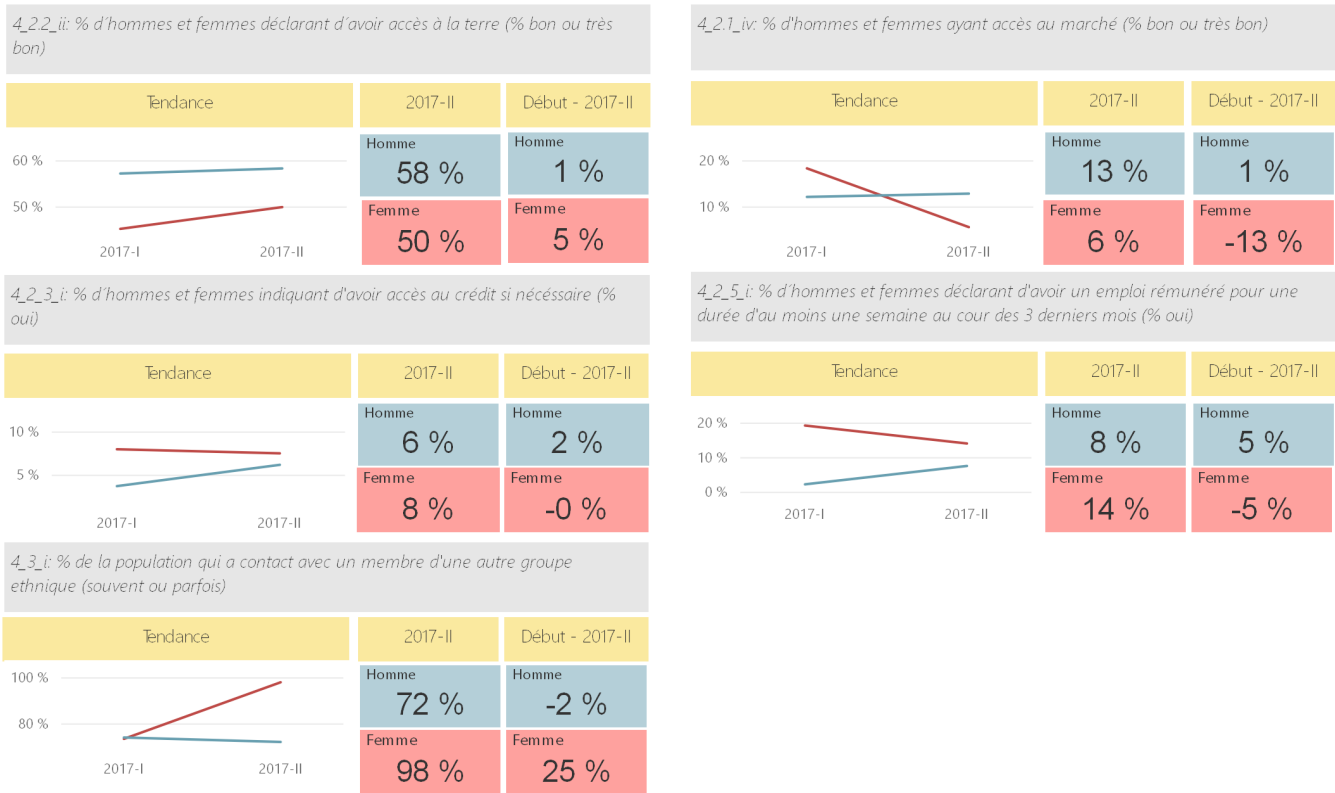
Le tableau 4 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Mambasa ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 4 (Retour, réintégration et redressement socioéconomique (RRR)). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 4 dans la ZP.

Tableau 4 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de prévention des violences sexuelles dans la ZP de Mambasa (Pilier 4)

Titre du projet (lead)	Baillleurs	Couverture thématique
Amani ni njiya ya maendeleo, phase II (UN HABITAT)	FCS	Meilleur accès au crédit Cohésion sociale et résilience au travers d'opportunités économiques

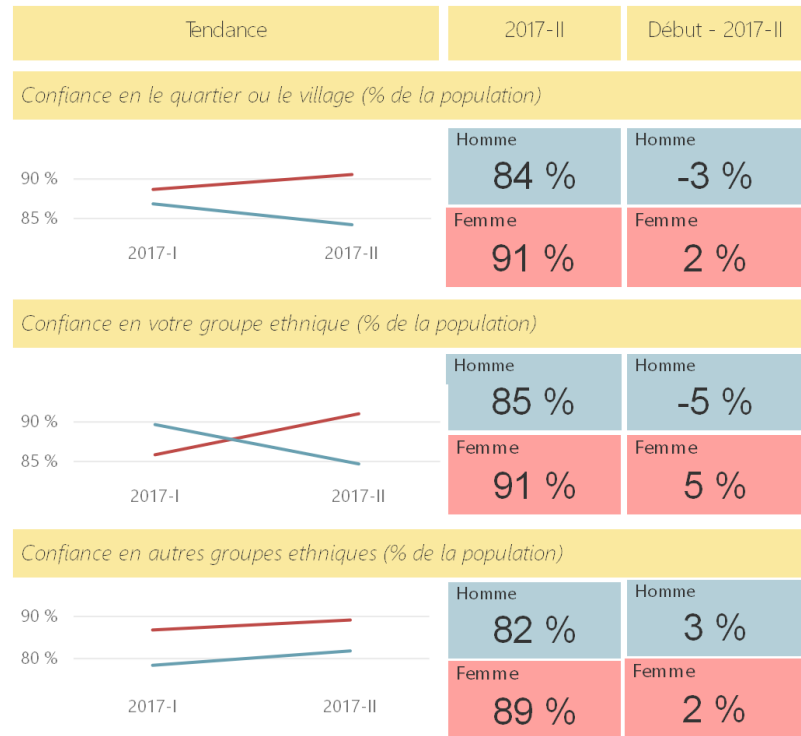
Il n'y a pas de variation majeure dans les indicateurs économiques présentés ci-dessous entre les deux séries de données, à l'exception de la diminution du nombre de femmes indiquant avoir accès aux marchés.

Figure 10 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance d'activités traditionnelles, accès à la terre), ZP de Mambasa



Les indicateurs de cohésion sociale présentés ci-dessous ne montrent pas de changements significatifs entre les deux séries de données ; il semble y avoir un bon niveau de confiance au sein du village et du groupe ethnique donné et entre les différents groupes.

Figure 11 : Tendances dans la cohésion sociale, ZP de Mambasa



5. Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)

Le tableau 5 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Mambasa ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 5 (Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 5 dans la ZP.

Tableau 5 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de prévention des violences sexuelles dans la ZP de Mambasa (Pilier 5)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Amani ni njiya ya maendeleo, phase II (UN HABITAT)	FCS	Changement des normes de genre et renforcement de l'assistance aux victimes de VSBG

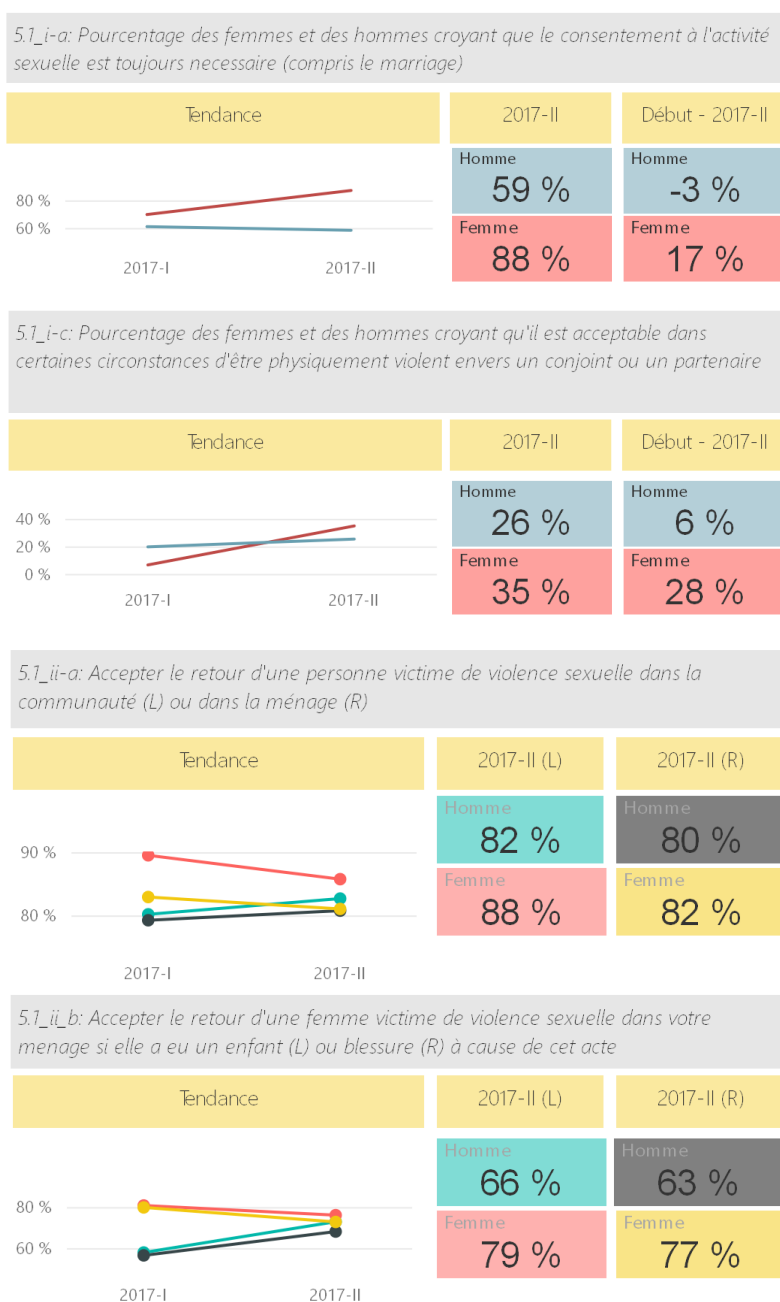
Les données ci-dessous suggèrent que les femmes ont adopté des normes positives, souvent associées à la violence sexuelle (VS) (Indicateur 5.1_i), mais apparaissent moins prêtes à intégrer des survivants/victimes de violence sexuelle de retour dans leurs familles et communautés (Indicateurs 5.1_ii-a,b). Les hommes, au contraire, semblent moins disposés à adopter des normes sociales positives sur les VS, tout en montrant une disponibilité majeure à intégrer des survivants/victimes de VS. Le Secrétariat Technique Provincial offre une explication possible pour ces différences entre les hommes et les femmes :

« Étant donné que les communautés vivent proches les unes des autres, les femmes sont davantage préoccupées par le déshonneur lié aux VS, tandis que les hommes essayent de se comporter de manière responsable pour les familles et les communautés. »

En comparaison avec les autres ZP, celle de Mambasa semble plus « traditionnelle »/moins sensibilisée au sujet des VS. Le Secrétariat Technique Provincial pense que cela est dû aux difficultés d'accès à la zone, qui peuvent avoir entravé les interventions ayant spécifiquement pour cible les normes sociales négatives/« traditionnelles ».

En ce qui concerne la perception du consentement comme prérequis pour s'engager dans des relations sexuelles s'est diffusée parmi les femmes, mais ne touche qu'environ 6 hommes sur 10. Il est aussi intéressant de remarquer l'augmentation du nombre de femmes indiquant que la violence physique de ou contre son/sa partenaire est parfois acceptable.

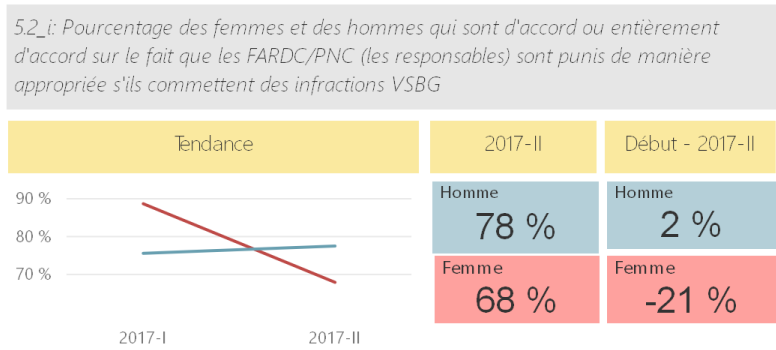
Figure 12 : Tendances dans les perceptions sur la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP de Mambasa



En décembre 2017, les femmes étaient davantage susceptibles (qu'en juin 2017) de croire que les responsables de VS dans les rangs de la PNC ou des FARDC étaient « punis de manière appropriée » ; elles perçoivent également un meilleur accès aux services de soutien psychologique et de réintégration pour les survivants/victimes de violence sexuelle. Le Secrétariat Technique Provincial propose une explication :

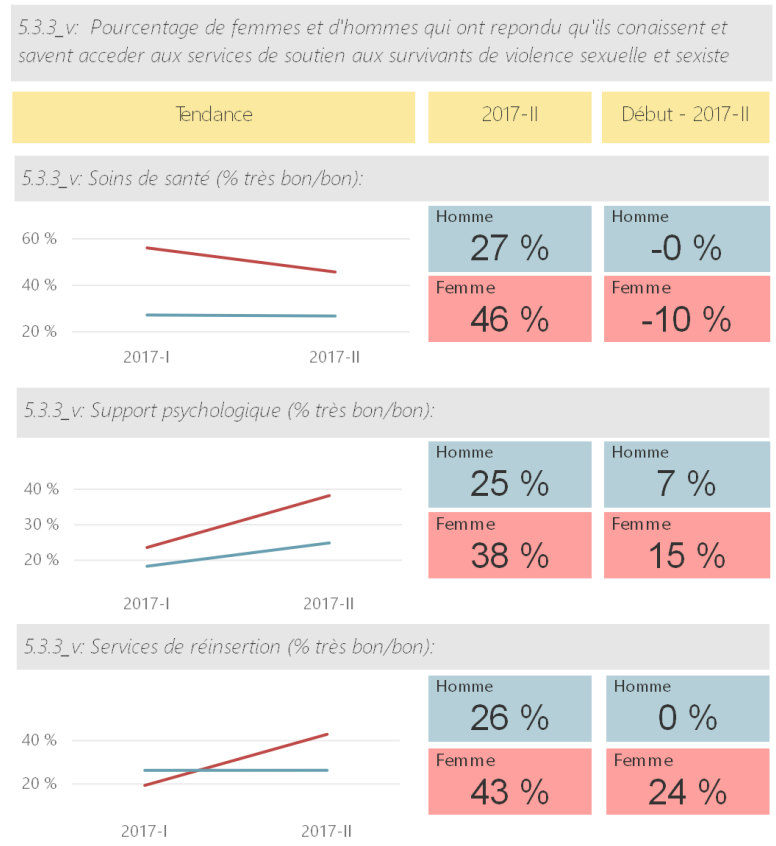
« Des audiences foraines sont tenues à Mambasa sur les cas de VS commises par la PNC et les FARDC. En outre, des interventions en soutien aux survivants/victimes de VS sont actuellement mises en œuvre dans la ZP de Mambasa par le projet FCS (focalisé sur l'intégration) et par le projet MSF (focalisé sur le soutien psychologique et médical).

Figure 13 : Perceptions liées à l'adéquation des punitions aux VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP de Mambasa



Mambasa est la seule zone prioritaire qui enregistre une augmentation du nombre de répondants déclarant être au courant de la disponibilité de services de soutien psychosocial et à la réintégration dans leur zone. Néanmoins, il est intéressant de noter la diminution du nombre de femmes répondant qu'elles sont « bien » ou « tout à fait » au courant de la possibilité d'accès aux services de santé pour les survivants/victimes de violence sexuelle.

Figure 14 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP de Mambasa

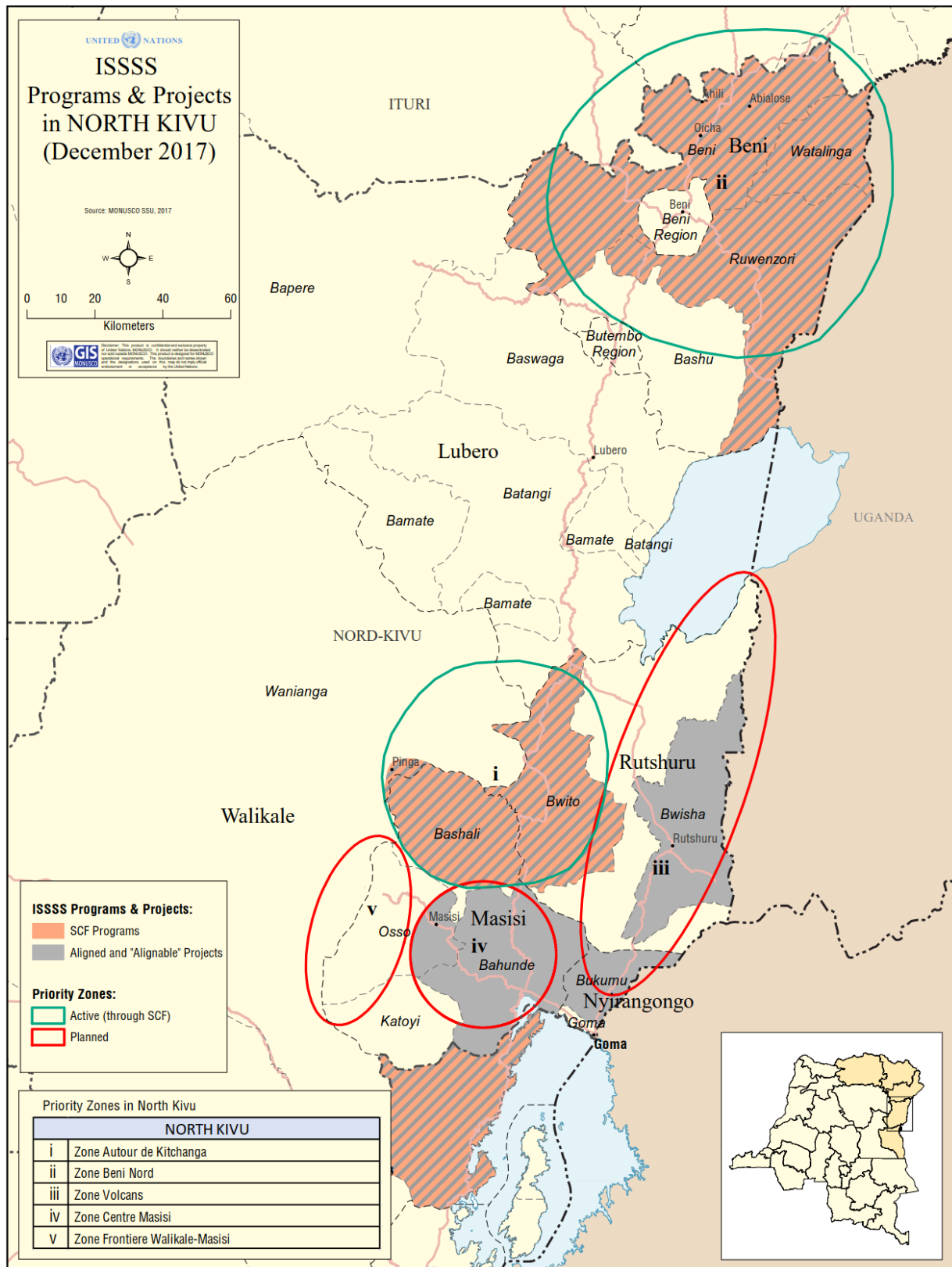


Annexe III - Zone Prioritaire de Kitshanga, province du Nord-Kivu

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OS	Objectif Spécifique
PNC	Police Nationale Congolaise
PdC	Protection des Civils
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RI	Résultat Intermédiaire
RG	Résultat Global
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VS	Violence Sexuelle
ZP	Zone Prioritaire

Carte des Zones Prioritaires, Nord-Kivu



0. Présentation de l'Annexe III - Kitshanga (Province du Nord-Kivu)

Cette annexe au troisième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) est le deuxième rapport de suivi faisant suite à l'étude de base, qui a été publiée au mois d'avril 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS).

Cette annexe présente les données relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Kitshanga au cours de la période allant de juillet 2017 à la fin de l'année (c.-à-d. décembre 2017). Lorsque cela est pertinent, le document présente aussi des hypothèses sur les facteurs qui peuvent avoir influencé les tendances observables dans les données de résultats ISSSS.

Il est cependant important de souligner que ces hypothèses sont émises principalement pour constituer autant de points de départ pour un débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds au sujet des tendances et des options de programmation dans la ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le Tableau 1 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 1 (Dialogue Démocratique). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 1 dans la ZP.

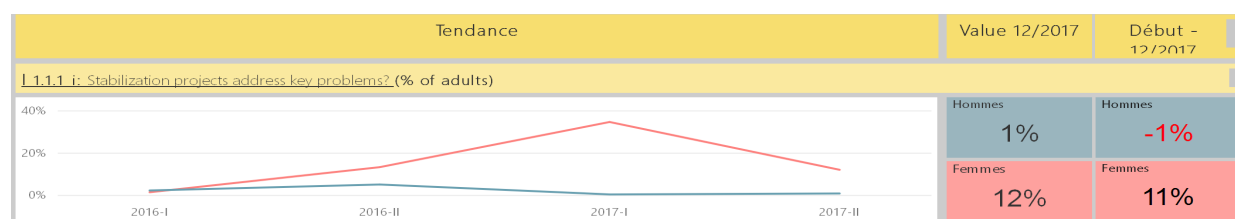
Tableau 1 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP de Kitshanga (Pilier 1)

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones-clefs d'avancement
Autour de Kitshanga	FCS Kitshanga	Dialogue démocratique	Bashali : information et mobilisation communautaires ; structures locales identifiées et capacités renforcées (analyse des conflits) ; engagement des acteurs politiques aux niveaux provincial et national. La première table ronde a eu lieu en février 2018 et a rassemblé les parties prenantes-clefs autour des thèmes suivants : pouvoir et conflits liés à la terre, groupes armés et dynamiques régionales. Bwito : la recherche d'actions participatives sur les dynamiques de conflits dans la Chefferie de Bwito a démarré et est actuellement en cours.
	CISPE	Résolution de conflits basée sur le dialogue	Analyse du contexte et des conflits mise à jour ; information et mobilisation communautaires réalisées ; renforcement des capacités des structures locales de dialogue au niveau des groupements en cours ; dialogue intracommunautaire démarré dans certaines zones. Coordination étroite avec les programmes FCS dans la zone prioritaire, avec la facilitation du STAREC et de l'UAS Amélioration de la sécurité et de la stabilisation à travers la résolution de conflits basée sur le dialogue et une meilleure performance des forces de sécurité

Le dialogue démocratique est un élément-clé de l'approche de l'ISSSS en matière de stabilisation en RDC. Parmi ses objectifs, l'organisation de plateformes de dialogue participatives et inclusives vise à assurer que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation et qu'aussi bien l'État congolais que les projets de stabilisation financés en partenariat avec la communauté internationale affrontent ce que la population considère représenter les problèmes et les défis-clefs dans ses villages et communautés et constituer les causes profondes des conflits.

La Figure 1 ci-dessous montre la tendance pour la part de la population dans la zone prioritaire de Kitshanga qui estime que les projets de stabilisation font du « bon » ou « très bon » travail au sujet de ce que la population considère être les « questions-clefs ». Comme on peut le voir, l'évaluation du travail réalisé par les projets suit la ligne de démarcation des sexes des répondants. Les hommes à Kitshanga sont restés très critiques quant à la capacité des projets de stabilisation à affronter les problèmes importants à leurs yeux. Les femmes, par contre, alors qu'en juin 2017 elles étaient plus de 3 sur 10 à considérer que les projets avaient « bien » ou « mieux » répondu à leurs préoccupations, ont depuis montré un soutien décroissant.

Figure 1 : Tendances dans les attitudes envers la pertinence des projets de stabilisation pour affronter les problèmes-clefs dans la ZP de Kitshanga



Note : Les données de suivi pour Kitshanga incluront à l'avenir des données supplémentaires sur le travail réalisé par les projets individuels en ce qui concerne l'organisation de plateformes de dialogue démocratique. Pour ce rapport, ces données n'avaient pas encore été rendues disponibles.

2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Le Tableau 2 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga, leur aire thématique principale sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 2 dans la ZP.

Tableau 2 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP de Kitshanga (Pilier 2)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires	

À Kitshanga, les hommes et les femmes sont devenus moins optimistes entre juin 2016 et décembre 2017 quant à la probabilité que la paix soit établie à l'avenir (**Indicateur 2_vii**). Cette tendance négative se reflète dans une diminution de la part de la population (à nouveau, aussi bien les hommes que les femmes) pour qui les FARDC sont capables de contribuer à leur sécurité personnelle (**Indicateurs 2_iii et 2_v**). Cette diminution est particulièrement forte en ce qui concerne les hommes. Alors qu'en juin 2016

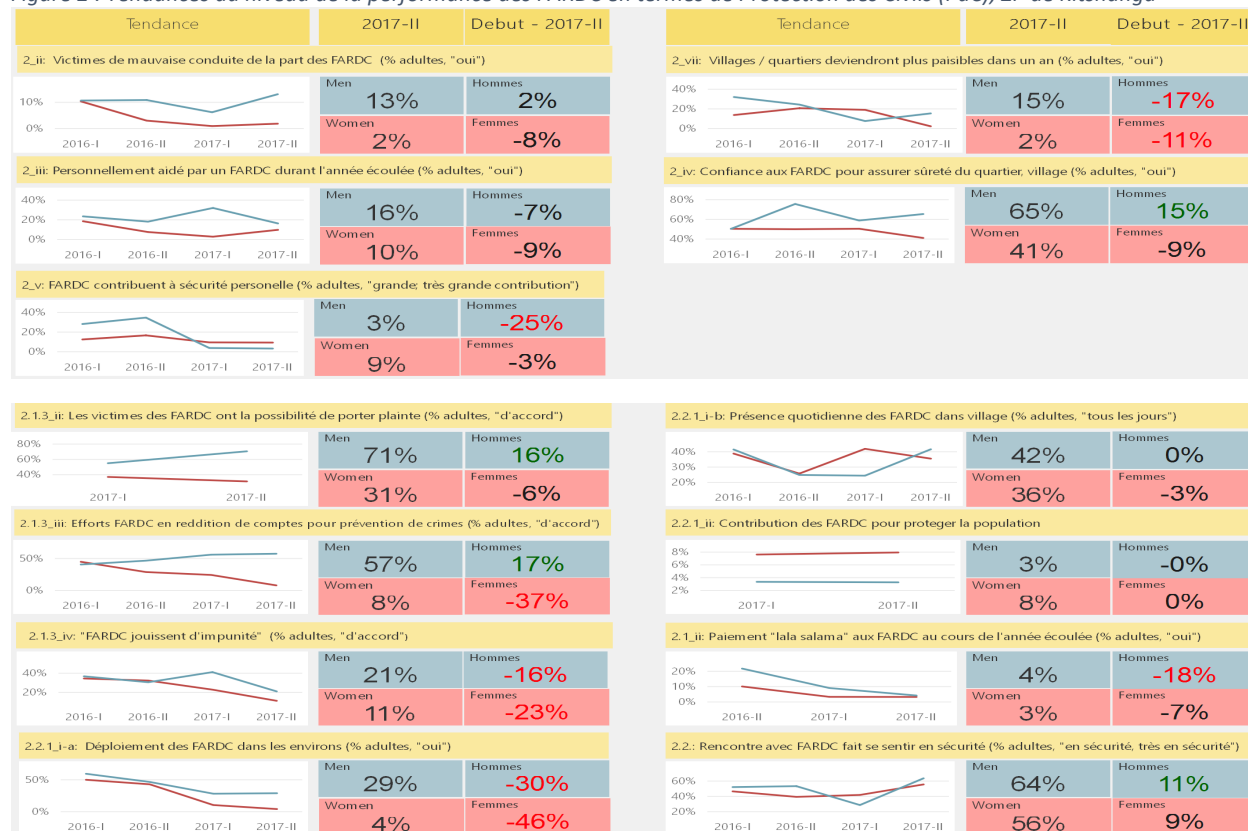
environ 30 % de la population masculine de Kitshanga estimait que les FARDC apportaient une « grande » ou « très grande » contribution à leur sécurité personnelle, ce pourcentage a chuté jusqu'à descendre en dessous des 5 % en décembre 2017 (**Indicateur 2_v**).

La situation sécuritaire négative résonne à travers un petit échantillon (non-représentatif de l'ensemble de la population) d'entretiens menés au niveau projet. Les participants inclus dans cet échantillon ont attribué le climat d'insécurité aux confrontations entre groupes armés, aux bandits et à la prolifération d'armes dans la zone. En réfléchissant aux acteurs ayant soutenu de manière positive la paix et la sécurité dans la zone, les personnes interrogées signalaient l'augmentation des patrouilles de nuit effectuées par la police.

La réduction du rôle des FARDC pour assurer la sécurité pourrait aussi être associée à une réduction du déploiement des FARDC dans la ZP de Kitshanga. En juin 2016, plus de 5 personnes sur 10 à Kitshanga rapportaient le déploiement d'un contingent des FARDC dans leur zone ; en décembre 2017, cela n'était plus le cas que pour à peine plus d'une personne sur 10 (**Indicateurs 2.2.1_i**).

Au cours des 18 mois écoulés de juin 2016 à décembre 2017, les expériences des femmes et des hommes en ce qui concerne la possibilité de tenir les FARDC pour responsables de leurs crimes ont divergé de manière significative. À la fin de cette période, les hommes étaient plus de deux fois plus susceptibles que les femmes de considérer comme possible le fait de déposer une plainte en réponse aux crimes commis par des membres des FARDC (**Indicateur 2.1.3_ii**), et plus de cinq fois plus susceptibles de trouver que des efforts en termes de redevabilité étaient en cours au sein des FARDC (**Indicateur 2.1.3_iii**).

Figure 2 : Tendances au niveau de la performance des FARDC en termes de Protection des Civils (PdC), ZP de Kitshanga



3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le Tableau 3 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSS pour le Pilier 3 dans la ZP.

Tableau 3 : Vue d'ensemble des projets FCS/alignés en matière de Restauration de l'Autorité de l'État dans la ZP de Kitshanga (Pilier 3)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead : UN HABITAT)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l'administration par rapport à la gestion des terres
CISPE (lead : OIM)	Pays-Bas	Contribue à l'amélioration des relations État-communautés à travers la meilleure performance des services sécuritaires et la perception plus positive des services au sein des communautés
FARM (lead : Mercy Corps)	Pays-Bas	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l'administration par rapport à la gestion des terres
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires

Après une amélioration initiale en 2016, les perceptions sur la performance de l'État à Kitshanga sont restées plutôt négatives. Le niveau de satisfaction a même baissé, en particulier en 2017, par rapport à la performance de l'État en termes de garantie de la sécurité et du bien-être socioéconomique de la population (voir Figure 3). Ces tendances négatives s'appliquent aux trois niveaux du Gouvernement : national, provincial et territorial. Avec quelques exceptions seulement, la tendance observée est la même pour les femmes et les hommes à travers la ZP.

Figure 3: Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP de Kitshanga

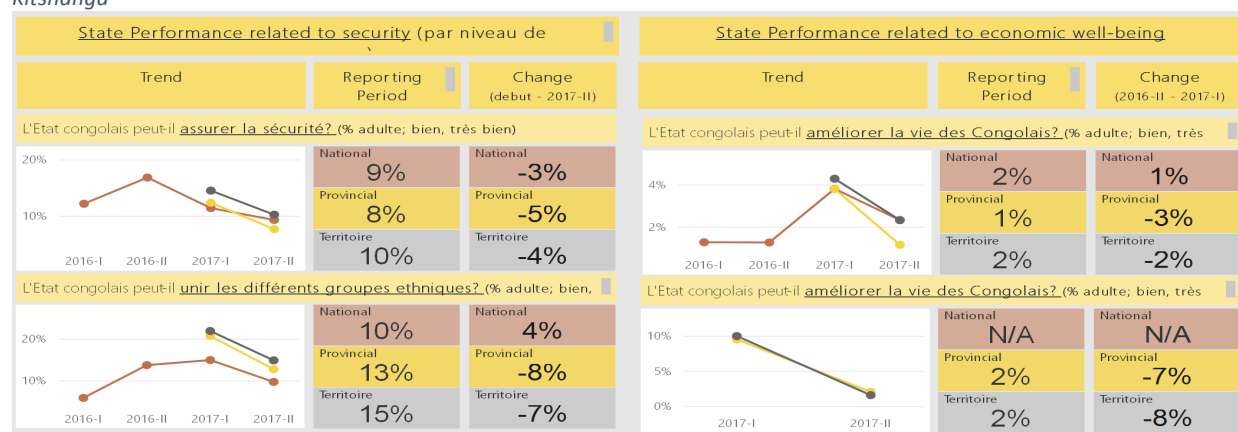
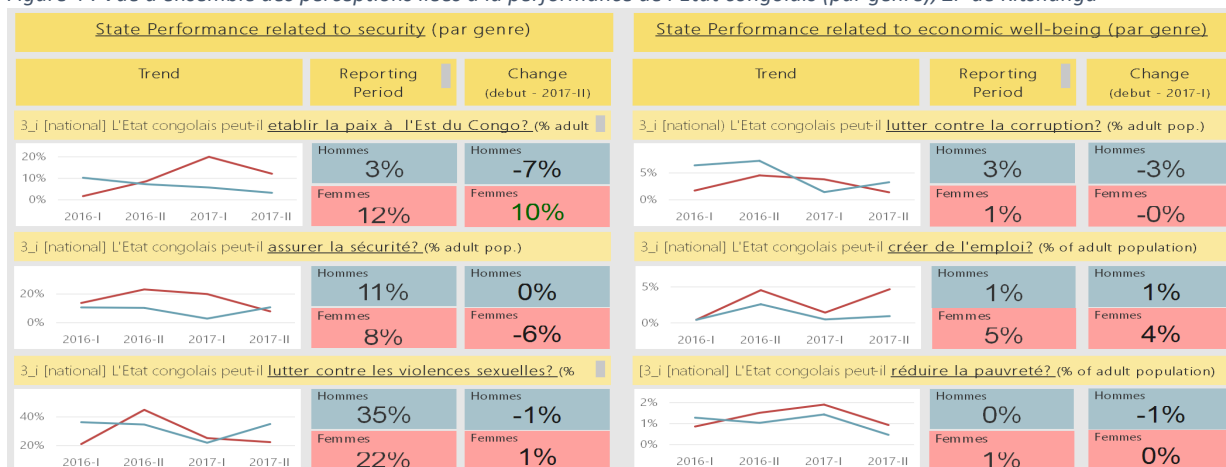


Figure 4 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP de Kitshanga



Les tendances dans les attitudes parmi la population de Kitshanga vis-à-vis de la redevabilité démocratique et de la représentation par l'État congolais sont mitigées. Les perceptions en termes de « représentation par les autorités au niveau du territoire » sont devenues sensiblement plus négatives de juin à décembre 2017, en particulier parmi les femmes. À l'inverse, ces perceptions appliquées aux autorités locales ont connu une amélioration dans la zone prioritaire au cours de la même période - à nouveau, ce changement d'attitude était plus prononcé parmi les femmes.

*Boîte 1 : Développements potentiellement à prendre en compte comme facteurs à l'origine des changements d'attitude envers le Gouvernement à Kitshanga*¹

Même si l'on ne peut avoir de certitudes concernant les facteurs ayant contribué aux changements dans les attitudes envers les **autorités au niveau territorial**, il est peut-être pertinent de remarquer que la quasi-totalité des administrateurs territoriaux à Kitshanga ont été remplacés au début de cette année. Cela peut être indicatif d'une question émergente qui aurait pu finalement culminer dans cet échange ; ce pourrait donc être une raison pour lesquelles la performance des administrateurs a été perçue de manière de plus en plus négative au cours de la période en étude.

En ce qui concerne les **perceptions plus positives des autorités locales**, il faudrait remarquer que le projet financé par le FCS à Kitshanga a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales au cours de la plus grande partie de 2017, et particulièrement au niveau des chefferies. Il y a également eu des efforts coordonnés par le Secrétariat Technique de l'ISSSS pour travailler avec la section Affaires Civiles de la MONUSCO afin de réduire les tensions à Bwito, en partenariat avec les autorités locales. Ces efforts sont potentiellement des facteurs à l'origine de l'amélioration des perceptions.

Au cours de la même période, les opinions en matière d'accès aux services fournis par l'État se sont améliorées dans certaines zones, et sont restées inchangées dans d'autres. Pour ce qui est des services administratifs généraux fournis par l'État, c'est en particulier l'amélioration des opinions des femmes qui a mené à une tendance globale vers le haut en termes d'attitude vis-à-vis de l'accès aux services (**Indicateurs 3.1_i et 3.2_i**). Les attitudes favorables envers l'accès au système judiciaire national ont également suivi une tendance à la hausse de juin 2016 à décembre 2017 (**Indicateur 3.2_i**). Les opinions sur l'accès aux services étatiques en matière de gestion des terres (services fonciers) n'ont pas évolué,

¹ Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l'UAS pour le Nord-Kivu

avec uniquement 12 % de la population qui considère avoir un « bon » ou « très bon » accès à ce genre de services.

Figure 5 : Tendances dans les perceptions sur la redevabilité de l'État congolais, ZP de Kitshanga

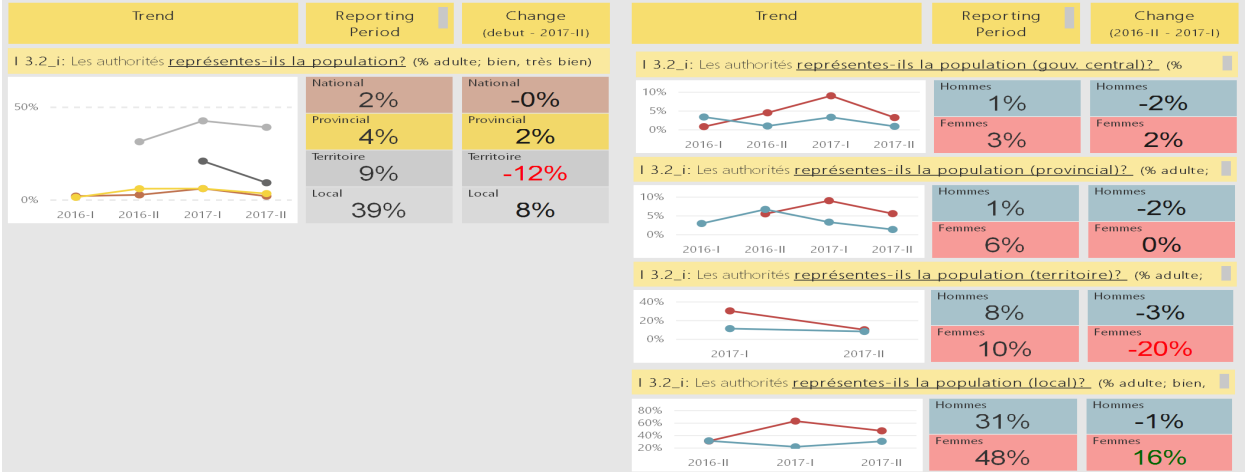
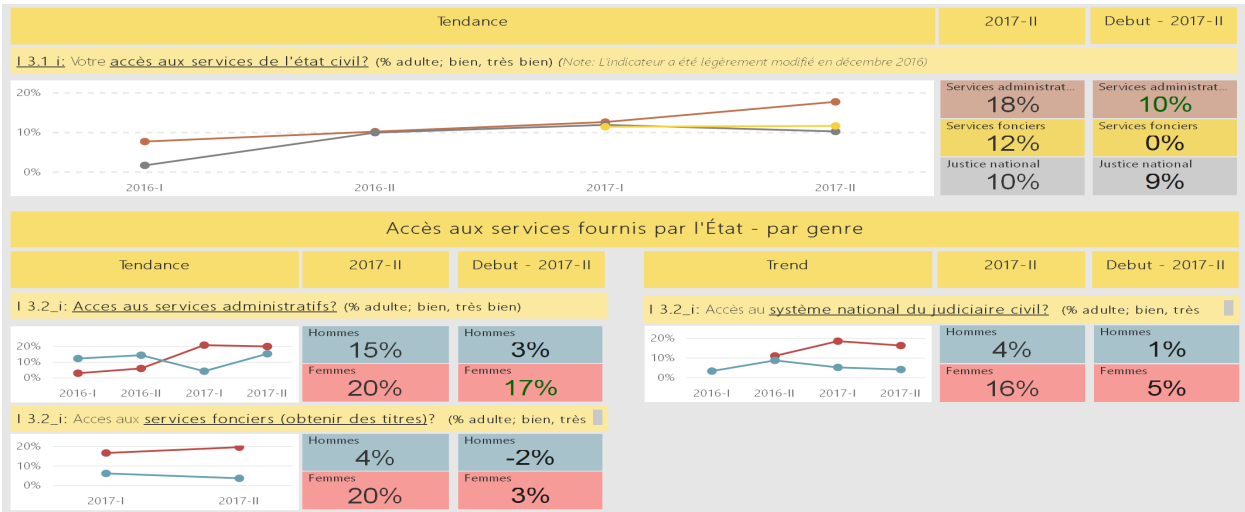


Figure 6 : Tendances dans les perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP de Kitshanga



Suivant la même tendance que les autres zones prioritaires, la population de la ZP de Kitshanga a adopté une perspective moins négative sur la prévalence de la corruption au sein de la police nationale congolaise et du secteur judiciaire de juin 2016 à décembre 2017. Moins de personnes (hommes et femmes) considéraient possible d'éviter une arrestation en payant la police ; moins de personnes estimaient nécessaire de payer des « motivations » pour s'assurer que la police travaille sur un cas en particulier. La part de la population considérant le secteur judiciaire (national) comme corrompu a baissé, d'environ 7 personnes sur 10 en juin 2016 à 4 sur 10 en décembre 2017 (**Indicateur 3.2.3_i**).

Cette tendance positive n'est cependant pas accompagnée d'une augmentation de la part de population qui considère que l'État congolais traite tout le monde de manière égale, y compris les membres de différents groupes ethniques. Au contraire, cette portion a diminué, même si légèrement (à nouveau en ce qui concerne la PNC et le secteur judiciaire) (voir Figure 8).

Boîte 2 : Facteurs potentiels des tendances à la baisse des attitudes vis-à-vis du traitement égal de la part de l'État²

Une hypothèse qui pourrait expliquer la tendance négative des opinions sur le traitement égal de la part de l'État est liée à la situation sécuritaire de plus en plus volatile, en particulier à Bwito. La détérioration de l'égalité de traitement peut avoir été favorisée par l'exacerbation des tensions ethniques et par l'adoption d'attitudes et de stratégies sécuritaires renforçant les lignes de démarcation ethniques.

Figure 7 : Tendances dans la perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP de Kitshanga

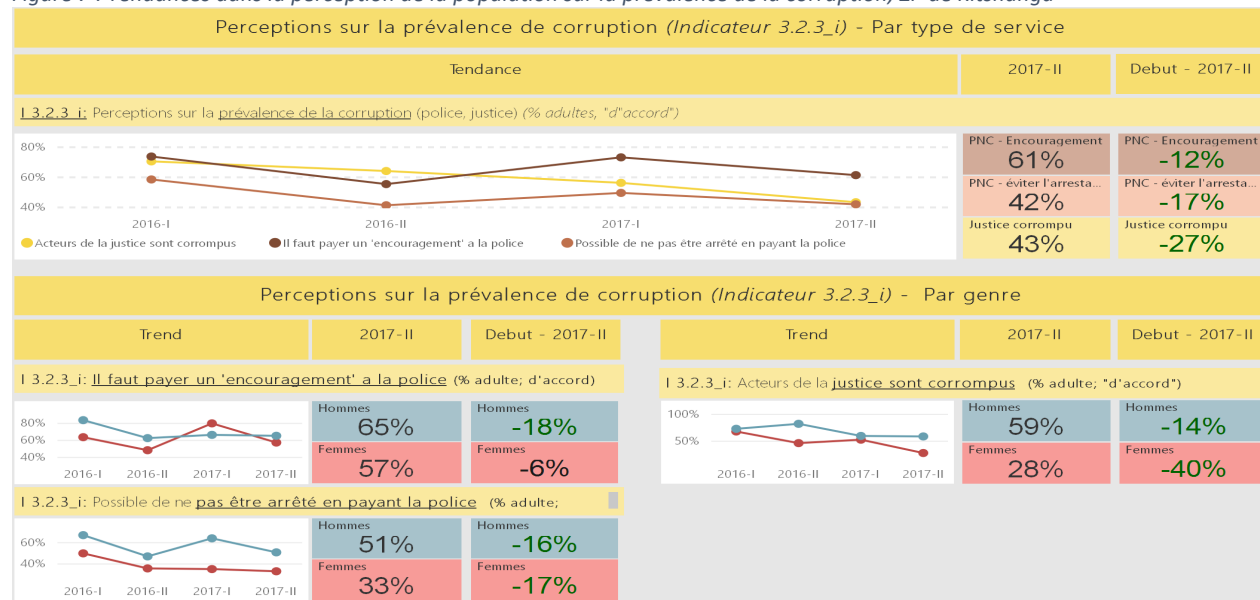
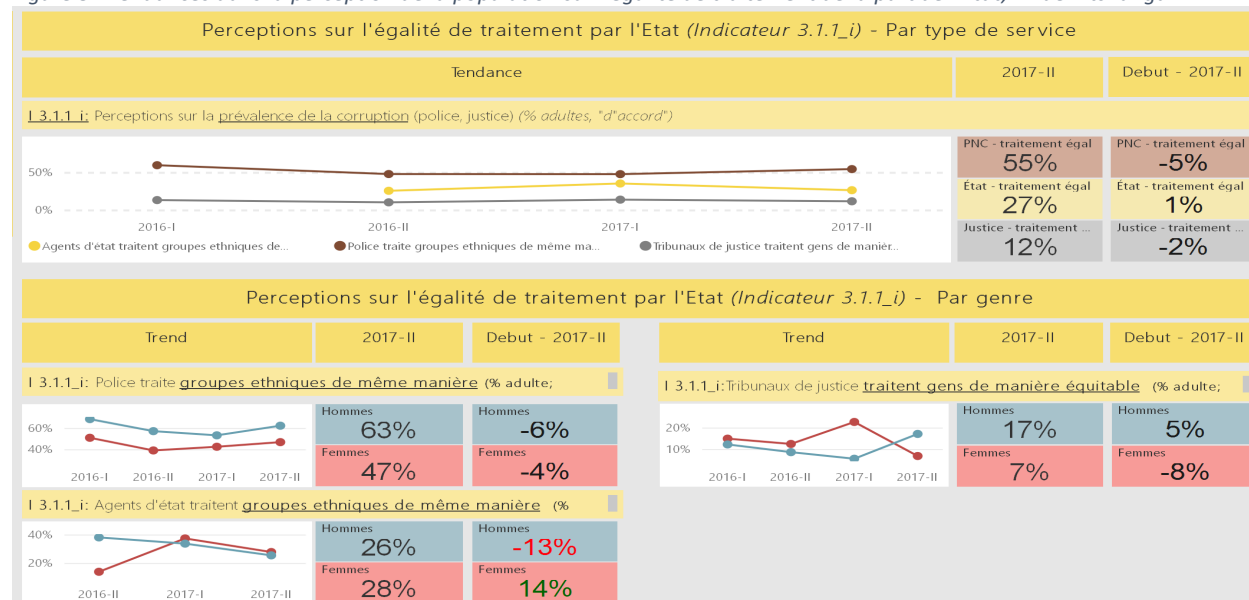


Figure 8 : Tendances dans la perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP de Kitshanga



² Sur la base des informations reçues du bureau terrain de l'UAS pour le Nord-Kivu

4 Pilier 4 - Retour, réintégration et relance socioéconomique

Le Table 4 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 4 (retour, réintégration et relance socioéconomique, RRR). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 4 dans la ZP.

Table 4 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de RRR dans la ZP de Kitshanga (Pilier 4)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead : UN HABITAT)	FCS	Création d' opportunités économiques communautaires alternatives , en particulier pour les individus à risque (ex-combattants et jeunes) Accès à la terre, résolution de conflits , planification de l'utilisation des terres, sensibilisation au droit
FARM (lead : Mercy Corps)	Pays-Bas	Accès à la terre, résolution de conflits, planification de l'utilisation des terres , sensibilisation au droit Réponse aux défis et à la question de la sécurité alimentaire

Les indicateurs socioéconomiques sélectionnés dans le cadre logique de l'ISSSS sous le Pilier 4 sont restés globalement constants à Kitshanga. C'était le cas notamment pour la dépendance des ménages des « activités économiques traditionnelles », qui est restée aux alentours de 80 %. Alors que 14 % des hommes indiquaient avoir eu accès à un emploi au cours des trois derniers mois, le pourcentage de femmes rapportant le même accès à l'emploi a baissé.

L'accès à la terre constitue une exception, étant donné qu'un pourcentage plus élevé de la population considère désormais avoir un « bon » ou « très bon » accès à la terre. Cela est dû, en grande partie, à l'accroissement du pourcentage de femmes ayant un bon ou meilleur accès à la terre, de 50 % à 70 % (**Indicateur 4.2.2_ii**)

La cohésion sociale dans la zone prioritaire semble avoir diminué de manière significative au cours de la période de 18 mois de juin 2016 à décembre 2017. C'était particulièrement le cas en ce qui concerne la population masculine de la zone. Le pourcentage d'hommes déclarant avoir confiance dans leurs voisins, les habitants de leur village ou les membres de leur propre groupe ethnique a baissé d'à peu près 20 points de pourcentage. La même diminution est observée en ce qui concerne la confiance des hommes dans les personnes en dehors de leur propre groupe ethnique. En juin 2016, environ 7 hommes sur 10 à Kitshanga considéraient avoir confiance dans les membres d'autres groupes ethniques. En décembre 2017, cela n'était plus vrai que pour environ 5 hommes sur 10. Contrairement à la population masculine, la confiance des femmes envers les autres a légèrement augmenté (voir Figure 10).

Figure 9 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance des activités traditionnelles, accès à la terre), ZP de Kitshanga

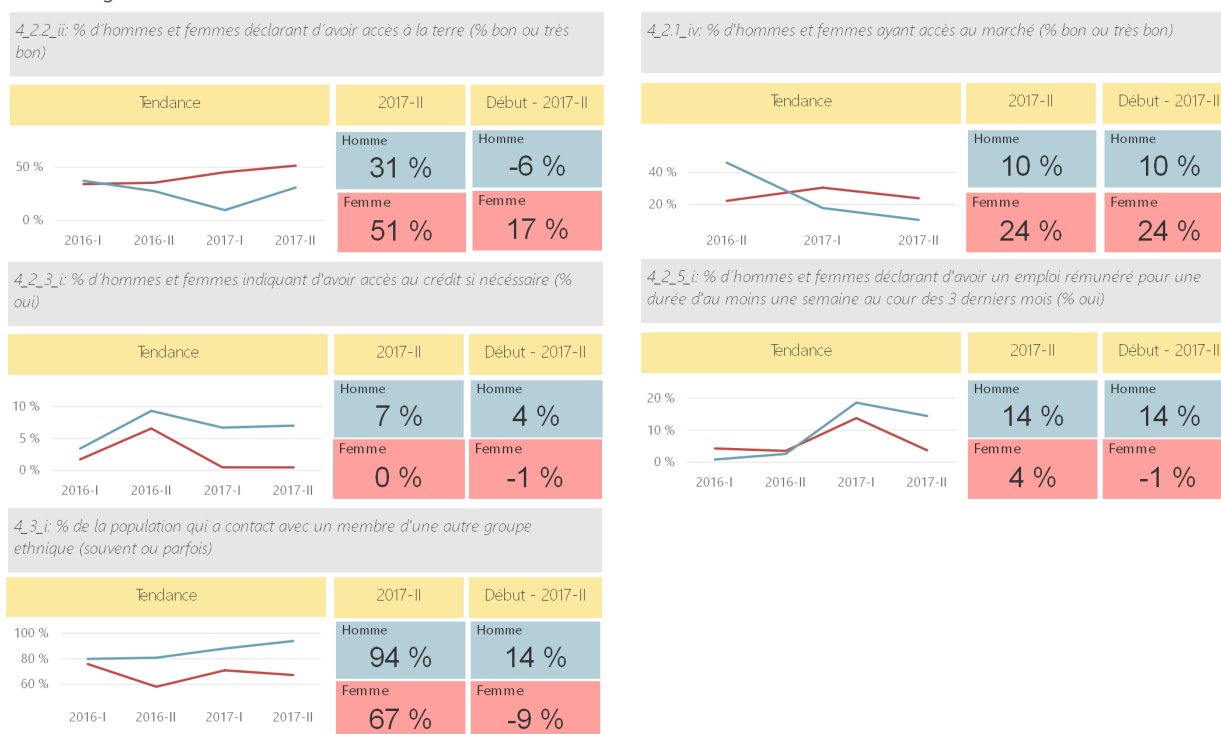
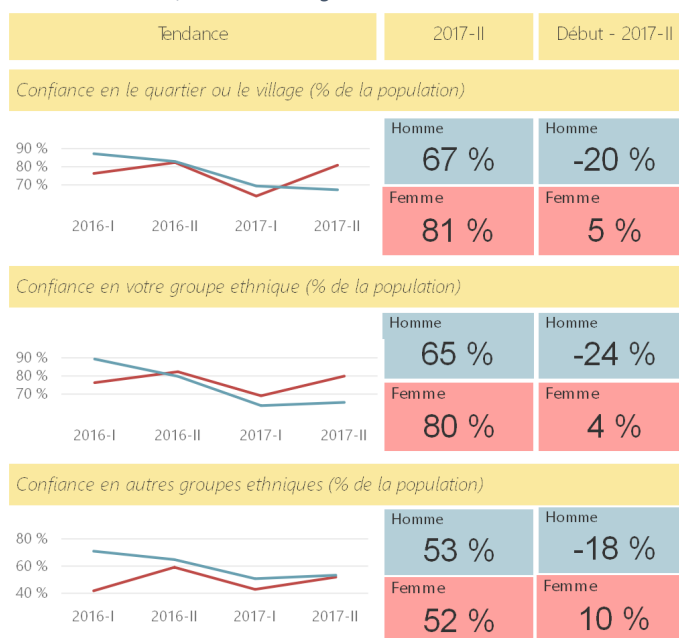


Figure 10 : Tendances dans la cohésion sociale, ZP de Kitshanga



5 Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre

Le Table 5 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 5 (Lutte contre les VSBG). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 5 dans la ZP.

Table 5 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP de Kitshanga (Pilier 5)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead : UN HABITAT)	FCS	Changement des normes et comportements liés au genre	

Note : Au moment de la rédaction du présent rapport, les données du BCNUDH sur le nombre de violations des droits de l'homme à Kitshanga n'avaient pas encore été partagées par le BCNUDH. La Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS n'a donc pas encore inclus les chiffres sur la prévalence de la violence sexuelle dans cette version du rapport. Ces données, dès qu'elles seront mises à disposition de la Cellule S&E, seront partagées par celle-ci.

Parmi les hommes, les attitudes susceptibles de créer un environnement propice à la violence sexuelle semblent avoir connu une amélioration drastique à Kitshanga de juin 2016 à décembre 2017 (**Indicateurs 5.1_i-a,c,d**). À la fin de l'année 2017, les hommes reconnaissaient presque à l'unanimité la nécessité du consentement avant de s'engager dans toute activité sexuelle avec leur partenaire, en partant de moins de 50 % de la population masculine en juin 2016. Les hommes sont aussi devenus moins tolérants envers la violence physique contre leurs partenaires, et moins susceptibles de favoriser la gestion des cas de violence sexuelle en privé, sans impliquer les autorités (voir Figure 11).

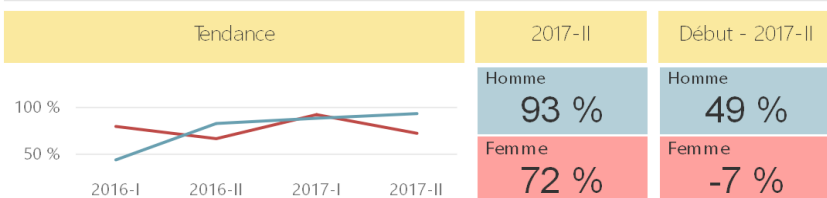
Cette tendance positive parmi les hommes se retrouve de manière très similaire en ce qui concerne l'acceptation de la réintégration des survivants/victimes de violence sexuelle de retour dans leurs communautés et leurs ménages, y compris pour les survivants/victimes qui auraient souffert de blessures, ou auraient eu un enfant suite à l'attaque (**Indicateurs 5.1_ii-a,b**). Cependant, en combinant les points de vue des hommes et des femmes, la tendance est en réalité à la baisse.

Parmi les femmes, les changements observés au sujet de ces mêmes normes ont soit été nettement plus faibles, ou sont survenus dans la direction opposée. À la fin de 2017, les femmes dans leur ensemble étaient en fait devenues moins susceptibles de considérer que le consentement était un prérequis indispensable pour toute activité sexuelle³. Cette tendance spécifiquement féminine se retrouve en ce qui concerne la stigmatisation des survivants/victimes de VSBG. Alors que les hommes sont devenus plus tolérants, les femmes sont devenues moins susceptibles d'accepter la réintégration de survivants/victimes de violence sexuelle (**Indicateurs 5.1_ii-a,b**).

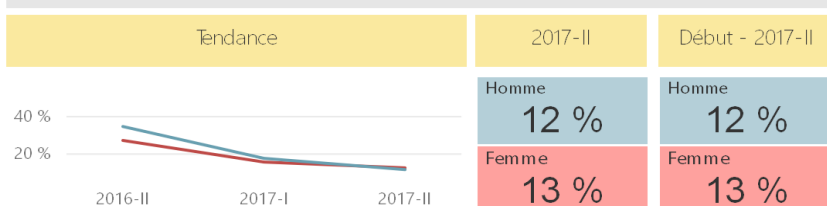
³ Néanmoins, il faut remarquer ici que les données pour cet indicateur ont fluctué de manière significative dans les intervalles de six mois d'une enquête à la suivante.

Figure 11 : Tendances dans (les perceptions sur) la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP de Kitshanga

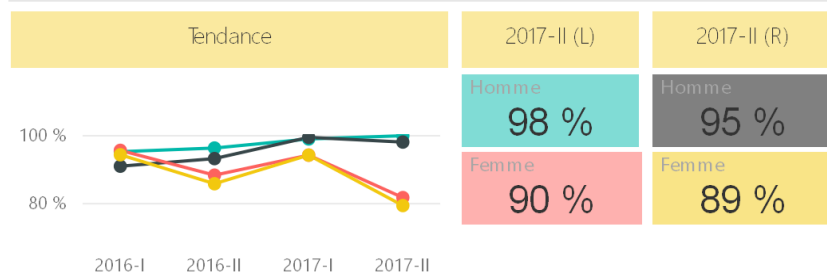
5.1_i-a: Pourcentage des femmes et des hommes croyant que le consentement à l'activité sexuelle est toujours nécessaire (compris le mariage)



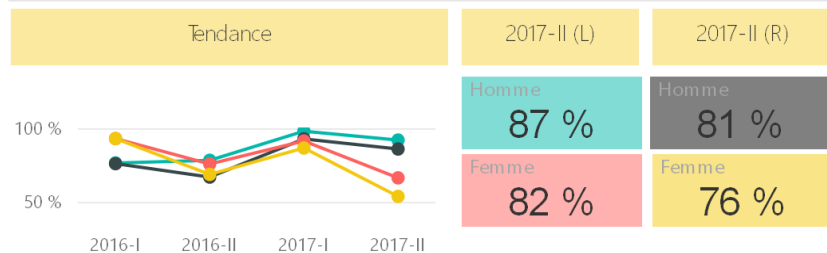
5.1_i-c: Pourcentage des femmes et des hommes croyant qu'il est acceptable dans certaines circonstances d'être physiquement violent envers un conjoint ou un partenaire



5.1_ii-a: Accepter le retour d'une personne victime de violence sexuelle dans la communauté (L) ou dans le ménage (R)



5.1_ii_b: Accepter le retour d'une femme victime de violence sexuelle dans votre ménage si elle a eu un enfant (L) ou blessure (R) à cause de cet acte



À la fin de 2017, les femmes à Kitshanga étaient devenues moins confiantes dans le fait que les responsables de violence sexuelle dans les rangs des FARDC/de la PNC seraient punis pour cela. Ce changement indiquait que les femmes étaient désormais nettement moins susceptibles que les hommes de croire que les responsables de VS seraient jugés, par un rapport de 2 à 3 (**Indicateur 5.2_i**).

Une chose qui n'a pas changé est que seule une petite portion d'hommes et de femmes dans la ZP de Kitshanga semble être au courant des services de soutien psychologique et de réintégration pour les survivants/victimes de VS (**Indicateur 5.3.3_v**).

Figure 12 : Perceptions liées à l'adéquation des punitions aux VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP de Kitshanga

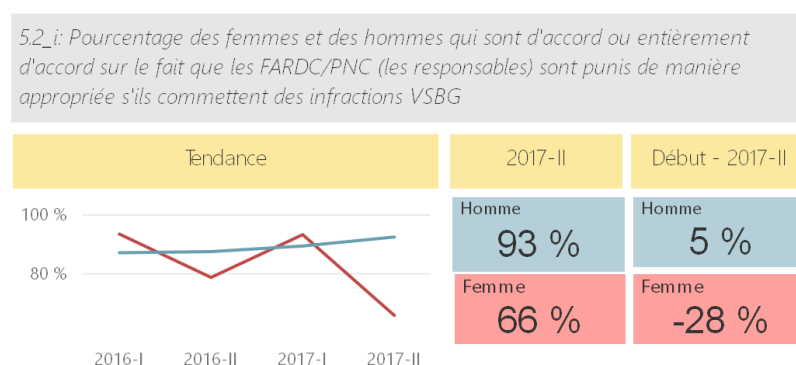
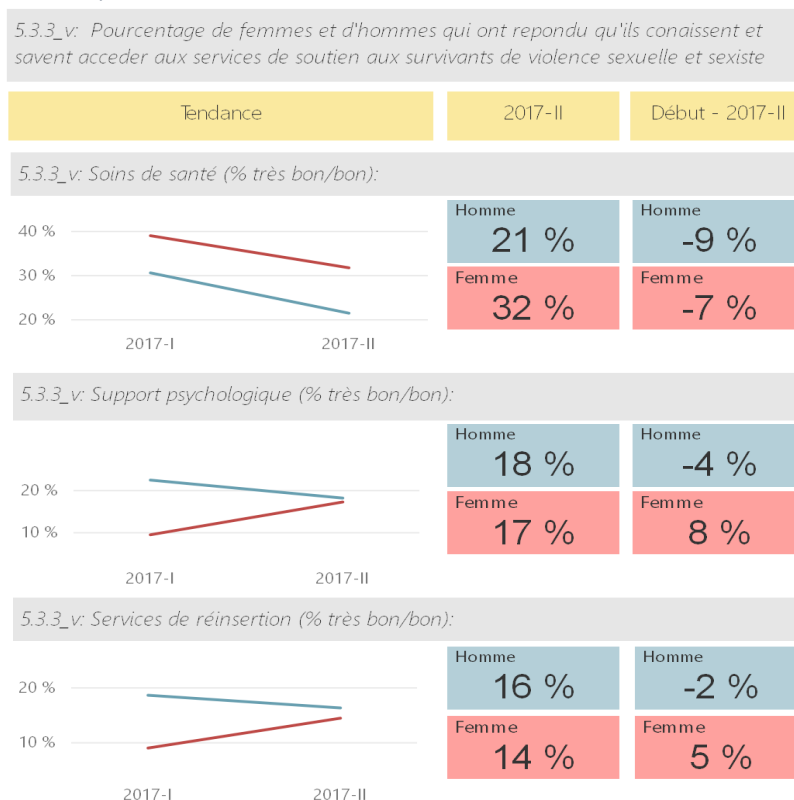


Figure 13 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP de Kitshanga

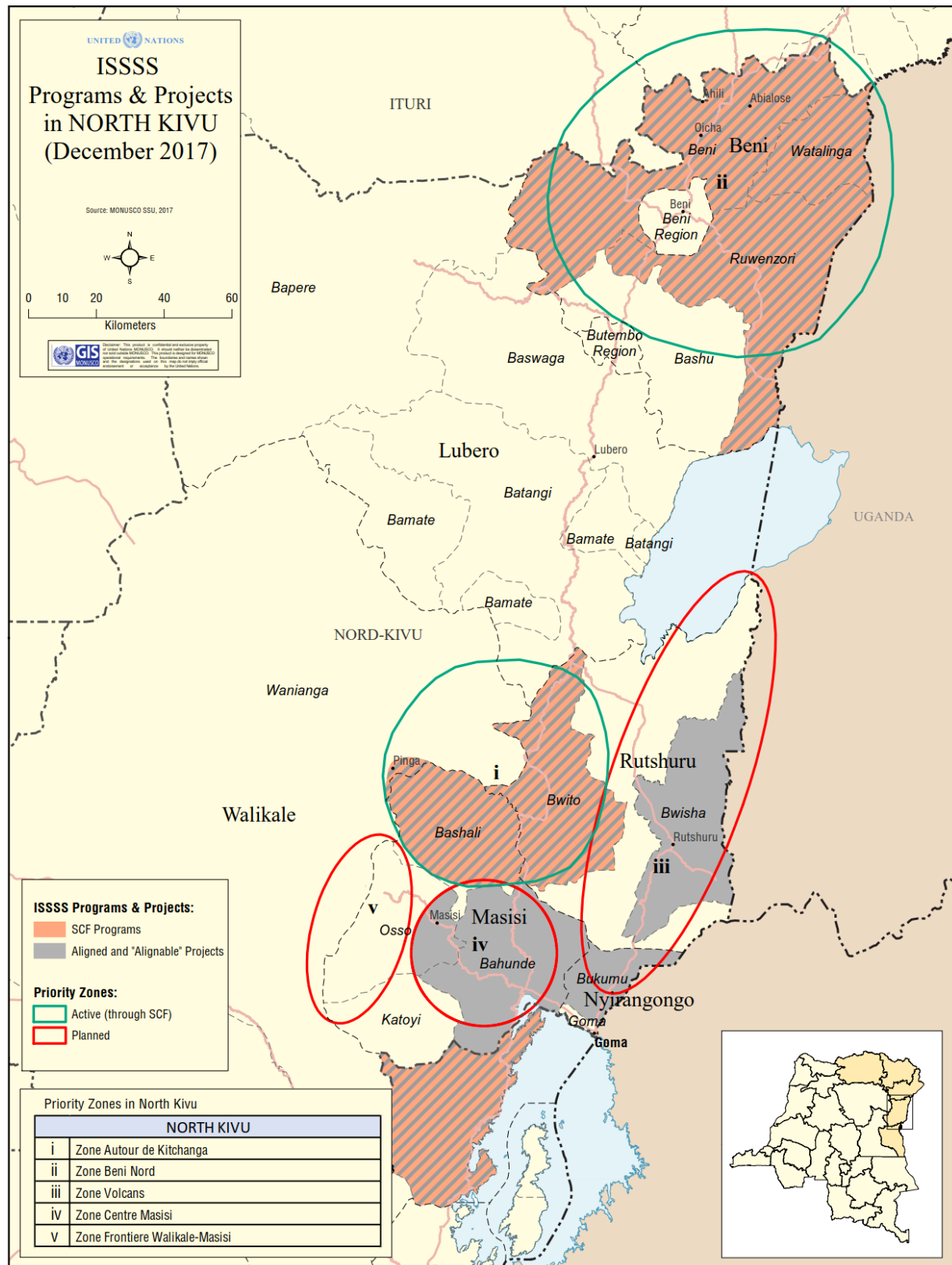


Annexe IV - Zone Prioritaire de Beni, province du Nord-Kivu

Liste des acronymes utilisés

Cellule S&É	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OS	Objectif Spécifique
PNC	Police Nationale Congolaise
PdC	Protection des Civils
RDC	République Démocratique du Congo
RI	Résultat Intermédiaire
RG	Résultat Global
S&É	Suivi et Évaluation
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VS	Violence Sexuelle
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

Carte des Zones Prioritaires, Nord-Kivu



0. Présentation de l'Annexe IV - Beni (Province du Nord-Kivu)

Cette annexe au troisième rapport consolidé de suivi présente l'étude de base pour la zone prioritaire (ZP) de Beni, dans la province du Nord-Kivu, et rentre dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule suivi et évaluation (cellule S&É) de L'UAS.

Cette annexe présente les données relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans ZP de Beni, pour la période allant de juillet 2017 à la fin de l'année (c.-à-d. décembre 2017).

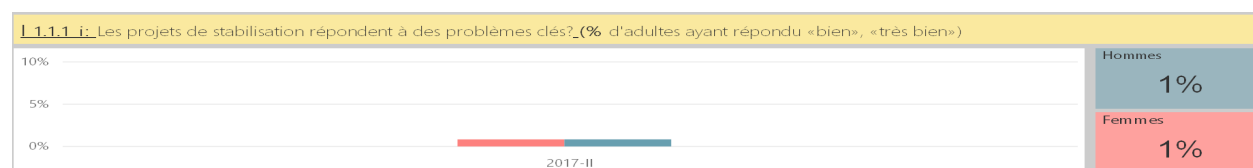
Étant donné qu'il s'agit de la première collecte de données et du premier rapport écrit pour Beni, il n'y a qu'un point de données pour les indicateurs ; toutefois, les lecteurs remarqueront la référence à des *tendances* dans certains graphiques illustrés ci-dessous. Veuillez noter que les graphiques utilisés pour compiler ce rapport proviennent d'une plateforme de gestion de données configurée pour afficher les données collectées à travers toutes les zones prioritaires actives. Comme le rapportage se poursuit depuis mi-2016, d'autres ZP sont en mesure d'afficher des tendances. Ceci vaudra également pour Beni à l'avenir, au fur et à mesure que les données continueront à être collectées, et que des tendances se dessineront.

Il est important de souligner que toutes les observations présentées ici visent principalement à constituer autant de points de départ pour un débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds afin d'interpréter les données disponibles pour cette ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&É de L'UAS.

1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

L'ISSSS a récemment activé la ZP de Beni et entamera la mise en œuvre au cours du deuxième semestre 2017.

Figure 1 : Attitudes vis-à-vis de la pertinence des projets de stabilisation pour affronter les problèmes-clefs dans la ZP de Beni



Note : Les futures données de suivi pour Beni incluront des données supplémentaires sur le travail réalisé par les projets individuels en ce qui concerne l'organisation de plateformes de dialogue démocratique. Pour ce rapport, ces données n'avaient pas encore été rendues disponibles.

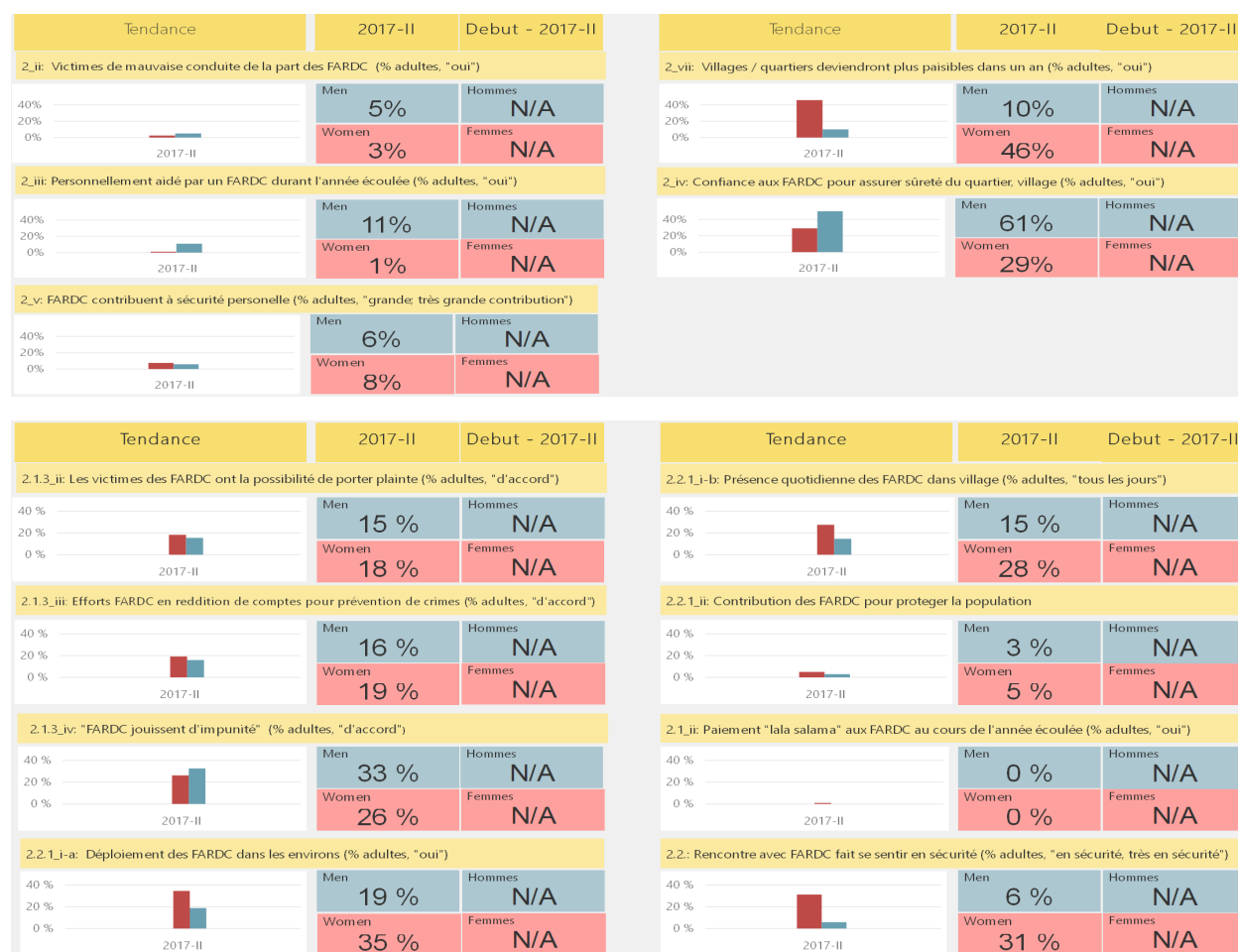
2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

La Figure 2 ci-dessous illustre les tendances actuelles en ce qui concerne la performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC) à Beni. Il semble que les FARDC ont un impact relativement neutre en tant que facteurs de sécurité ou d'insécurité. Le fait que seulement 5 % des hommes et 3 % des femmes indiquent avoir été victimes de mauvaise conduite de la part des FARDC paraît positif, mais d'un autre côté seule une petite part de la population (1 % des femmes et 11 % des hommes) rapporte avoir été personnellement aidée par les FARDC au cours de l'année dernière.

Pour ce qui est d'assurer la sécurité dans leur village, si environ 6 hommes sur 10 et 3 femmes sur 10 ont confiance dans les FARDC, moins d'un homme ou femme sur 10 pense qu'elles contribuent à leur sécurité personnelle. Ces perspectives en apparence contradictoires sont intéressantes à noter car si la population civile ne croit pas que les FARDC soient en mesure de protéger ses villages, comment pourrait-elle croire que ces villages seront plus en sécurité dans un an ? Cela sera intéressant à suivre dans le prochain rapport consolidé de suivi de l'ISSS.

Il est également curieux de noter que près de 5 femmes sur 10 pensent que leur village sera devenu plus paisible dans au cours de l'année à venir, pour seulement 1 homme sur 10.

Figure 2 : Performance des FARDC en termes de Protection des Civils (PdC), ZP de Beni



La population a relativement peu d'estime pour la façon dont les FARDC promeuvent la justice et le respect de l'État de droit. Seulement 16 % des hommes et 19 % des femmes considèrent que les FARDC soutiennent la prévention de la criminalité, contre 33 % des hommes et 26 % des femmes qui pensent que les membres des FARDC ne sont pas tenus pour responsables de leurs crimes. Une autre perception négative est que seuls 15 % des hommes et 18 % des femmes estiment que les victimes de mauvaises conduites des FARDC ont la possibilité d'enregistrer une plainte.

Au vu des pourcentages actuels présentés dans la Figure 2, les hommes ont généralement une perspective plus négative des FARDC que les femmes. Seulement 6 % des hommes déclarent se sentir « en sécurité » ou « très en sécurité » lors d'une rencontre avec un membre des FARDC, contre 31 % des femmes. . Les hommes et les femmes rapportent des perceptions semblables en ce qui concerne la contribution des FARDC à la protection de la population : seulement 3 % et 5 % respectivement estiment cette contribution « grande » ou « très grande ». 35 % des femmes rapportent une augmentation du nombre de membres des FARDC déployés dans la zone, pour seulement 19 % des hommes.

Pistes d'interprétation – Pilier 2

Une indication potentielle de la raison pour laquelle les femmes ont une perception légèrement meilleure des FARDC pourrait venir de l'**Indicateur 2.2.1_i-b**, d'après lequel deux fois plus de femmes que d'hommes rapportent une augmentation de la présence des FARDC. Cela pourrait indiquer que les femmes ont plus d'interactions quotidiennes avec les FARDC, ce qui leur donne la possibilité d'interagir plus souvent avec les FARDC et ainsi de comprendre comment elles contribuent à la protection des civils dans leur zone.

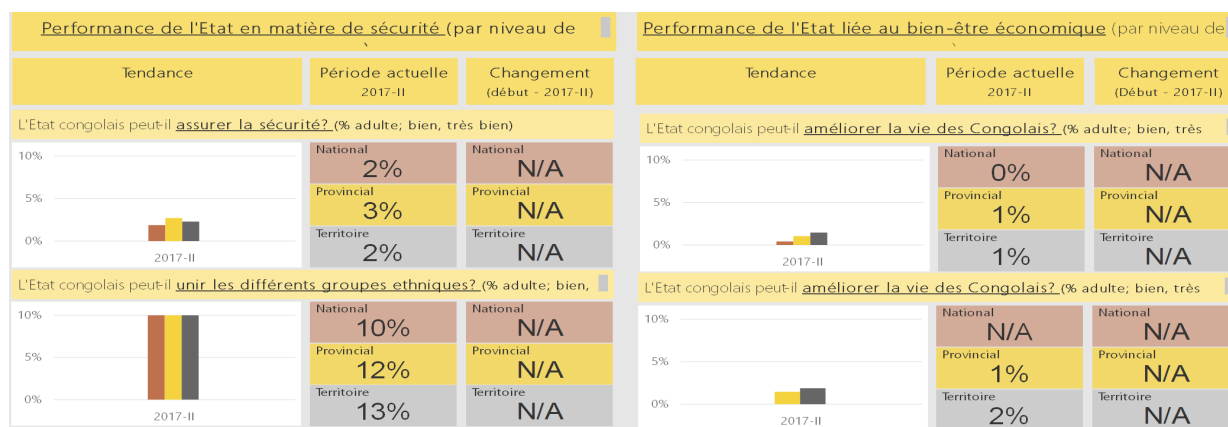
3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

La Figure 3 présente une vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais par niveau de gouvernance, dans la ZP de Beni. La perception globale de la population vis-à-vis de tous les niveaux de gouvernance est très faible. Pour ce qui est de garantir la sécurité dans la zone, seules 2 personnes sur 10 considèrent que le Gouvernement fait du « bon » ou « très bon » travail aux niveaux territorial et national. Au niveau provincial, cette perception est partagée par 3 personnes sur 10. En outre, seul 1 répondant sur 10 estime que les niveaux provincial et territorial du Gouvernement faisaient du « bon » ou « très bon » travail en matière d'amélioration globale de la vie des citoyens.

Pistes d'interprétation – Pilier 3

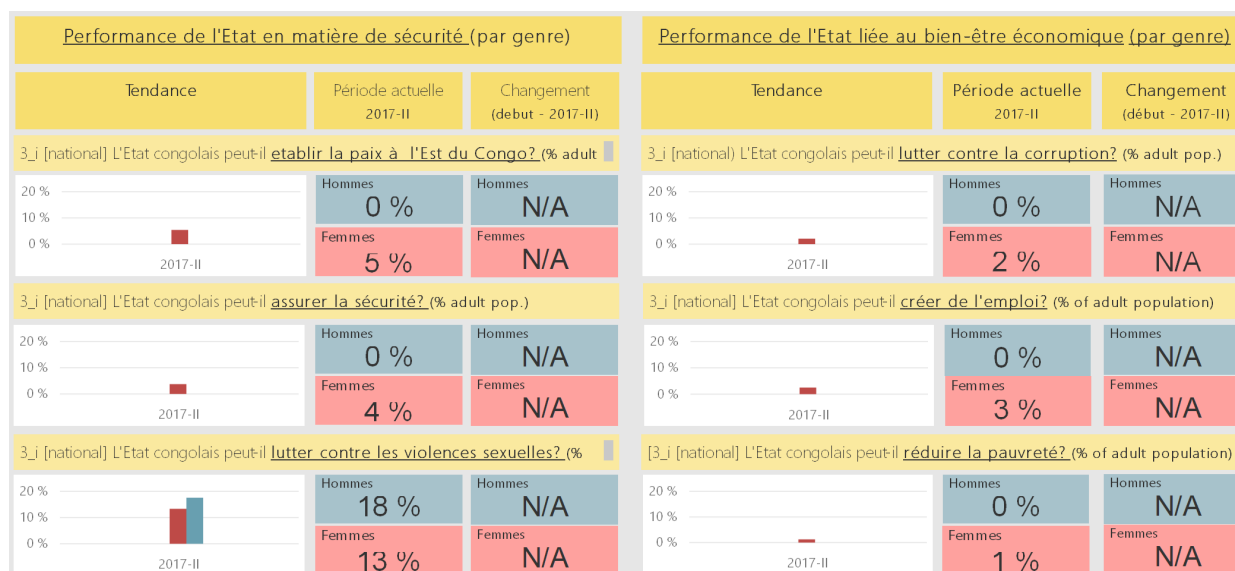
Des perceptions similaires sont rapportées par rapport à la question de comment les différents niveaux du Gouvernement agissent pour unir les différents groupes ethniques : 13 % au niveau territorial, 12 % au provincial et 10 % au national. Cela pourrait indiquer une approche cohérente pour l'intégration des différents groupes ethniques et peut être vu comme positif, dans la mesure où cela permettrait d'éviter les conséquences indésirables d'un changement trop radical et rapide, qui pourrait en effet entraîner l'escalade des conflits dans la zone.

Figure 3 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP de Beni



De l'analyse de la perception du gouvernement du point de vue des genres, illustrée par la Figure 4 ci-dessous, il apparaît que les hommes ont une perception beaucoup plus négative de la capacité de l'État à assurer la sécurité et à améliorer la situation économique du pays. Le seul cas où les hommes et les femmes ont une appréciation légèrement meilleure - mais toujours extrêmement faible - est celui du travail réalisé par le Gouvernement pour lutter contre la violence sexuelle : 18 % des hommes et 13 % des femmes.

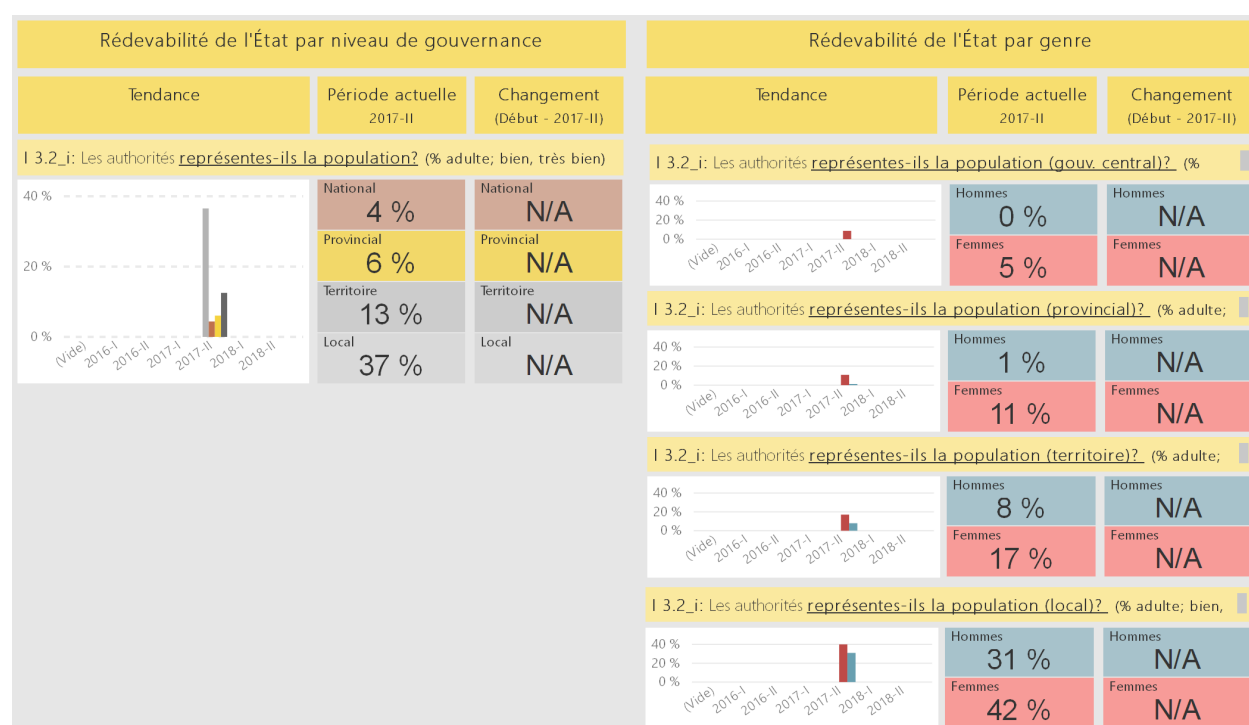
Figure 4 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP de Beni



Comme le montre la Figure 5 ci-dessous, près de 4 personnes sur 10 à Beni estiment que le gouvernement local est en train de faire du « bon » ou « très bon » travail en matière de représentation de leurs intérêts. Comme l'illustre la Figure 5 ci-dessous, on note un net écart entre les réponses à cette même question en remontant les différents niveaux de gouvernement, d'abord du local (37 %) au territorial (13 %), ensuite du territorial au provincial (6 %), et enfin du provincial au national (4%).

Il est intéressant de noter que l'analyse des mêmes informations à partir d'une perspective de genre montre que les femmes, et ce pour tous les niveaux de gouvernement, ont répondu plus souvent « bon » ou « très bon » que les hommes. La plus grande différence entre les perceptions des hommes et des femmes est liée au gouvernement au niveau territorial ; dans ce cas, seulement 8 % des hommes considèrent que le gouvernement territorial représente leurs intérêts, contre 17 % des femmes.

Figure 5 : Perceptions sur la redevabilité de l'État congolais, ZP de Beni

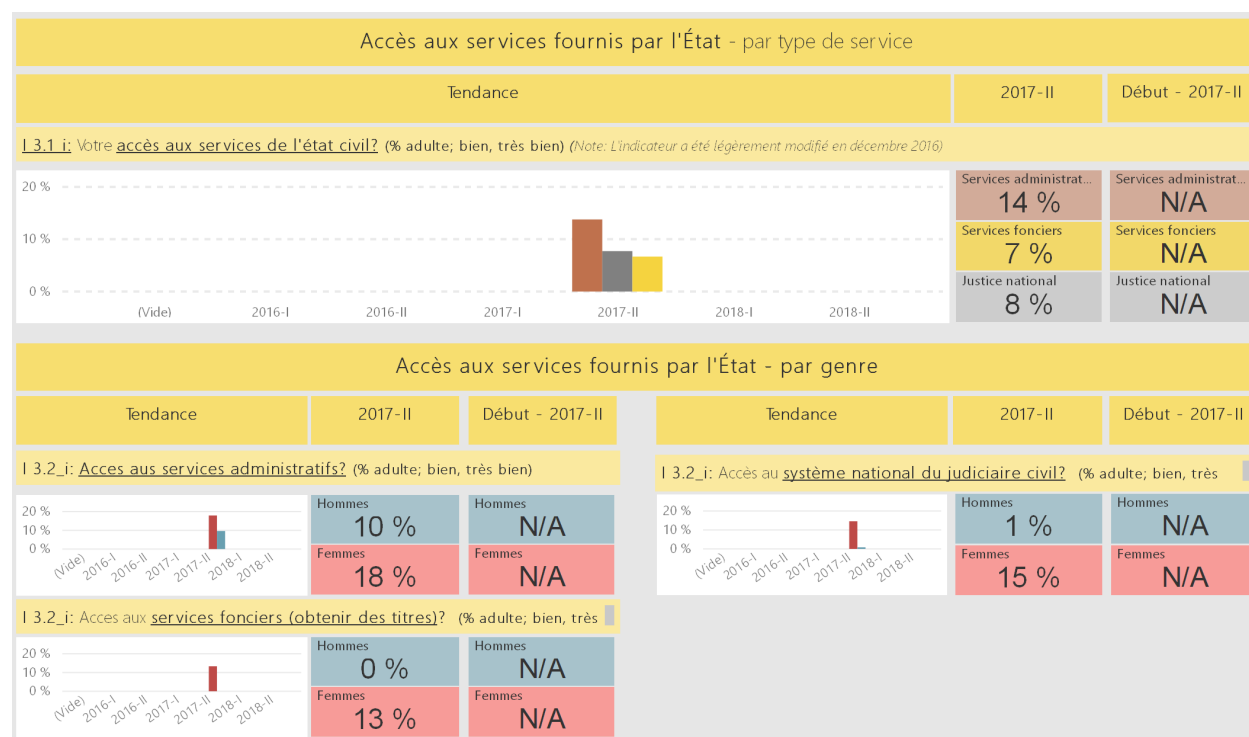


Un peu plus de personnes à Beni indiquent avoir accès aux services administratifs (14 %) qu'aux services fonciers (7 %) ou judiciaires (8 %), comme le montre la Figure 8 ci-dessous. L'analyse des données à partir d'une perspective de genre montre que les femmes déclarent avoir un meilleur accès aux services de l'État que les hommes. Pour ce qui est des services administratifs, seul 1 homme sur 10 déclare y avoir accès, contre 2 femmes sur 10. Il est intéressant de noter que 15 % des femmes ont accès aux services judiciaires, contre à peine 1 % des hommes.

Les hommes ont une perception plus négative que les femmes en ce qui concerne l'accès aux services fonciers et au système judiciaire. En moyenne 1 femme sur 10 déclare avoir un « bon » ou « très bon » accès aux services fonciers, mais aucun homme n'a fait de même. De manière semblable, moins d'1

homme sur 10 estime avoir un « bon » ou « très bon » accès au système judiciaire, contre de 1 à 2 femmes sur 10.

Figure 6 : Perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP de Beni



La Figure 7 ci-dessous illustre la perception de la prévalence de la corruption à Beni. 79 % des personnes interrogées ont indiqué que le système judiciaire était corrompu. Alors que 46 % seulement des gens ont indiqué avoir à payer un pot-de-vin à la police, et 40 % ont déclaré devoir payer la police afin d'éviter d'être arrêté. Depuis une perspective de genre, environ la même quantité d'hommes (42 %) et de femmes (49 %) considèrent comme normal de payer un pot-de-vin à la police. Les opinions commencent à diverger au sujet du niveau de corruption du système judiciaire : 86 % des hommes considèrent que le système est corrompu, contre 71 % des femmes. Il est intéressant de rappeler que plus de femmes que d'hommes ont indiqué avoir accès au système judiciaire. La différence la plus significative entre les hommes et les femmes concerne leurs opinions quant au fait de payer la police de manière préventive afin de ne pas être arrêté : beaucoup plus de femmes (51 %) que d'hommes (28 %) ont indiqué devoir le faire.

Figure 7 : Perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP de Kitshanga

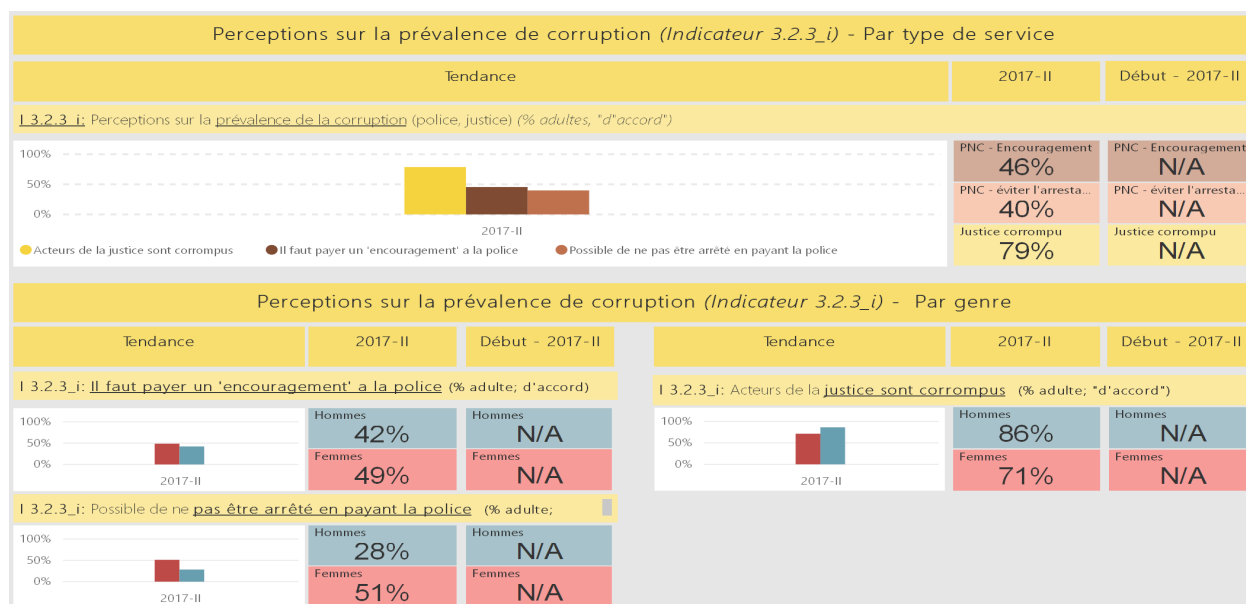
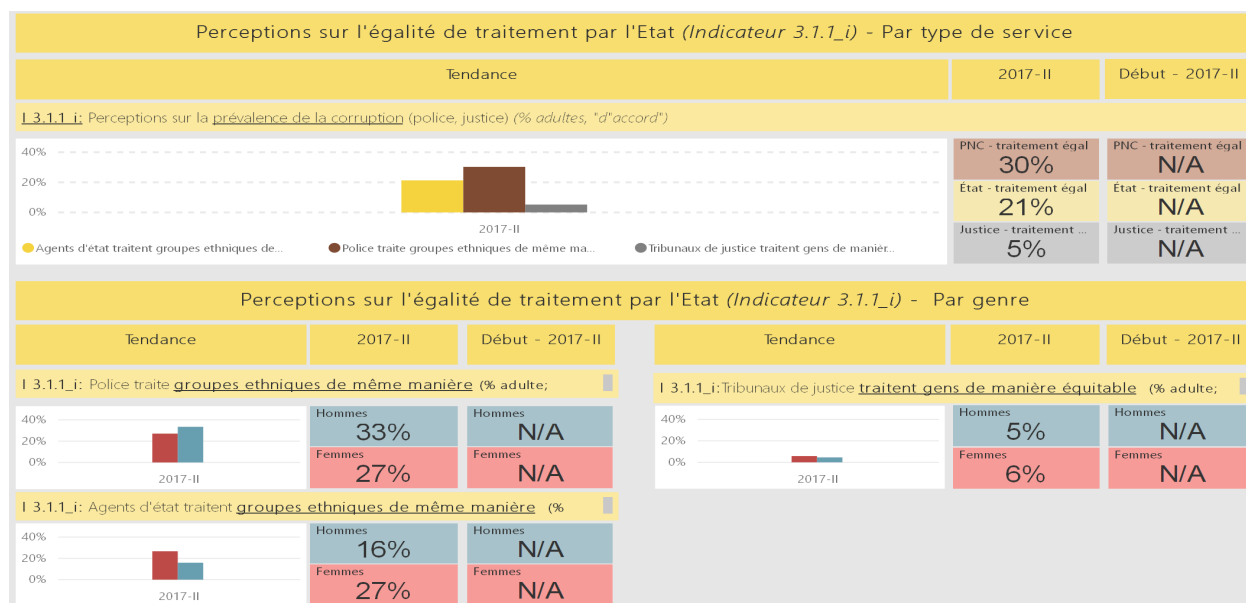


Figure 8 : Perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP de Beni



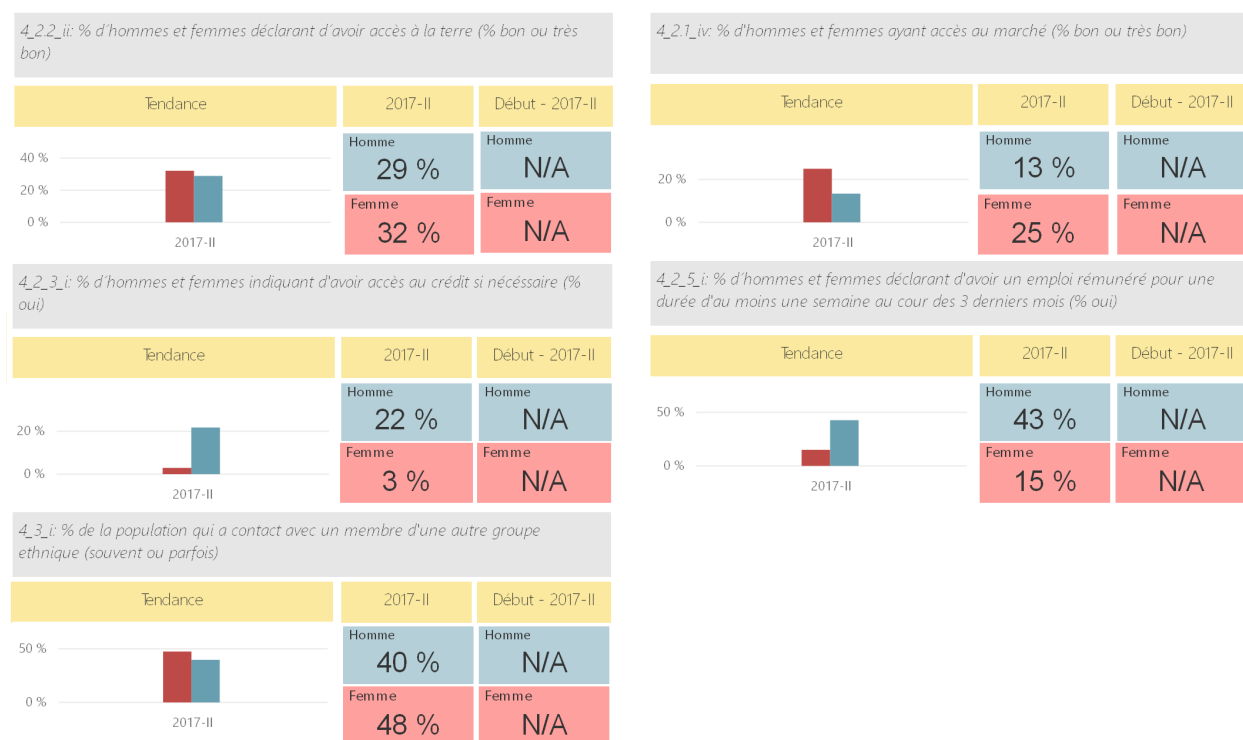
Au sujet du traitement égal de la part de l'État, 30 % des personnes interrogées considèrent que la police traite les groupes ethniques de manière équitable. Néanmoins, 21 % seulement des répondants considèrent que l'administration de l'État traite tous les groupes ethniques de façon équitable et à peine 5 % pour ce qui est du système judiciaire.

Les hommes et les femmes ont des perceptions comparables en ce qui concerne la mesure dans laquelle la police et le système judiciaire traitent les différents groupes ethniques équitablement. Cependant, en ce qui concerne leurs perceptions des agents de l'État, 16 % des hommes contre 27 % des femmes conviennent que tous les groupes ethniques reçoivent un traitement égal.

4 Pilier 4 - Retour, réintégration et relance socioéconomique

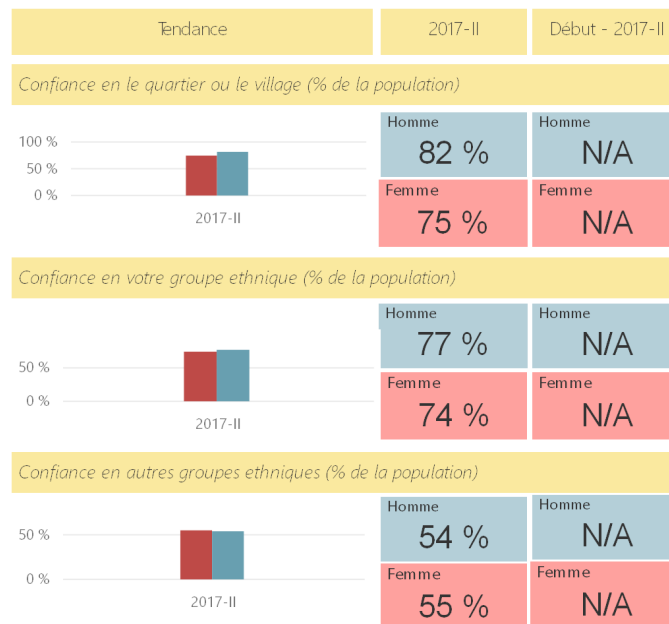
Comme l'indique la Figure 9 ci-dessous, Beni ne rompt pas avec les tendances d'autres zones prioritaires, et 8 personnes sur 10 dépendent d'activités génératrices de revenus traditionnelles et à petite échelle, comme l'agriculture, la pêche et l'élevage. Environ 4 hommes sur 10 déclarent avoir eu un emploi rémunéré au cours des 3 derniers mois, tandis que cette proportion parmi les femmes est de 2 sur 10.

Figure 9 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance des activités traditionnelles, accès à la terre), ZP de Beni



La Figure 10 ci-dessous montre un niveau élevé de cohésion sociale, au sein de chaque groupe et entre différents groupes de personnes. Les perceptions sont relativement similaires entre les hommes et les femmes. Un niveau de confiance nettement plus bas apparaît parmi la population si on l'interroge sur la confiance dans d'autres groupes ethniques. Dans ce cas, seuls 54 % des hommes et 55 % des femmes déclarent avoir confiance dans les membres d'autres groupes ethniques.

Figure 10 : Cohésion sociale, ZP de Beni

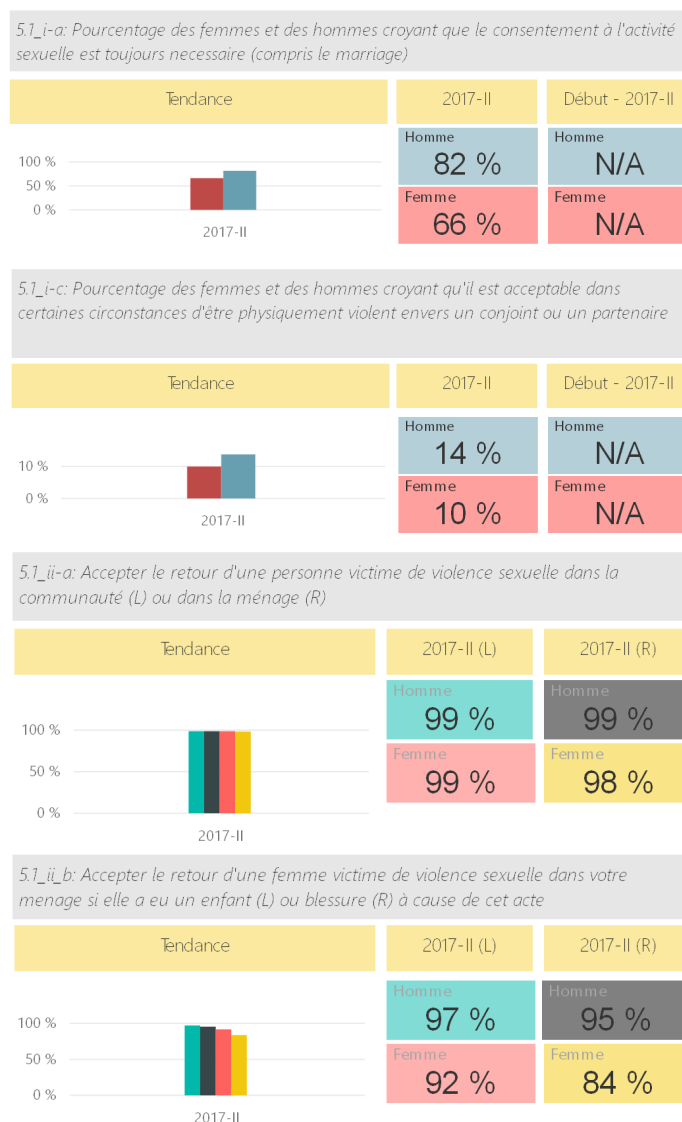


5 Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre

Les perceptions sur la prévalence de la violence sexuelle et sur les normes sociales associées à ce type de comportement - illustrées par la Figure 11 - donnent une image relativement positive. Environ 9 personnes sur 10 (parmi les hommes comme parmi les femmes) considèrent comme inacceptable d'être violent envers leur mari/femme. De plus, seule 1 personne sur 10 environ à Beni croit que les cas de violence sexuelle ou conjugale ne devraient être résolus qu'au sein du ménage lui-même. Il est plus préoccupant que seulement 66 % des femmes estiment que le consentement sexuel, même au sein du mariage, est nécessaire, alors que c'est le cas pour 82 % des hommes.

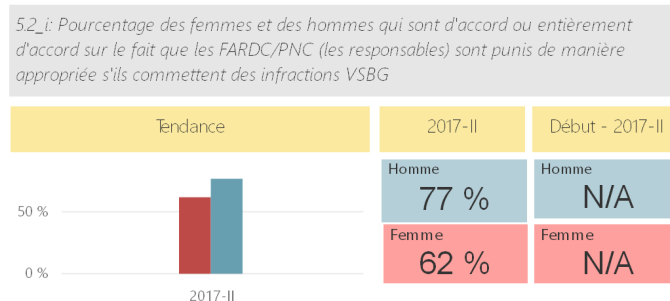
Il est intéressant de noter que les perceptions liées aux normes sociales et aux comportements montrent une situation différente ; 92 % des femmes estiment acceptable de réintégrer dans leur ménage une survivante/victime de VS ayant eu un enfant suite à cette violence. Cependant, seulement 84 % des femmes seraient prêtes à réintégrer dans leur ménage un(e) survivant(e)/victime de VS si cette personne en résultait blessée psychologiquement. L'acceptation parmi les hommes au sujet de ces deux situations reste autour de 90 %. On note à Beni un accord presque total entre les hommes et les femmes quant au fait de réintégrer les survivants/victimes de violence sexuelle dans leurs ménages, alors que d'importantes différences sont constatées dans d'autres zones prioritaires.

Figure 11 : Perceptions sur la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP de Beni



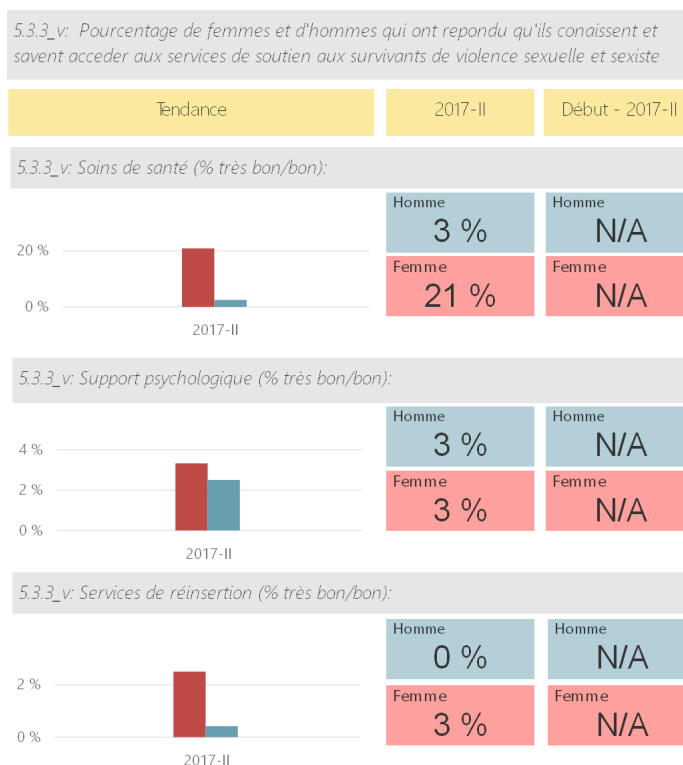
Il est intéressant de noter, dans la Figure 12 ci-dessous, que davantage d'hommes (77 %) que de femmes (62 %) estiment que les membres des FARDC/de la PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des actes de VSBG.

Figure 12 : Perceptions liées à l'adéquation des punitions aux VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP de Beni



Enfin, la Figure 13 indique qu'il y a encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins des survivants/victimes de VSBG. 21 % seulement des femmes indiquent être « bien » ou « très » au courant de la possibilité d'accéder à des services de soutien en cas de VS. Ce pourcentage est encore plus faible parmi les hommes, où il atteint les 3 % à peine de personnes ayant conscience de l'existence de services de santé. La conscience des possibilités d'accéder aux services de soutien psychologique et de réintégration affiche des résultats encore plus bas parmi la population de Beni. Parmi les hommes comme parmi les femmes, 3 % seulement des personnes interrogées déclarent être « bien » ou « très » au courant de la possibilité d'accéder à des services de soutien psychologique en cas de VS. En outre, 3 % des femmes déclarent aussi être « bien » ou « très » au courant de la disponibilité de services de soutien à la réintégration suite au traumatisme lié à des actes de VS

Figure 13 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP de Beni

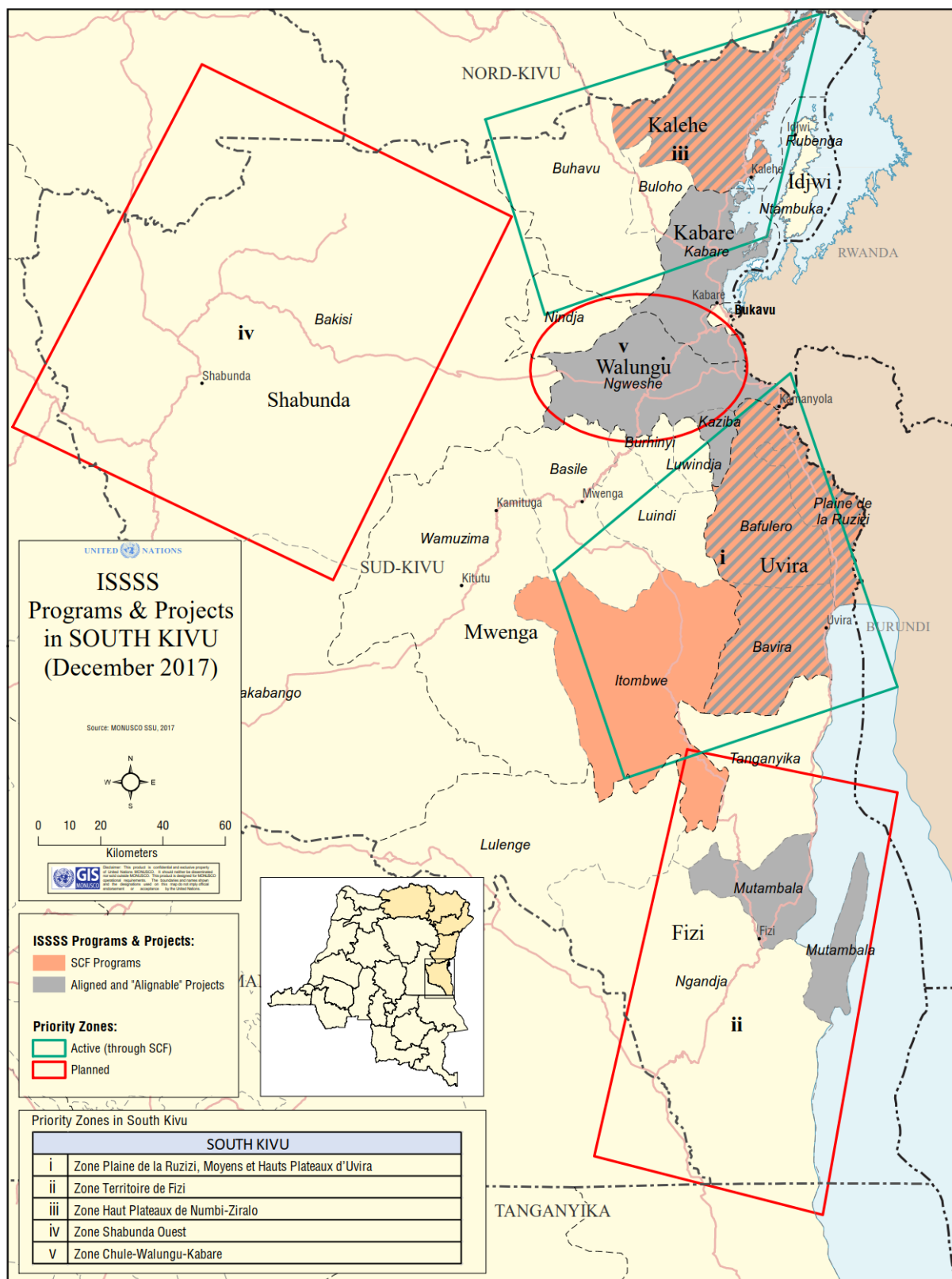


Annexe V - Zone Prioritaire de Ruzizi, province du Sud-Kivu

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OS	Objectif Spécifique
PNC	Police Nationale Congolaise
PdC	Protection des Civils
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RI	Résultat Intermédiaire
RG	Résultat Global
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VS	Violence Sexuelle
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

Carte des Zones Prioritaires de l'ISSSS, Sud-Kivu



0 Présentation de l'Annexe V – Plaine de la Ruzizi (province du Sud-Kivu)

Cette annexe au troisième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) est le deuxième rapport de suivi faisant suite à l'étude de base pour la zone prioritaire de la plaine de la Ruzizi (ZP de Ruzizi), qui a été publiée au mois d'avril 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS).

Cette annexe présente les données de résultats relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans la ZP de la plaine de la Ruzizi, pour la période allant de juillet 2017 à la fin de l'année (c.-à-d. décembre 2017). Pour chaque indicateur, un graphe linéaire montre la **tendance**, principalement sous forme de pourcentage, dans le temps. Dans les cas où l'indicateur a été actif dans une ZP donnée depuis la première période de rapportage (1^{er} semestre 2016 ou 2016-I) jusqu'à la dernière (2^{ème} semestre 2017, ou 2017-II), quatre points de données sont disponibles. La deuxième colonne (2017-II) affiche la **valeur** de chaque indicateur donné correspondant à la période de rapportage la plus récente. La dernière colonne (Début 2017-II) montre le **changement en points de pourcentage** entre l'étude de base et la dernière période de rapportage. Lorsque cela est pertinent, le document présente aussi des hypothèses sur les facteurs qui peuvent avoir influencé les tendances observables dans les données de résultats ISSSS.

Il est cependant important de souligner que ces hypothèses sont émises principalement pour constituer autant de points de départ pour une débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds au sujet des tendances et des options de programmation dans la ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le Figure 1 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Ruzizi ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 1 (Dialogue Démocratique). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 1 dans la ZP.

Figure 1: État d'avancement des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP de Ruzizi (Pilier 1)

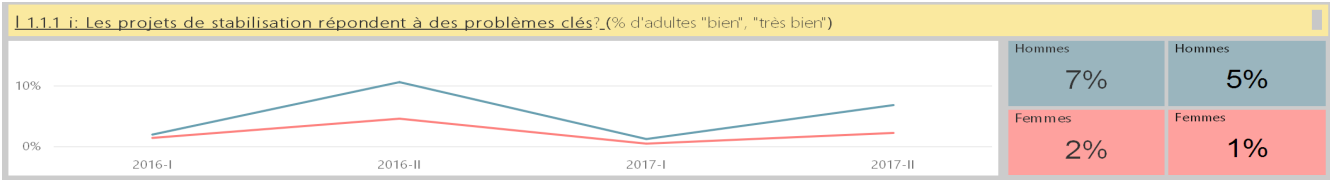
Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones-clefs d'avancement
Plaine de la Ruzizi	FCS Ruzizi	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSSS est parvenu à atténuer les tensions entre les membres de certaines parmi les cinq principales communautés ethniques, à travers une série d'activités de sensibilisation ciblées. Par conséquent, plusieurs groupes qui à l'origine étaient considérés comme des <i>spoilers</i> sont devenus des agents soutenant l'ISSSS et exprimant leur disponibilité à collaborer avec le partenaire afin d'améliorer la cohabitation.
	Peace Direct	Contribution au dialogue démocratique de l'ISSSS ¹	Les activités de médiation des tribunaux de paix communautaires (<i>barzas</i>) soutenus par l'ISSSS ont permis la gestion paisible de 425 sur 467 conflits interpersonnels, donnant ainsi la possibilité à 1020 ménages précédemment en conflit de vivre ensemble en paix. Voyant le succès des <i>barzas</i> en termes de gestion des conflits, les chefs locaux ont octroyé des terrains à 35 <i>barzas</i> pour qu'ils y construisent leurs bureaux et qu'ils maintiennent leur travail pour davantage de paix et de stabilité.

¹ 1) Renforcement des capacités des organisations de la société civile participant ; 2) résolution de conflits à travers des tribunaux de paix.

Le dialogue démocratique est un élément-clé de l’approche de l’ISSSS en matière de stabilisation en RDC. Parmi ses objectifs, l’organisation de plateformes de dialogue participatives et inclusives vise à assurer que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation et qu’aussi bien l’État congolais que les projets de stabilisation financés en partenariat avec la communauté internationale affrontent ce que la population considère représenter les problèmes et les défis-clés dans ses villages et communautés et constituer les causes profondes des conflits.

La Figure 2 ci-dessous montre que les attitudes positives vis-à-vis de la pertinence des projets de stabilisation sont restées à des niveaux relativement bas au cours des 18 mois en étude, de juin 2016 à décembre 2017. Durant cette période, jamais plus d’une personne sur 10 n’a considéré que les projets de stabilisation faisaient du « bon » ou « très bon » travail en termes de gestion des problèmes-clés à ses yeux (à nouveau, voir la Figure 2 ci-dessous). Les opinions de la population masculine sur la pertinence des projets de stabilisation étaient tendanciellement légèrement plus positives que celles des femmes dans la ZP de Ruzizi.

Figure 2 : Tendances dans les attitudes envers la pertinence des projets de stabilisation pour affronter les problèmes-clés dans la ZP de Ruzizi



Note : À ce stade, aucune donnée au niveau projet n’a encore été partagée avec la Cellule S&E de l’UAS qui pourrait donner une vision de la satisfaction auprès des représentants des communautés et d’autres parties prenantes vis-à-vis des plateformes de « dialogue démocratique » organisées par les partenaires de l’ISSSS. Ces données seront partagées dans les prochains rapports.

2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Le Figure 3 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Ruzizi et leur aire thématique principale sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils, PdC). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l’ISSSS pour le Pilier 2 dans la ZP.

Figure 3 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP de Ruzizi (Pilier 2)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l'administration par rapport à la sécurité et à la protection
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires

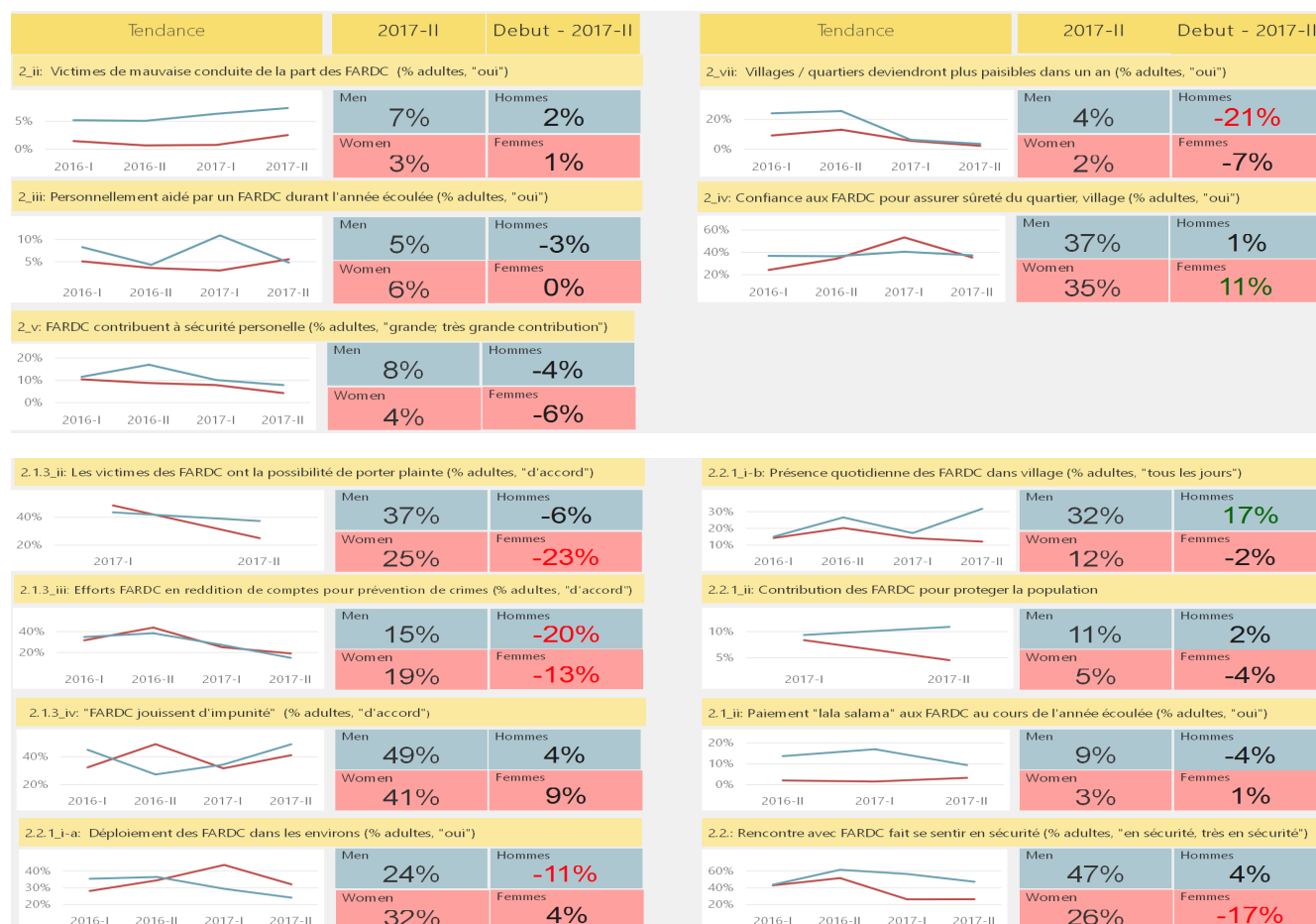
Depuis juin 2016, les hommes et les femmes à Ruzizi sont devenus nettement plus pessimistes quant aux chances d’un avenir paisible pour leurs communautés. La baisse de l’optimisme est particulièrement notable parmi les hommes. Alors qu’en mi-2016 plus de 20 % des hommes s’attendaient encore à ce que leurs communautés soient plus paisibles un an plus tard, ils n’étaient plus que de 1 à 2 % à penser de même à la fin de l’année 2017 (Indicateur 2_viii).

Les perceptions au sujet de la contribution des FARDC à la sécurité personnelle et à la sécurité globale de la population sont restées largement négatives, avec peut-être même une légère tendance à la baisse. Moins d'une personne sur 10 à Ruzizi estime que les FARDC apportent une « grande » ou « très grande » contribution à sa sécurité personnelle (**Indicateur 2_v**), et moins d'une personne sur 10 déclare avoir été aidée par les FARDC au cours de l'année écoulée (**Indicateur 2_iii**).

Les avis sur la volonté et la capacité des FARDC de poursuivre les responsables de mauvaises conduites dans leurs rangs sont devenus plus négatifs depuis juin 2016 (**Indicateurs 2.1.3_iii** et **2.1.3_ii**). Cette détérioration des perceptions liées à la redevabilité des FARDC pour les infractions et crimes commis par leurs membres se démarque des autres indicateurs sur les FARDC, dans la mesure où elle semble diffuse à travers plusieurs zones prioritaires.

Les femmes rapportent se sentir moins en sécurité en rencontrant une patrouille des FARDC en décembre 2017 qu'en juin 2016. Les hommes, par contre, ne présentent pas de variation majeure, et près de 5 hommes sur 10 rapportent se sentir en sécurité en rencontrant une patrouille des FARDC.

Figure 4 : Tendances au niveau de la performance des FARDC en termes de Protection des Civils (PdC), ZP de Ruzizi



3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le Figure 5 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Ruzizi ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 3 (Restauration de l'autorité de l'État). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSS pour le Pilier 3 dans la ZP.

Figure 5 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de Restauration de l'autorité de l'État dans la ZP de Ruzizi (Pilier 3)

Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l'administration par rapport à la gestion des terres
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCEG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires

Les perceptions liées à la performance de l'État sont devenues plus négatives, ou au mieux sont restées constantes de juin 2016 à décembre 2017. La détérioration du taux d'appréciation au sujet de la performance de l'État était plus prononcée pour ce qui est des questions sécuritaires, qui représentaient les domaines dans lesquels l'État (aux niveaux national, provincial et territorial) jouissait encore du soutien relativement le plus fort. La part de la population estimant que l'État faisait du « bon » ou « très bon » travail en matière d'assurance de la sécurité a chuté bien au-dessous des 10 %. La tendance négative a également touché la capacité perçue de l'État à unifier les différents groupes ethniques dans la zone prioritaire (voir la Figure 6).

Les perceptions de la performance de l'État en matière de sécurité se sont également détériorées, en particulier parmi les femmes. Par exemple, la part de la population féminine estimant que le Gouvernement (national) faisait du « bon » ou « très bon » travail en matière de lutte contre la violence sexuelle s'est réduite de manière significative (voir **Indicateur 3_i** [national]).

Figure 6 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP de Ruzizi

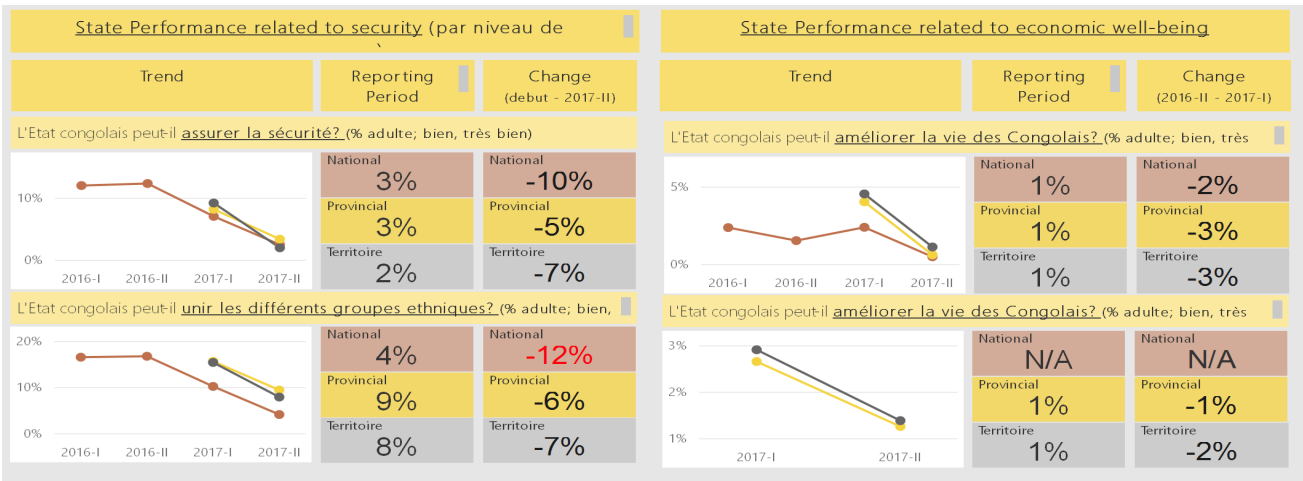
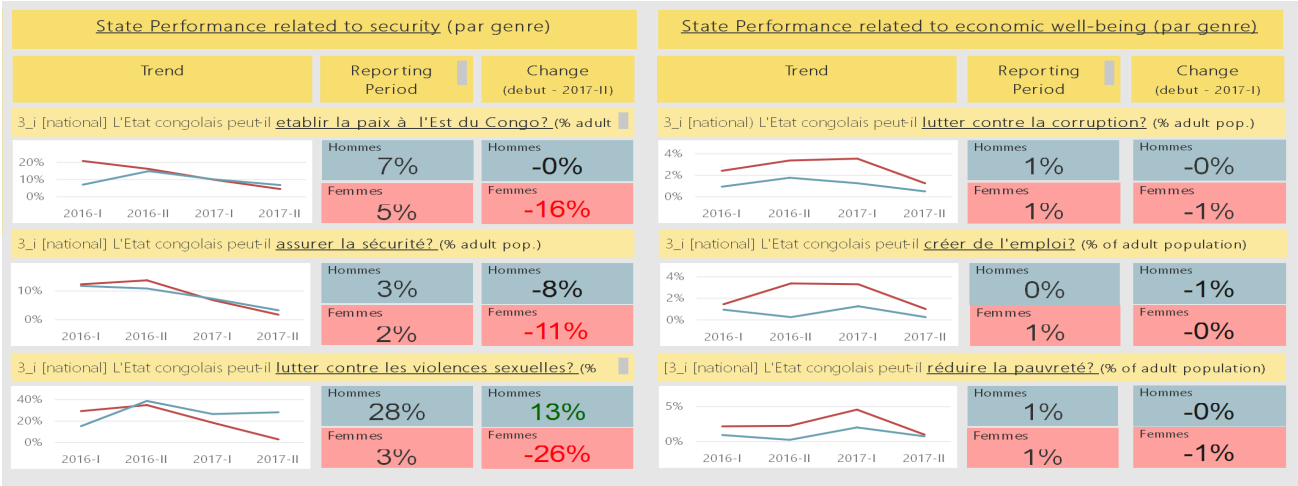


Figure 7 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP de Ruzizi



Les opinions parmi les habitants de la ZP de Ruzizi concernant leur représentation par les autorités aux niveaux national, provincial et territorial sont restées très négatives. Le pourcentage d'hommes et de femmes se sentant « bien » ou « très bien » représentés par les gouvernements aux niveaux national, provincial et territorial est resté bien en-dessous de 10 % au cours des 18 mois en étude, de juin 2016 à décembre 2017. La détérioration des opinions sur le degré de représentation par les autorités locales dans la zone est cependant un phénomène récent. En décembre 2016, 3 personnes sur 10 à Ruzizi estimaient que les autorités locales les représentaient « bien » ou « très bien ». Un an plus tard, la part de population le pensant était descendue jusqu'à à peine plus d'une personne sur 10. Cette chute était particulièrement prononcée parmi les femmes (**Indicateur 3.2_i**).

En outre, moins de personnes à Ruzizi en décembre 2017 considéraient avoir un « bon » ou « très bon » accès aux services fournis par l'État, y compris le judiciaire, et les services administratifs, globaux ou liés à la terre (**Indicateur 3.2_i** dans la Figure 9).

Figure 8 : Tendances dans les perceptions sur la redevabilité de l'État congolais, ZP de Ruzizi

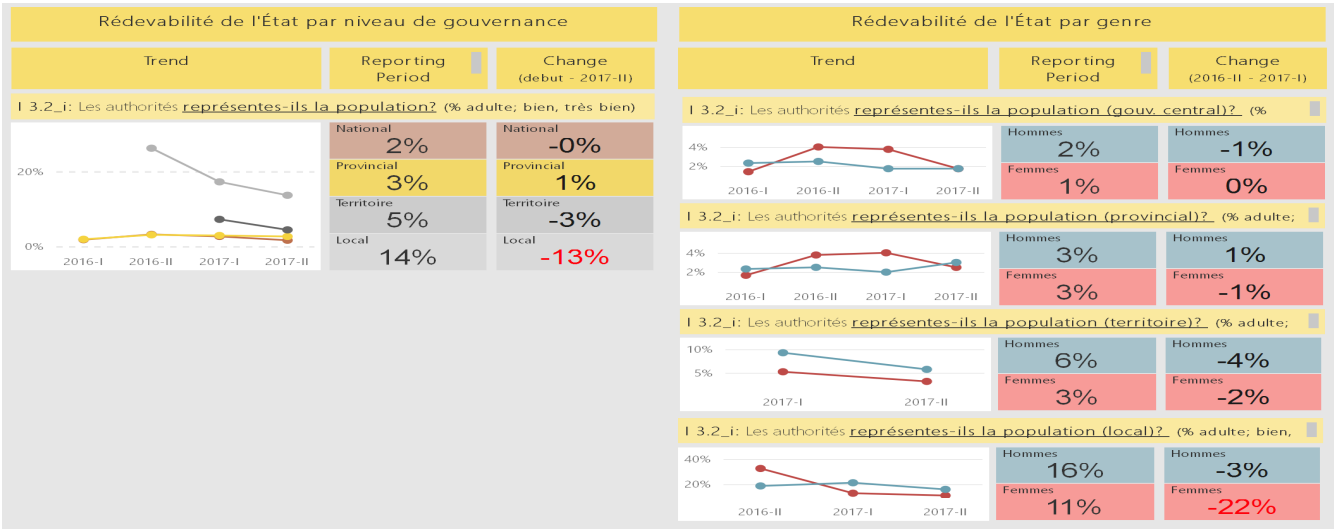
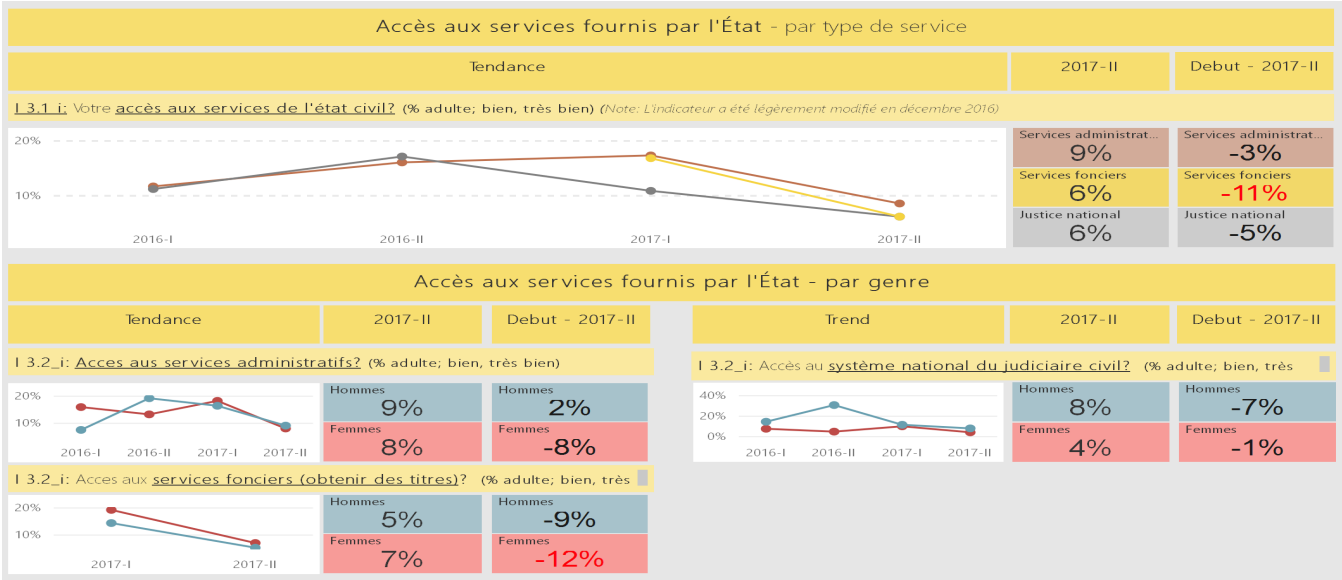


Figure 9 : Tendances dans les perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP de Ruzizi



La population de la zone prioritaire de Ruzizi estime que la corruption au sein de la PNC est devenue moins prévalente de juin 2016 à décembre 2017, tandis que les perceptions de corruption au sein du secteur judiciaire sont restées à peu près inchangées.

À la fin de l'année 2017, moins de personnes qu'en juin 2016 déclaraient que l'État (c.-à-d. Les « agents de l'État » dans leur ensemble, la PNC et le système judiciaire) traitait tout le monde de manière égale, y compris les membres de groupes ethniques différents.

Figure 10 : Tendances dans la perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP de Ruzizi

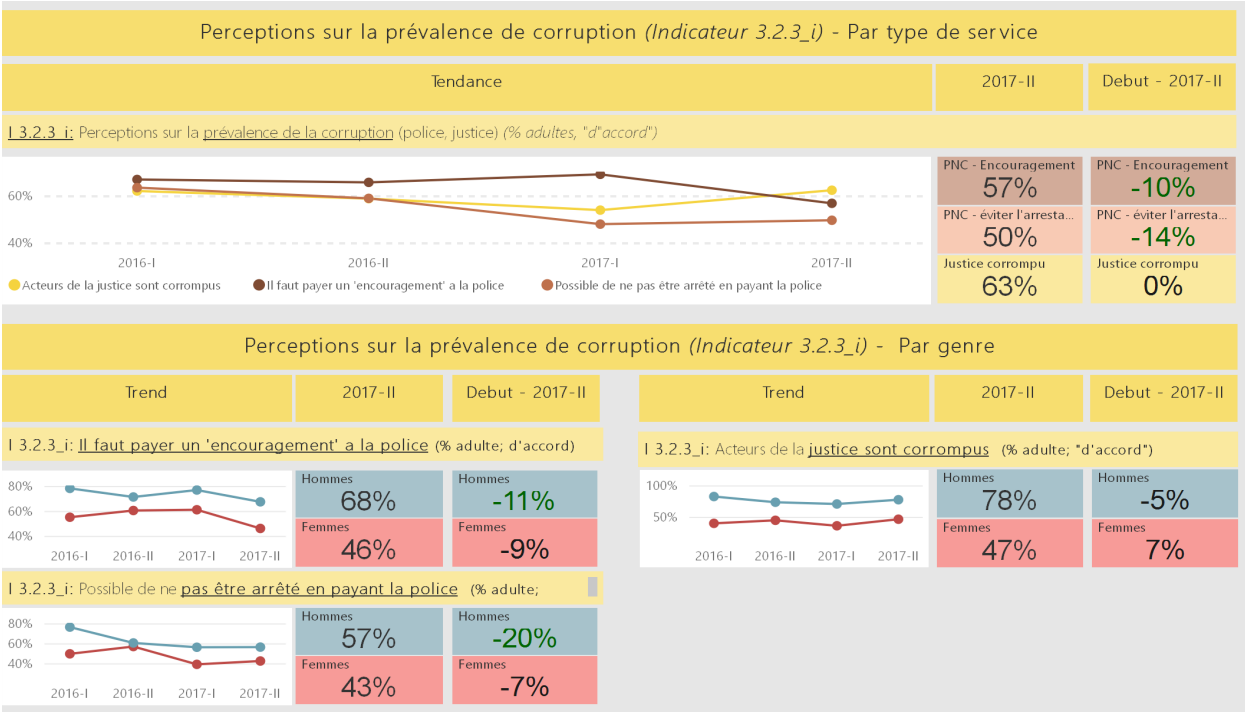
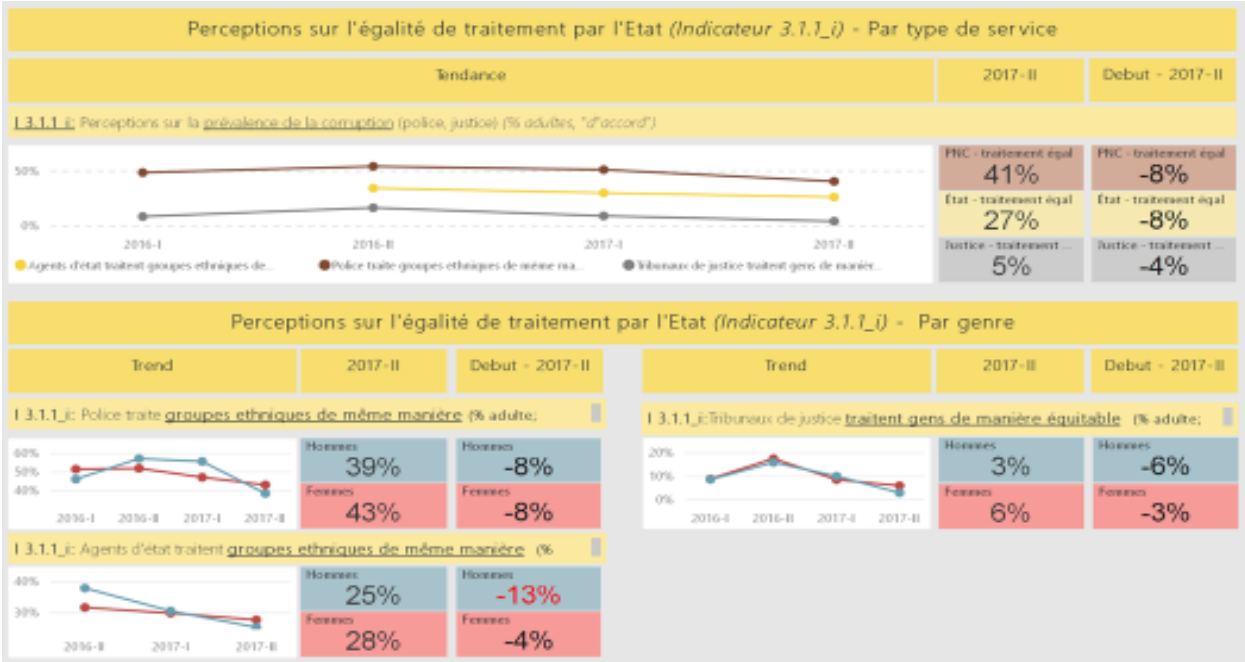


Figure 11 : Tendances dans la perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP de Ruzizi



4 Pilier 4 - Retour, réintégration et redressement socioéconomique (RRR)

Le Figure 12 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kitshanga ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 4 (Retour, réintégration et redressement socioéconomique, RRR). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 4 dans la ZP.

Figure 12 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de RRR dans la ZP de Ruzizi (Pilier 4)

Titre du projet (lead)	Baillleurs	Couverture thématique
Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Réduction des conflits liés à la terre , amélioration des services de gestion des terres Amélioration de la cohésion sociale
Résilience communautaire à la violence (Peace Direct)	Allemagne	Création d' opportunités économiques communautaires alternatives focalisée sur les populations vulnérables

L'accès à la terre (**Indicateur 4.2.2_ii**) est resté relativement faible. Moins de 3 personnes sur 10 considèrent avoir un « bon » ou « très bon » accès à la terre, que ce soient des hommes ou des femmes. Au cours de la même période, le pourcentage de personnes dépendant principalement d'activités économiques traditionnelles semble avoir légèrement augmenté (**Indicateur 4_ii**).

Les perceptions sur la « cohésion sociale », et en particulier la confiance exprimée par les répondants envers leurs voisins, envers les habitants de leur village et envers les personnes de leur propre ou d'un autre groupe ethnique sont restées relativement inchangées parmi les hommes. En comparaison, les femmes ont rapporté un niveau de confiance nettement plus bas envers les personnes les plus proches (ex. les voisins, les habitants du village, leur propre groupe ethnique), mais encore plus envers les membres d'autres groupes ethniques que le leur (voir Figure 14 ci-dessous).

Figure 13 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance d'activités traditionnelles, accès à la terre), ZP de Ruzizi

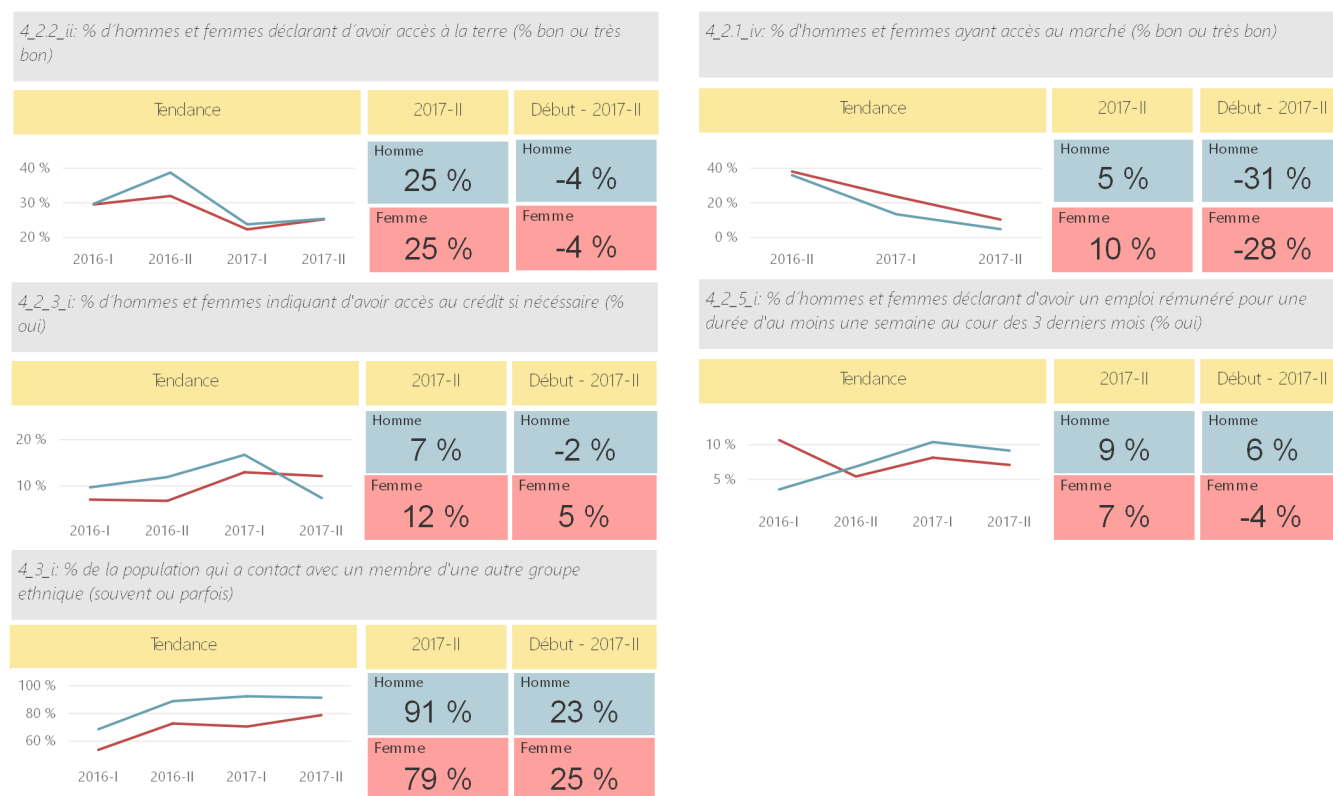
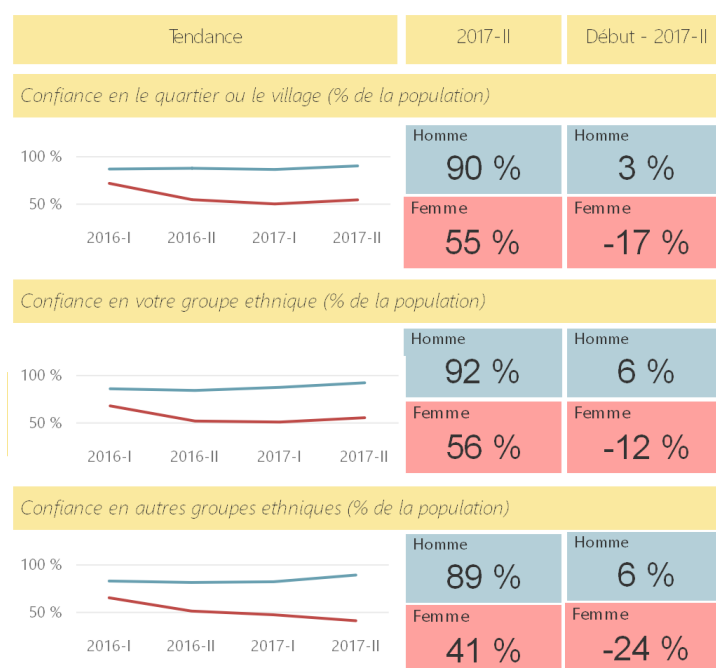


Figure 14 : Tendances dans la cohésion sociale, ZP de Ruzizi



5 Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)

Le Figure 15 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Ruzizi ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 5 (Lutte contre les VSBG). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 5 dans la ZP.

Figure 15 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de lutte contre la VSBG dans la ZP de Ruzizi (Pilier 5)

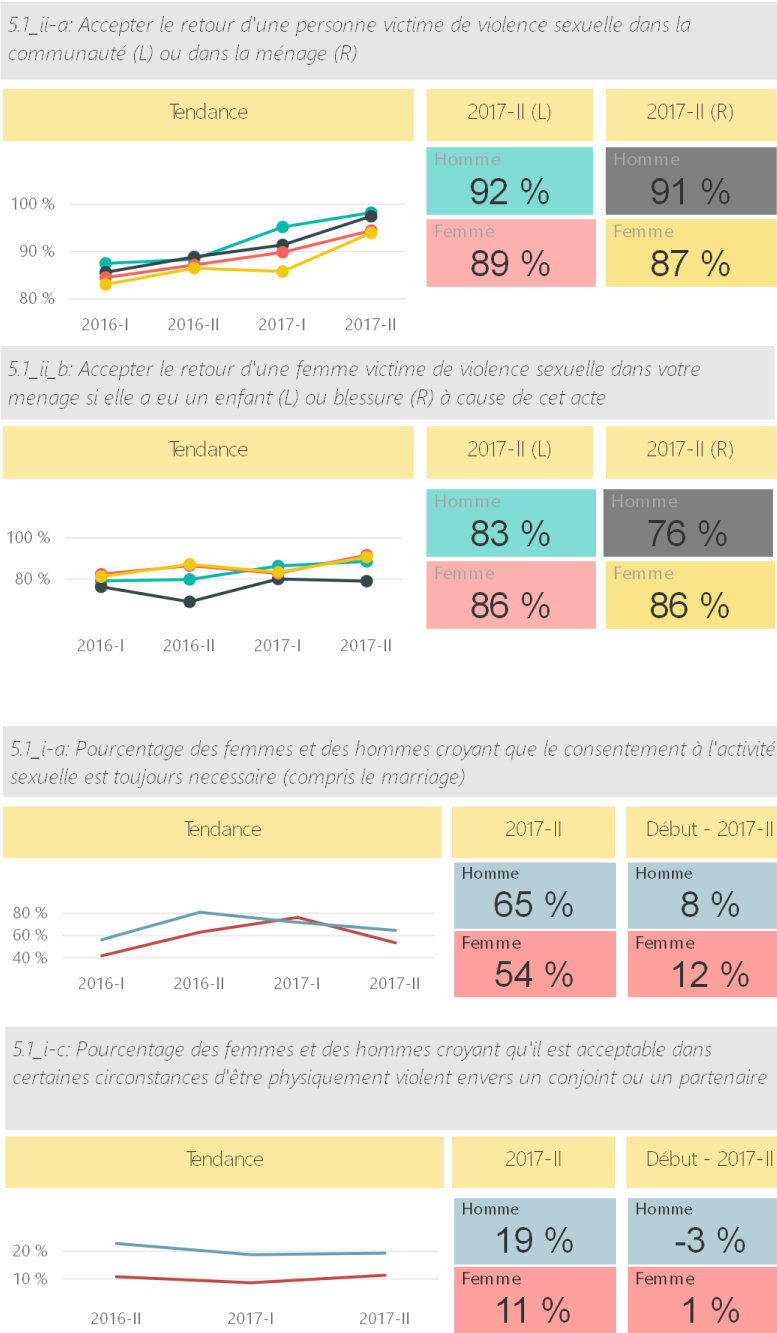
Titre du projet (lead)	Bailleurs	Couverture thématique
Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: <i>International Alert</i>)	FCS	Transformation positive des normes et comportements liés au genre

Note : Au moment de la rédaction du présent rapport, les données du BCNUDH sur le nombre de violations des droits de l'homme à Ruzizi n'avaient pas encore été partagées par le BCNUDH. La Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS n'a donc pas encore inclus les chiffres sur la prévalence de la violence sexuelle dans cette version du rapport. Ces données seront partagées une fois qu'elles seront mises à disposition de la Cellule S&E.

La prévalence d'attitudes propice à la violence sexuelle s'est légèrement réduite à Ruzizi au cours de l'année et demie écoulée (**Indicateurs 5.1_i-a,c,d**). Davantage d'hommes et de femmes croient aujourd'hui que le consentement est toujours nécessaire avant de s'engager dans toute activité sexuelle avec un(e) partenaire, et une petite portion plus restreinte d'hommes et de femmes déclare que les cas de violence sexuelle devraient être gérés « en famille », c.-à-d. sans impliquer les autorités. Le pourcentage d'hommes et de femmes considérant comme acceptable la violence physique contre leurs partenaires est demeuré bas, entre 1 et 2 personnes sur 10 à travers la ZP.

La stigmatisation des survivants/victimes de violence sexuelle semble avoir aussi connu une régression au cours de la même période. Les hommes comme les femmes se sont déclarés plus disposés à réintégrer des survivants/victimes de violence sexuelle en décembre 2017 qu'en juin 2016 (**Indicateur 5.1_ii**).

Figure 16 : Tendances dans (les perceptions sur) la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP de Ruzizi



Les femmes, prises dans leur ensemble, étaient davantage convaincues en décembre 2017 du fait que les responsables de VS dans les rangs de la PNC ou des FARDC étaient punis de manière appropriée qu'en juin 2016 (**Indicateur 5.2_i**). La perception des hommes n'a pas changé de manière significative au cours de la même période.

L'accès aux services pour survivants/victimes de violence sexuelle a diminué dans la zone prioritaire entre juin 2017 et la fin de l'année. En particulier, les hommes à Ruzizi étaient moins susceptibles en décembre 2017 d'estimer l'accès aux services pour les survivants/victimes de VSBG (santé, soutien psychologique, réintégration) comme étant « bon » ou « très bon ». Globalement, le pourcentage de la population (hommes ou femmes)

considérant la conscience de l’existence de ces services à Ruzizi comme « bonne » ou « très bonne » est très bas, entre 10 et 20 %.

Figure 17 : Perceptions liées à l’adéquation des punitions aux VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP de Ruzizi

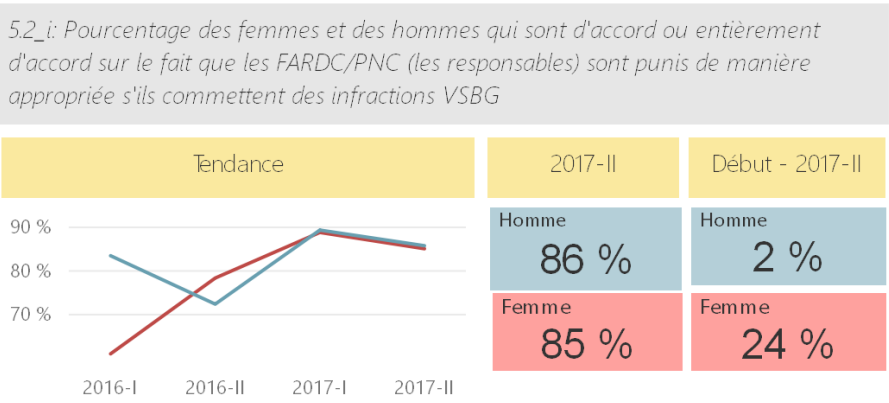
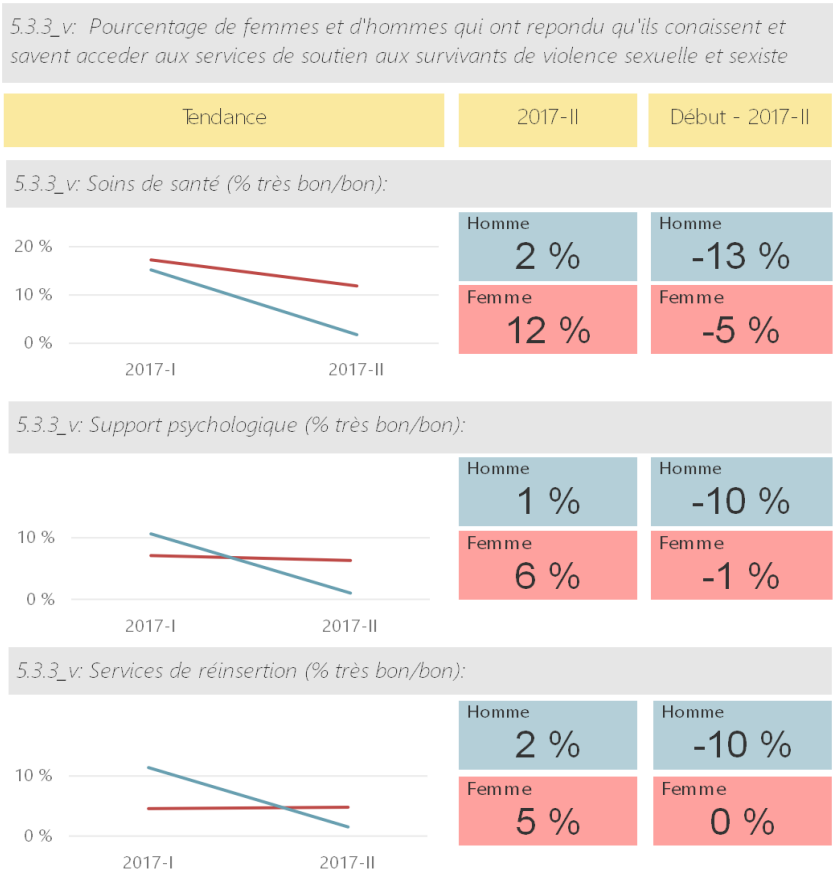


Figure 18 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP de Ruzizi



Annexe VII – Collaboration avec les partenaires de mise en œuvre

Liste des acronymes utilisés

CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
PMO	Partenaire(s) de Mise en Œuvre
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
S&E	Suivi et Évaluation
Cellule S&É	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
S&É	Suivi et Évaluation
ST-ISSSS	Secrétariat Technique de l'ISSSS
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

1. Présentation de l'Annexe VII

Cette annexe au troisième rapport consolidé de suivi de l'ISSSS donne une vue d'ensemble de l'état de la collaboration des partenaires de mise en œuvre en termes de soutien à la mise en œuvre du système de suivi de l'ISSSS.

Au cours de cette période de rapportage, 12 projets au total (financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation et alignés) étaient mis en œuvre dans les cinq zones prioritaires. Comme illustré par le tableau 1 ci-dessous, 4 projets FCS étaient menés par des agences des Nations Unies (3 par UN HABITAT et 1 par le PNUD), et 2 projets FCS étaient menés par la même ONG internationale, *International Alert*. Sur les 6 projets alignés, 2 étaient menés par des agences des Nations Unies (UN HABITAT et l'OIM), tandis que les autres l'étaient par des ONG internationales (*Search For Common Ground* (SFCG), *Mercy Corps*, *ZOA* et *Peace Direct*).

La vue d'ensemble présentée ici de l'état de la collaboration des partenaires a été structurée en vue de reconnaître les différences inhérentes entre les projets financés par le FCS et ceux financés bilatéralement.

Le Tableau 1 fournit la base de l'analyse en présentant l'état de la collaboration pour chaque projet, à travers un système de feux de circulation : le rouge indique de sérieux défis restant à relever, ou un travail incomplet ; le jaune indique la présence d'obstacles mais avec du travail en cours complété ; le vert signifie complété ; et le gris indique que l'état est inconnu.

Tableau 1 : Vue d'ensemble des projets contribuant au système de suivi de l'ISSSS

Projets	Action					
	Point focal S&É désigné au niveau du consortium.	Plan de S&É	Calendrier de collecte/partage de données	Utilisation d'outils	Qualité des données partagées	Qualité du rapport annuel des PMO
(SCF) Les chemins vers les Accords International Alert (Kitshanga)						
(FCS) <i>Pamoja Kwa Amani na Maendeleo</i> UN HABITAT						
(FCS) <i>Pamoja Kwa Amani</i> (Ensemble pour la Paix) UN HABITAT						
(FCS) <i>Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani</i> (Construisons ensemble pour la Paix!) International Alert (Ruzizi)						
(FCS) Projet de consolidation du projet intégré du Nord Kalehe PNUD						
(FCS) <i>Pamoja Kwa Amani na Maendeleo</i> UNHABITAT						
(Aligné) <i>Lobi Mokolo Ya Sika</i> (Réforme du système sécuritaire) SFCG		N/A				N/A
(Aligné) <i>Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC</i> - CISPE OIM						
(Aligné) <i>Community Participatory Land Use Planning</i> - CPLUP UN HABITAT		N/A				N/A
(Aligné) <i>Food Security and Inclusive Access to Resources for Conflict Sensitive Market Development</i> - FARM Mercy Corps		N/A				N/A
(Aligné) <i>Expanding Community Resilience to Violence in Ruzizi and Fizi</i> Peace Direct		N/A				N/A
(Aligné) <i>Inawezekana</i> (ARC) ZOA		N/A				N/A

2. Note sur les projets FCS et alignés

Les projets FCS sont validés par un comité de sélection, après un processus d'appel d'offres compétitif, et sur la base d'une de projet complète, c.-à-d. qui comprend une description du projet, une matrice de risques, un budget et un cadre logique. Les projets FCS sont conçus pour contribuer à l'ISSSS et au système de suivi dans son ensemble. Un *kit d'introduction* est présenté à tous les partenaires au sein de chaque consortium, et définit les rôles et les responsabilités, pour les partenaires du consortium comme pour le Secrétariat Technique (ST).

Les **rôles et responsabilités de S&É** du *lead* du **Consortium FCS** incluent :

- Rester à jour concernant les activités de S&É avec le consortium
- Servir de point focal entre le Secrétariat Technique et le projet
- Développer et partager avec la cellule S&É un plan de S&É au niveau du consortium
- Fournir à la cellule S&É les coordonnées du point focal S&É de chaque partenaire du consortium

Chaque partenaire de mise en œuvre (PMO) a la responsabilité d'assurer le suivi de ses activités. En conséquence, les PMO ont le devoir de s'assurer de l'avancement et de la réalisation des résultats attendus de leurs projets. Un budget adéquat doit être réservé pour les activités de S&É du projet. Si les PMO n'ont pas suffisamment d'expertise ou de ressources en termes de S&É, il sera nécessaire que leur siège fournisse le soutien nécessaire.

Les **rôles et responsabilités en matière de S&É** de la **cellule S&É** comprennent :

- Soutien pour la révision des cadres logiques des projets financés par le FCS
- Harmonisation des cadres logiques des projets avec celui de l'ISSSS (identification des résultats/produits et indicateurs en commun) pour les projets alignés et FCS
- Développement d'outils pour les indicateurs communs
- Formation et assistance sur l'utilisation des outils de collecte de données pour les indicateurs communs
- Assurance qualité des données collectées avec les outils fournis par la cellule et collectées par le projet
- Partage (avec le projet) des données collectées par la cellule renseignant les indicateurs communs

Les projets alignés ne reçoivent pas de *kit d'introduction* définissant les différents rôles et responsabilités. Au lieu de cela, tout au long du processus d'alignement la cellule de S&E travaille en étroite collaboration avec le personnel S&É du PMO pour harmoniser le cadre logique et le former sur les outils de collecte de données pour les indicateurs communs.

Il est demandé aux partenaires alignés de :

- Nommer un Point Focal de S&É spécifique
- Informer la cellule S&É sur leur calendrier de collecte/partage de données sur la base du calendrier global du projet
- Utiliser les outils spécifiques pour collecter les données liées aux indicateurs communs
- Partager les données sur les indicateurs communs selon le calendrier convenu

3. Projets FCS

Globalement, la collaboration avec les projets FCS a été positive, mais plusieurs défis restent à relever. À la fin de cette période de rapportage, la moitié seulement des projets avaient identifié un point focal S&É au niveau du consortium. La moitié des consortiums est donc restée sans un expert technique travaillant aux côtés de la gestion du projet pour s'assurer que les résultats étaient suivis, et pour prendre part aux discussions techniques sur le S&É, aux efforts de coordination et aux prises de décisions.

L'absence d'un point focal désigné a entraîné une suite de problèmes en série au sein de chaque consortium, y compris l'incapacité à produire un plan de S&É robuste ou à établir un calendrier des collectes de données. Cela a également empêché aux projets d'instaurer des procédures de collecte de données solides, ce qui à son tour a entraîné un manque de données par rapport aux indicateurs des projets.

Ces obstacles ont affecté la qualité des rapports annuels. Les rapports ont été conçus pour que les consortiums présentent des éléments de preuve témoignant des progrès réalisés vers les résultats. Sans un point focal ou un expert de suivi, aucun plan de suivi et évaluation sérieux n'a été développé, ce qui a eu

pour conséquence que la plupart des projets ont été incapables de collecter les données de leurs indicateurs nécessaires pour justifier leurs résultats obtenus déclarés.

Au moins un tiers des projets FCS ont reporté leurs phases de démarrage pour différentes raisons, ce qui explique les cases grises (état inconnu) correspondant à la collecte de données, à l'utilisation des outils et à la qualité des données. Cependant, deux tiers des projets FCS avaient démarré depuis suffisamment longtemps pour mener une première collecte de données au cours de cette période de rapportage.

La capacité globale en S&É des partenaires de consortiums était variable, et en conséquence la cellule S&É a réalisé plus de 45 formations ou séances de renforcement des capacités tout au long de 2017.

Néanmoins, comme tous les besoins relatifs aux capacités de suivi ne peuvent être satisfaits par le Secrétariat Technique de l'ISSSS, le kit d'introduction fourni aux partenaires par la Cellule S&É de l'UAS encourageait les PMO à collaborer avec leur siège pour mobiliser les éventuelles ressources supplémentaires nécessaires afin de réaliser les activités liées au suivi. Il n'est pas clair dans quelle mesure les agences des Nations Unies ont fourni une assistance technique supplémentaire.

4. Projets alignés

Globalement, la collaboration avec les projets alignés a été positive, mais il reste des opportunités d'amélioration. Tous les projets alignés ont des points focaux de suivi, qui sont normalement déjà identifiés au cours du processus d'alignement pour mener le processus d'harmonisation et les formations aux outils. Les projets alignés ne sont pas tenus de présenter un plan de S&É pour un rapport annuel spécifique, ce qui explique pourquoi ces colonnes sont renseignées « N/A ».

La capacité des différents points focaux était hautement variable et le produit présenté nécessitait souvent de multiples échanges afin d'arriver à un produit fini. Cela était vrai pour la collecte de données / le partage des calendriers, et pour la qualité des données partagées.

À travers ces échanges, la cellule S&É a pu affiner davantage son approche avec les PMO, en nommant par exemple un *lead* de la cellule S&É pour chaque province, ou en augmentant les contacts avec les partenaires alignés.

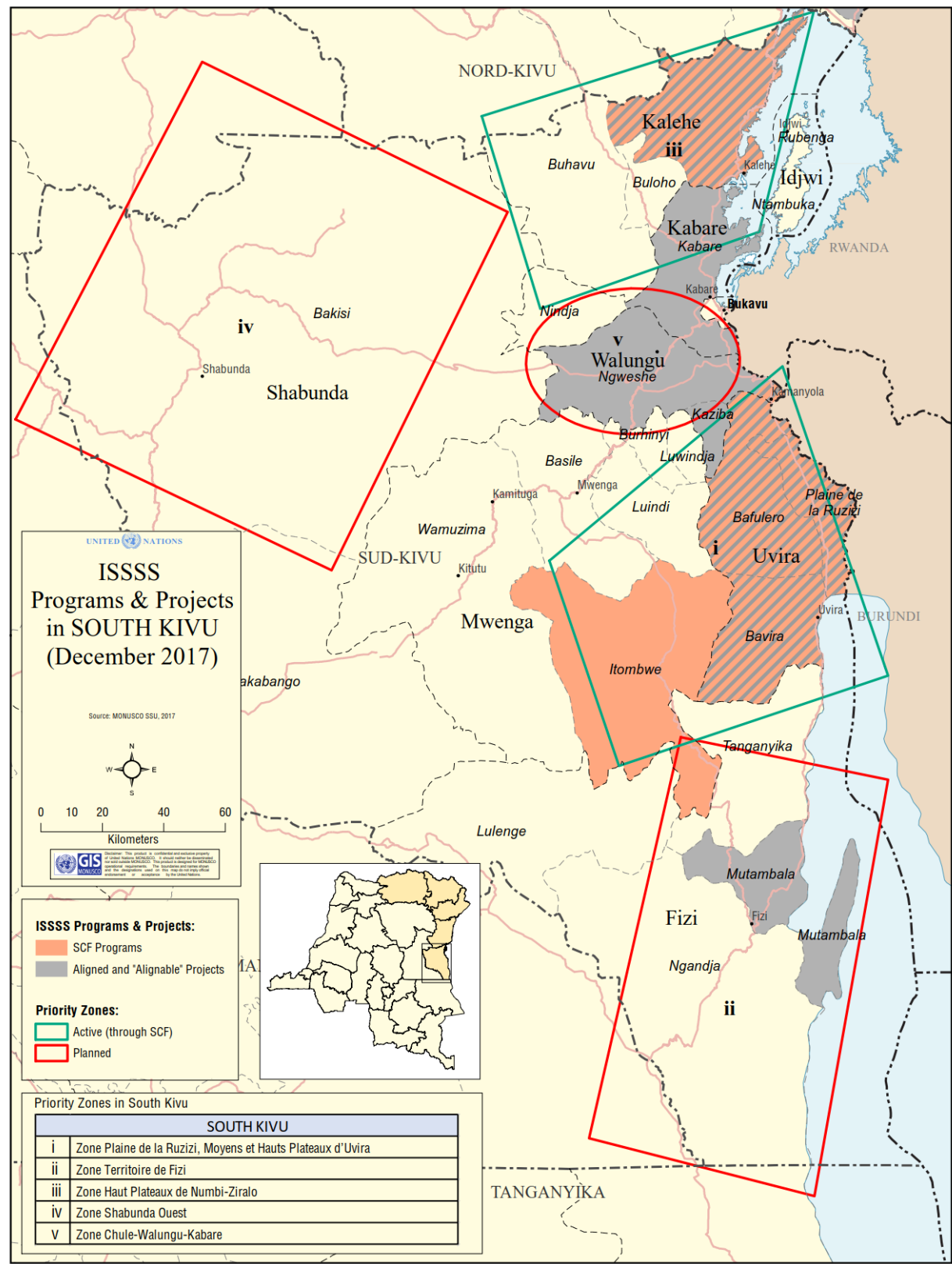
Même si peu de données ont finalement été soumises par les projets alignés au cours de cette période de rapportage, les partenaires qui l'ont fait ont fourni des informations précieuses à la cellule S&É.

Annexe VI - Zone Prioritaire de Kalehe, province du Sud-Kivu

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Évaluation (de l'UAS)
DH	Droits de l'Homme
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VS	Violence Sexuelle
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

Carte des Zones Prioritaires de l'ISSSS, Sud-Kivu



0 Présentation de l'Annexe VI – Kalehe (province du Sud-Kivu)

Cette annexe au troisième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) est le premier rapport de suivi faisant suite à l'étude de base pour la zone prioritaire (ZP) de Kalehe, qui a été publiée au mois de novembre 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS).

Cette annexe présente les données relatives aux zones couvertes par la programmation de l'ISSSS dans la ZP de Kalehe, pour la période allant de juillet 2017 à la fin de l'année (c.-à-d. décembre 2017). Pour chaque indicateur, un graphe linéaire montre la **tendance**, principalement sous forme de pourcentage, dans le temps. La deuxième colonne (2017-II) affiche la **valeur** de chaque indicateur donné correspondant à la période de rapportage la plus récente. La dernière colonne (Début – 2017-II) montre le **changement en points de pourcentage** entre l'étude de base et la dernière période de rapportage. Lorsque cela est pertinent, le document présente aussi des hypothèses sur les facteurs qui peuvent avoir influencé les tendances observables dans les données de résultats de l'ISSSS.

Il est cependant important de souligner que ces hypothèses sont émises principalement pour constituer autant de points de départ pour un débat plus approfondi parmi les partenaires du Gouvernement, les partenaires des projets et les bailleurs de fonds au sujet des tendances et des options de programmation dans la ZP. Elles ne prétendent donc absolument pas être définitives, finales ou à accepter telles quelles. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la cellule S&E de l'UAS.

1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le Tableau 1 donne une vue d'ensemble des projets en cours dans la zone prioritaire de Kalehe ainsi que de leurs principaux avancements dans le cadre du Pilier 1 (Dialogue Démocratique). Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 1 dans la ZP.

Tableau 1 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique dans la ZP de Kalehe (Pilier 1)

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones clefs d'avancement
Kalehe	FCS Kalehe	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSSS a réalisé des activités de plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales, et de sensibilisation publique afin de préparer le terrain pour la deuxième phase du projet. La détérioration de la situation sécuritaire dans la zone du projet n'a pas encore permis de lancer des activités supplémentaires, malgré les tentatives des autorités provinciales et du partenaire de l'ISSSS pour résoudre la situation ¹ .
	ARC	Dialogue démocratique	Phase de démarrage en cours, rapportage en janvier 2018

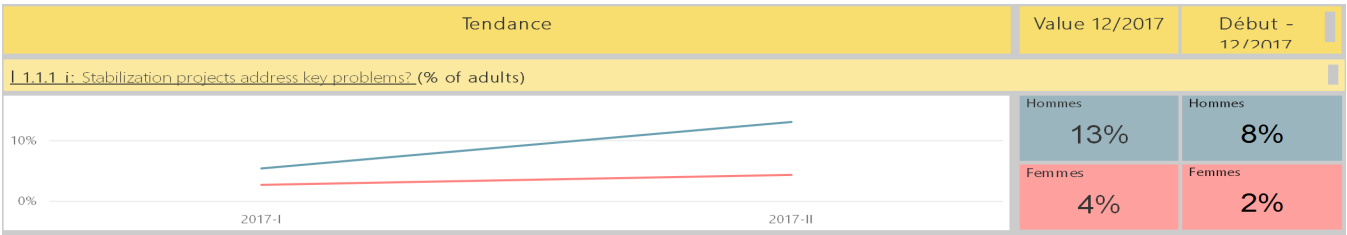
Le dialogue démocratique est un élément-clef de l'approche de l'ISSSS en matière de stabilisation en RDC. Parmi ses objectifs, l'organisation de plateformes de dialogue participatives et inclusives vise à assurer d'une part que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation, et d'autre part que l'État congolais comme les projets de stabilisation financés en partenariat avec la communauté internationale

¹ Une source d'insécurité est le contentieux toujours en cours impliquant les agents provinciaux et nationaux au site minier de Kalehe, un des treize sites d'extraction validés au cours de la première phase du projet. Il existe des craintes que les conflits perpétuels contaminent la chaîne d'approvisionnement minier dans son ensemble.

s’attaquent à ce qui pour la population représente les problèmes et les défis-clefs dans ses villages et communautés et constitue les causes profondes des conflits.

La Figure 1 ci-dessous montre la tendance pour la part de la population dans la zone prioritaire de Kalehe qui estime que les projets de stabilisation font du « bon » ou « très bon » travail au sujet de ce que la population considère être les « questions-clefs ». Comme l’indique le graphique pour l’**Indicateur 1.1.1_i**, ce genre d’attitudes positives envers les projets de stabilisation dans la zone était rapporté par une part de la population restreinte, mais en croissance : environ 1 homme sur 10 à Kalehe, et une portion encore plus réduite de la population féminine de la ZP.

Figure 1 : Tendances dans les attitudes envers la pertinence des projets de stabilisation pour affronter les problèmes-clefs dans la ZP de Kalehe



2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Le Tableau 2 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire de Kalehe, leur aire thématique principale sous le Pilier 2 (performance des FARDC en matière de Protection des Civils, PdC), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 2, dans la ZP de Kalehe.

Tableau 2 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de PdC dans la ZP de Kalehe (Pilier 2)

Projet (lead)	Bailleur	Aire thématique principale	Couverture géographique (Chefferies / Secteurs (Groupement))
Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (lead: PNUD)	FCS	N/A	Buhavu (Groupement de Ziralo)
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires	Buhavu (Groupements de Buzi, Ziralo, Mbinga Nord)
ARC (lead: ZOA)	Pays-Bas	Renforcement de la confiance et de la collaboration entre les services sécuritaires (FARDC) et les communautés	Buhavu (Groupements de Ziralo, Mbinga Nord, Mbinga Sud)

Globalement, Kalehe a connu une tendance négative dans les attitudes vis-à-vis des chances de paix dans la zone de juin à décembre 2017. Cela est dû en grande partie au fait que les femmes sont devenues moins optimistes au sujet de l’avenir que les hommes. Le pourcentage de femmes qui croient en un « futur plus paisible » a diminué de plus de 6 femmes sur 10 à 3 sur 10 seulement de juin 2017 à décembre 2017 (**Indicateur 2_vii**). Malgré cette tendance négative parmi les femmes, les hommes restent pessimistes que les femmes en ce qui concerne l’avenir : 1 homme sur 10 seulement (contre 3 femmes sur 10) pense que son village sera « plus paisible dans un an » que maintenant (à nouveau, voir **Indicateur 2_vii**).

Un échantillon restreint et non-représentatif a été choisi pour conduire des interviews au niveau projet avec la population civile dans la ZP ; les réponses confirment ces tendances négatives et un changement global négatif en matière de sécurité depuis le début de 2017. La plupart des civils attribuent l’augmentation de l’activité et de la présence des groupes armés au départ des FARDC de la zone. Les répondants citent également

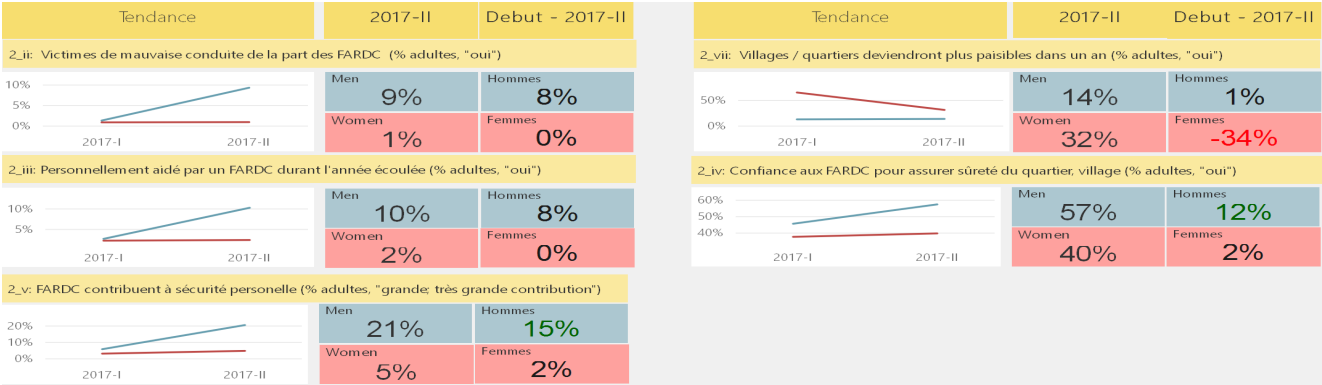
l'augmentation d'armes gardées par la population et l'extraction des ressources naturelles - et plus précisément l'exploitation minière - comme facteurs contribuant à l'instabilité.

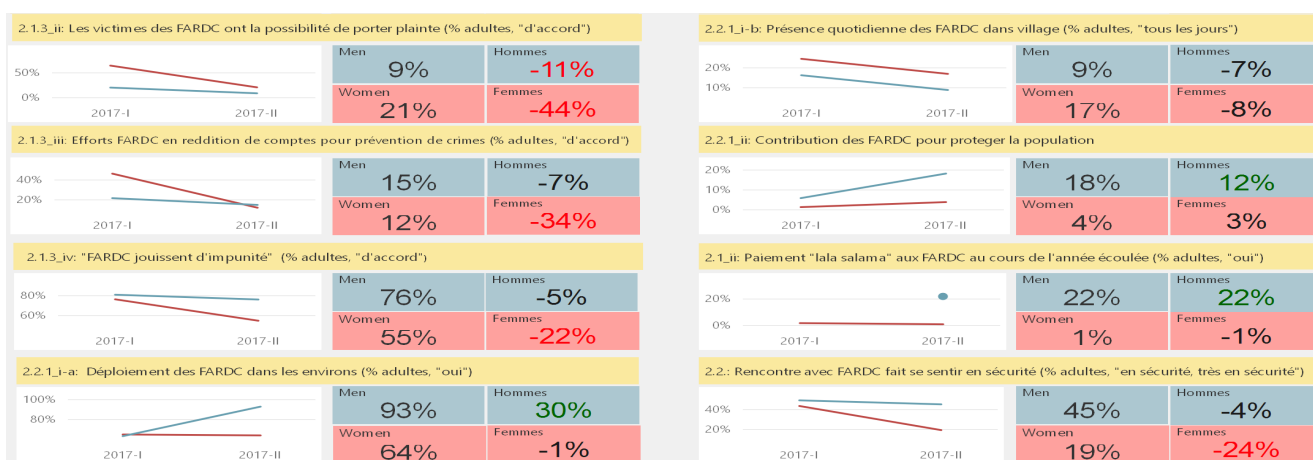
Pour ce qui est de la performance des FARDC en matière de protection des civils, la tendance est mixte : Une proportion encore faible, mais croissante, des hommes de Kalehe ont soit été aidés personnellement par les FARDC (Indicateur 2_iii), ou pour d'autres raisons estiment que les FARDC apportent une « grande » ou « très grande » contribution à leur sécurité (Indicateurs 2_v, mais aussi 2.2.1_ii). Cela ne vaut pas pour les femmes : leurs attitudes vis-à-vis de la capacité des FARDC à assurer leur sécurité n'ont pratiquement pas évolué de juin à décembre 2017. Ces entrevues au niveau projet indiquent que les FARDC sont perçues comme ayant un impact positif en termes de promotion de la sécurité dans la zone. Au sein du petit échantillon interviewé (qui n'est pas nécessairement représentatif de la population dans son ensemble), plus de la moitié des répondants attribuent l'augmentation de l'insécurité et de la violence au départ des FARDC.

Il est tout de même important de signaler, en parallèle de la tendance positive observée chez les hommes (voir ci-dessus), qu'au cours de la même période de 6 mois, la pratique parmi eux de payer des « contributions à la sécurité » s'est aussi répandue. En décembre 2017, 2 hommes sur 10 déclaraient avoir effectué ce genre de paiements. À peine 6 mois plus tôt, cette pratique n'avait pas été signalée du tout parmi les hommes de la zone (Indicateur 2.1_ii).

Un deuxième défi dans la ZP de Kalehe est que la part de la population (hommes et femmes) estimant que les FARDC ont entrepris des efforts de redevabilité concernant leurs membres responsables de crimes a diminué de mi-2017 à la fin de l'année (Indicateurs 2.1.3_ii et 2.1.3_iii). Cela vaut particulièrement pour les femmes qui, en tant que groupe, déclarent également se sentir beaucoup moins en sécurité que les hommes en cas de rencontre avec des patrouilles des FARDC (Indicateur 2.2).

Figure 2 : Tendances au niveau de la performance des FARDC en termes de Protection des Civils (PdC), ZP de Kalehe





3 Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le Tableau 3 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire (ZP) de Kalehe, leur aire thématique principale sous le Pilier 3 (Restauration de l'autorité de l'État), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 3 dans la ZP.

Tableau 3 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de Restauration de l'autorité de l'État dans la ZP de Kalehe (Pilier 3)

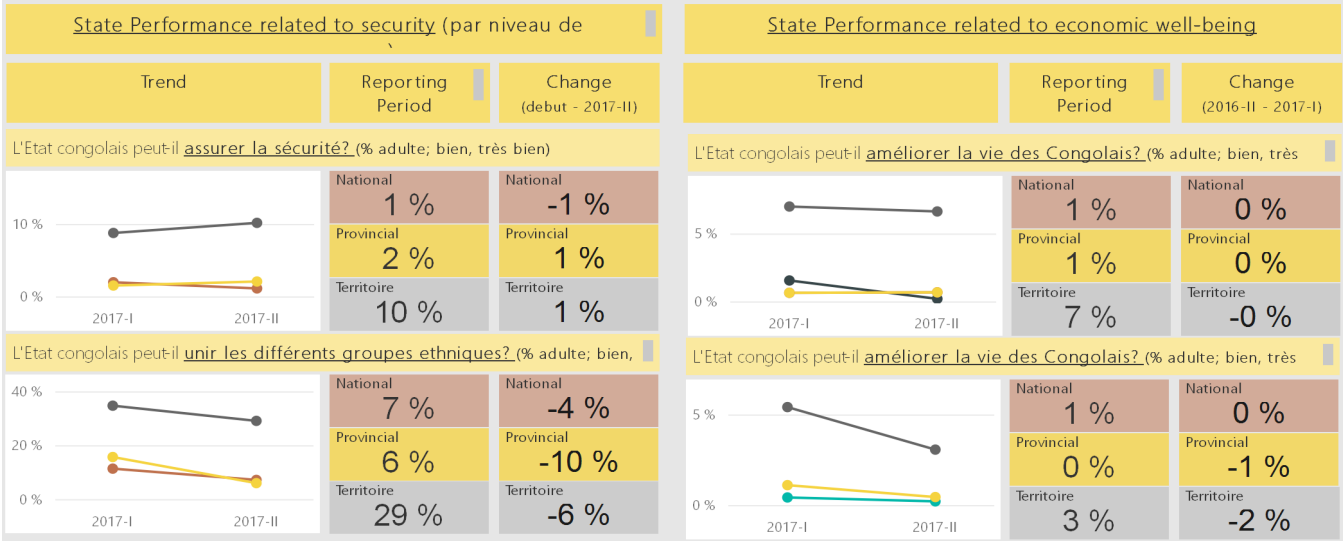
Titre (lead)	Bailleurs	Aire thématique principale	Couverture géographique
Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (lead: PNUD)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité des autorités locales dans la fourniture de services	Buhavu (Groupement de Ziralo)
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires	Buhavu (Groupements de Buzi, Ziralo, Mbinga Nord)
ARC (lead: ZOA)	Pays-Bas	Renforcement de la performance, la redevabilité et la collaboration de l'administration locale et du Conseil de Sécurité par rapport à sécurité et protection	Buhavu (Groupements de Ziralo, Mbinga Nord, Mbinga Sud)

Les attitudes vis-à-vis de l'État congolais et de sa capacité à gouverner la vie des Congolais dans la ZP de Kalehe sont restées en grande partie les mêmes, de juin à décembre 2017, avec quelques exceptions (négatives).

Les hommes et les femmes donnent la même évaluation (largement) négative de la capacité de l'État à assurer leur sécurité. De 1 à 2 % des adultes seulement dans la ZP de Kalehe jugent la performance des Gouvernement national et provincial du Sud-Kivu « bonne » ou « très bonne » dans ce domaine (voir Figure 3) ; ce qui représente à peu près la même proportion (faible) que six mois auparavant. La performance du gouvernement territorial en matière de sécurité est considérée positivement par 1 personne sur 10. Les attitudes vis-à-vis du rôle du Gouvernement dans la fourniture de soutien socioéconomique sont tout aussi négatives (à nouveau, voir la Figure 3 ci-dessous).

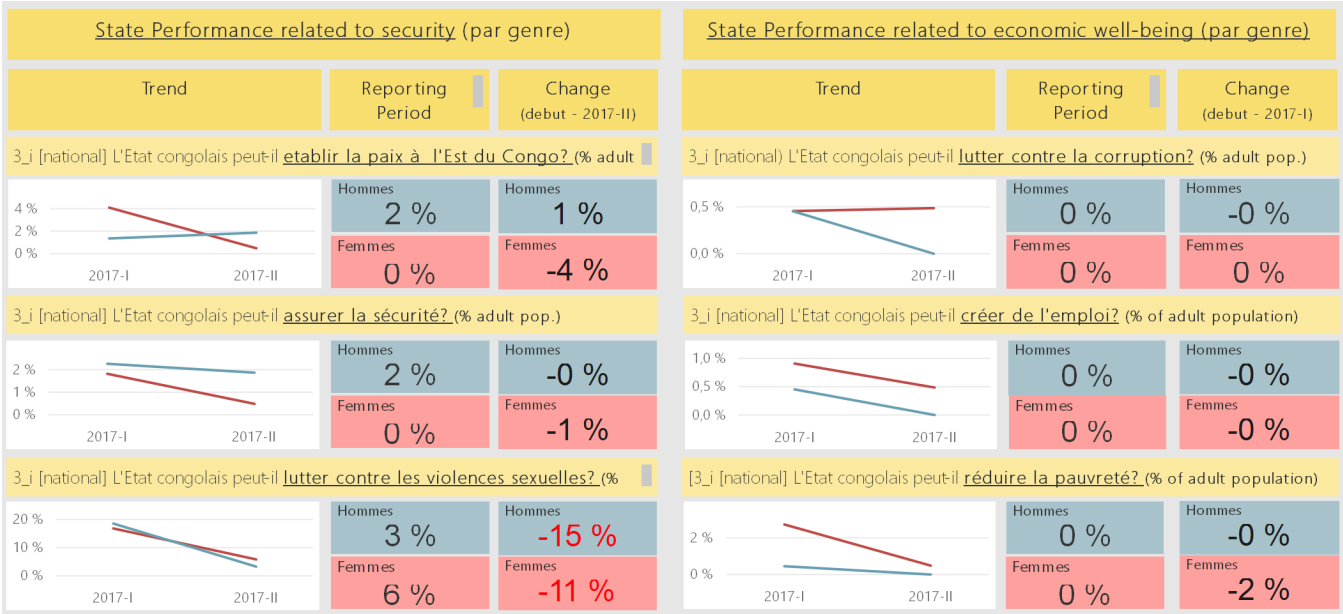
Il est déconcertant que la capacité perçue des différents niveaux de gouvernement en termes d'unification des différents groupes ethniques présents à Kalehe semble suivre une tendance à la baisse de juin à décembre 2017 (voir ci-dessous). Cela est reflété par l'évolution négative d'un autre indicateur, celui lié au « traitement égal des groupes ethniques » par les agents de l'État dans la ZP (**Indicateur 3.1.1_i**).

Figure 3 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par niveau de gouvernance), ZP de Kalehe



Il est frappant de constater que parmi les aires thématiques qui sont évaluées en termes de performance de l'État, la capacité de celui-ci de « lutter contre la violence sexuelle » était perçue de manière bien plus négative en décembre 2017 que seulement six mois plus tôt (voir **Indicateur 3_i [national]** - L'État peut-il lutter contre les violences sexuelles ?).

Figure 4 : Vue d'ensemble des perceptions liées à la performance de l'État congolais (par genre), ZP de Kalehe



La période de juin à décembre 2016 a vu une détérioration de la perception de la population d'être « bien » ou « très bien » représentée par les autorités au niveau territorial et au niveau local. En particulier, on constate que ce déclin a été le plus marqué vis-à-vis des autorités locales et des gouvernements territoriaux à Kalehe, c.-à-d. les niveaux de gouvernement qui rapportaient précédemment le plus haut taux d'estime auprès de la population de la ZP. Cette tendance est en outre davantage prononcée parmi les femmes (voir **Indicateur 3.2_i**).

Cette détérioration des perceptions de la représentativité des autorités de l'État se traduit par une diminution de la part de la population estimant que l'État congolais leur a fourni un « bon » ou « très bon » accès aux services. Cela vaut pour tous les types de services : les services administratifs et de gestion des terres, et le système judiciaire (voir la Figure 5 et la Figure 6 ci-dessous).

Figure 5 : Tendances dans les perceptions sur la redevabilité de l'État congolais, ZP de Kalehe

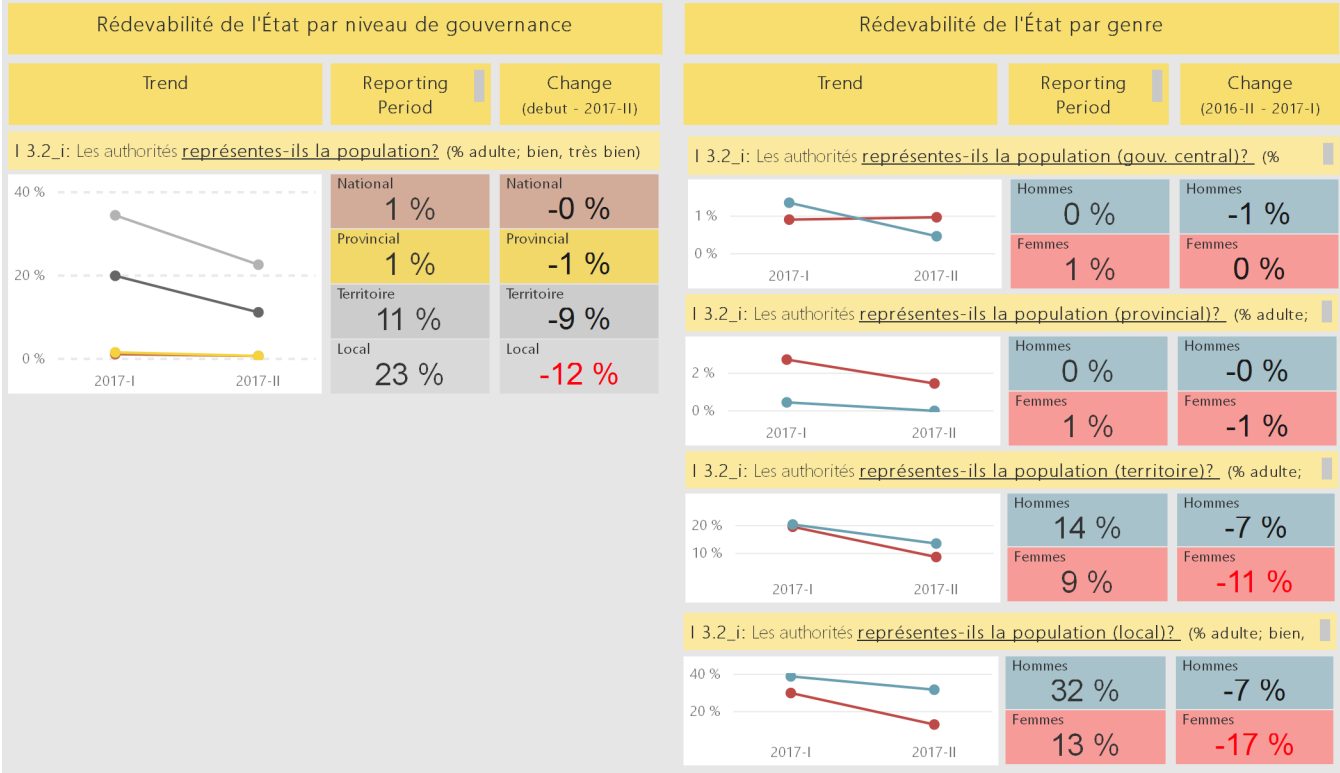
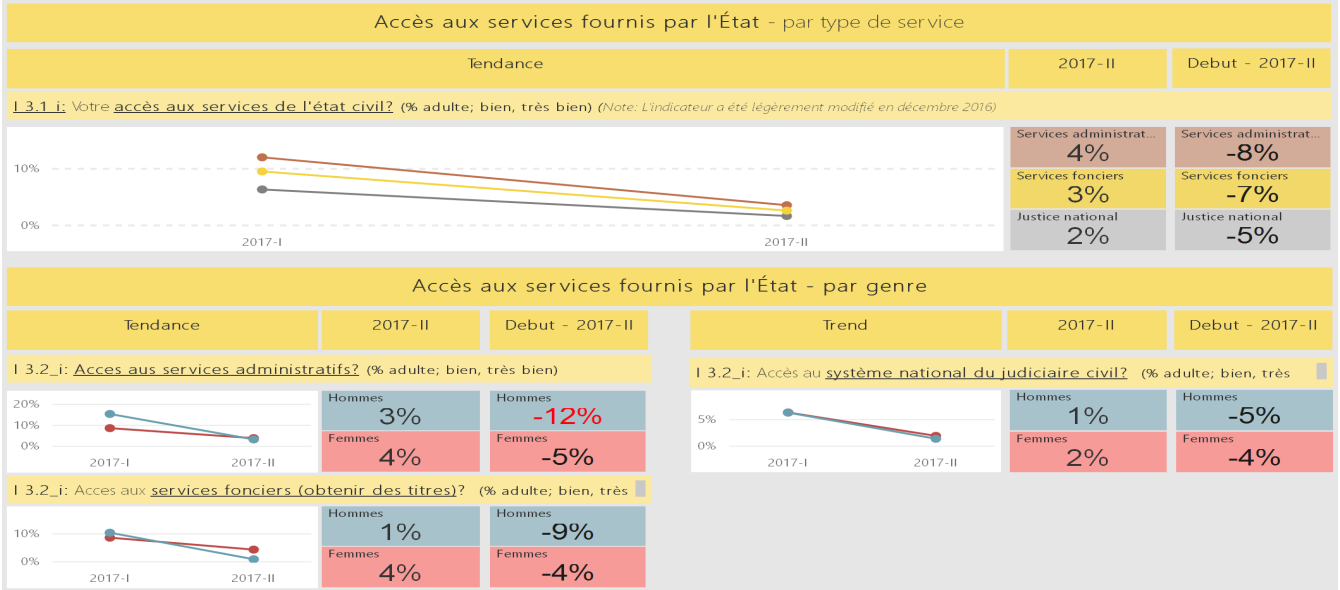


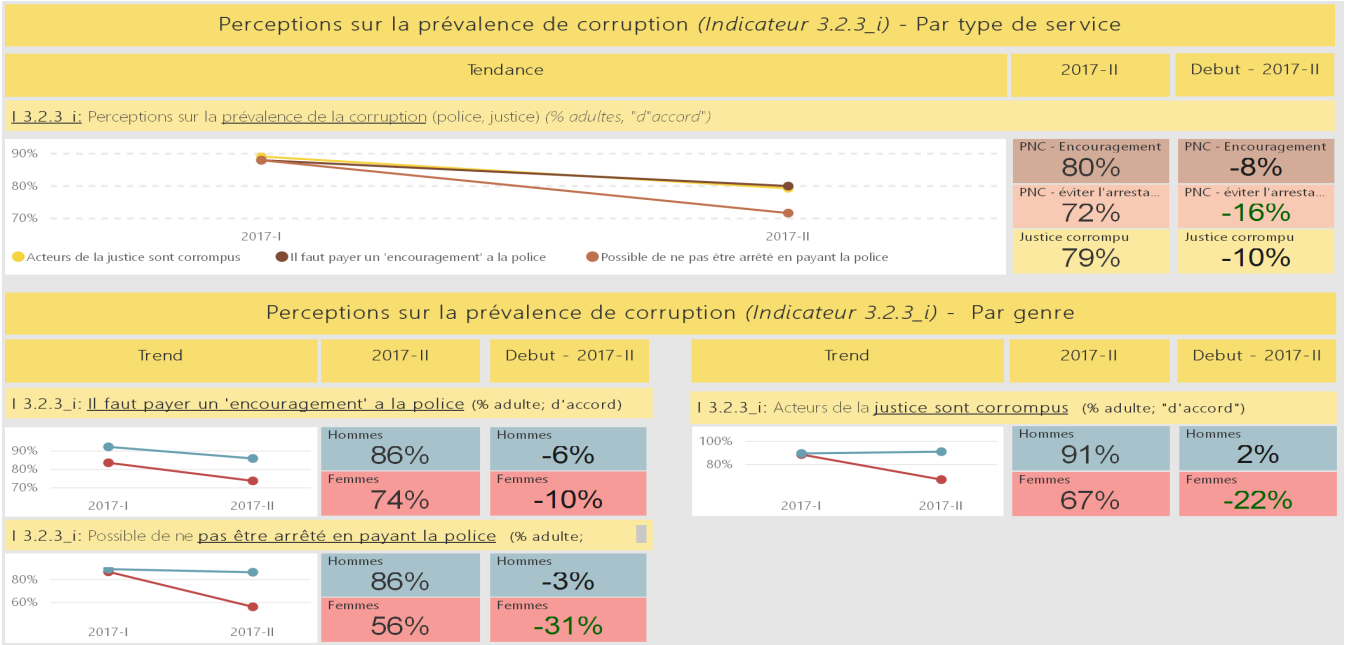
Figure 6 : Tendances dans les perceptions sur l'accès aux services fournis par l'État, ZP de Kalehe



La corruption et l'égalité de traitement pour tous (y compris pour tous les groupes ethniques) par l'État et ses agents représentent deux facteurs susceptibles d'influer sur les attitudes de la population envers le Gouvernement. À Kalehe (comme dans la plupart des autres zones prioritaires), ces deux facteurs semblent suivre des tendances opposées : D'un côté, moins de personnes pensaient en décembre 2017 que les différents agents du gouvernement (ceux fournissant des services administratifs généraux, la police et les membres du système judiciaire) avaient l'habitude d'attendre ou d'exiger des « paiements pour services » que six mois plus tôt. Cette amélioration a été particulièrement marquée parmi les femmes (voir **Indicateur 3.2.3_i**).

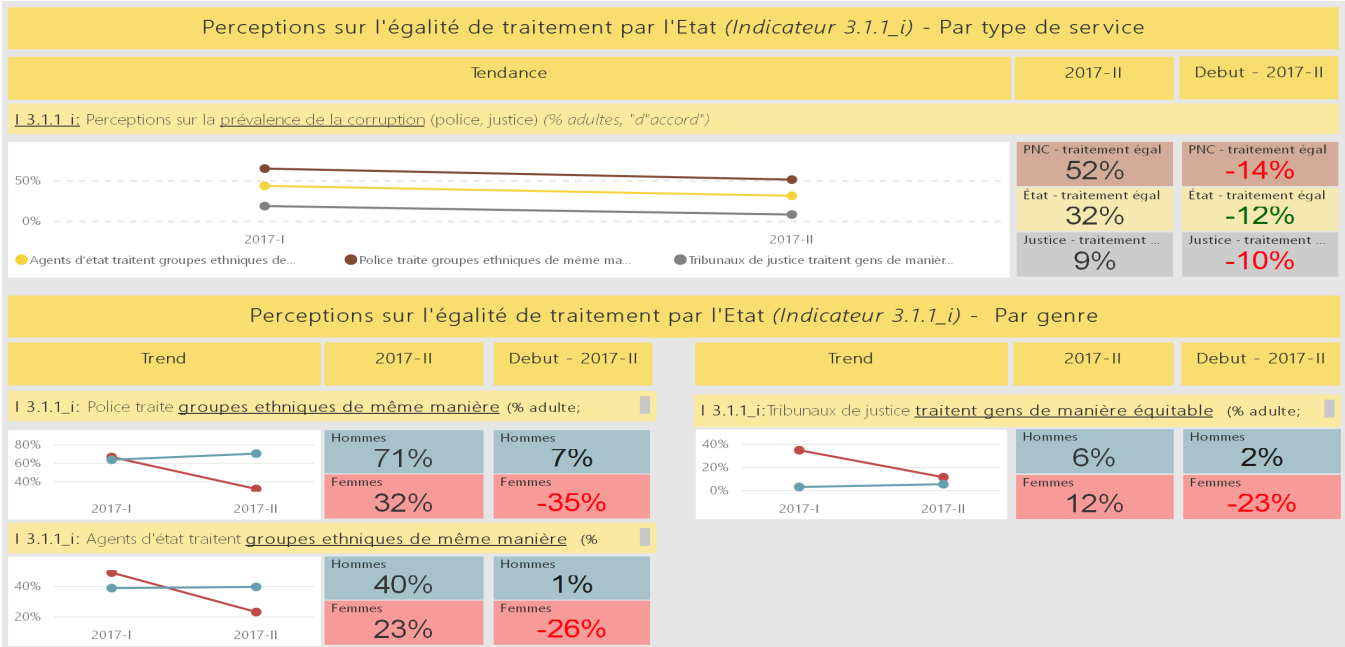
D'un autre côté, un pourcentage décroissant de personnes (et en particulier de femmes) à Kalehe estimait que l'État congolais (PNC, justice) traitait tous les groupes ethniques et toutes les personnes de manière égale² (voir **Indicateur 3.1.1_i** plus bas) La proportion de femmes qui croyaient en l'égalité de traitement de la part de la police est descendue de 60 à 30%. Cette tendance négative est reflétée par une augmentation du scepticisme parmi la population quant à la capacité de l'État congolais à « unifier les différents groupes ethniques » dans la ZP de Kalehe (voir la Figure 3 plus haut).

Figure 7 : Tendances dans la perception de la population sur la prévalence de la corruption, ZP de Kalehe



² Note : cette tendance globalement négative peut être observée dans la plupart des ZP au cours des 6 ou 12 derniers mois. Le fait, par contre, que les femmes de Kalehe jugent la situation de manière nettement plus négative que les hommes est particulier à Kalehe.

Figure 8 : Tendances dans la perception de la population sur l'égalité de traitement de la part de l'État, ZP de Kalehe



4 Pilier 4 - Retour, réintégration et relance socioéconomique

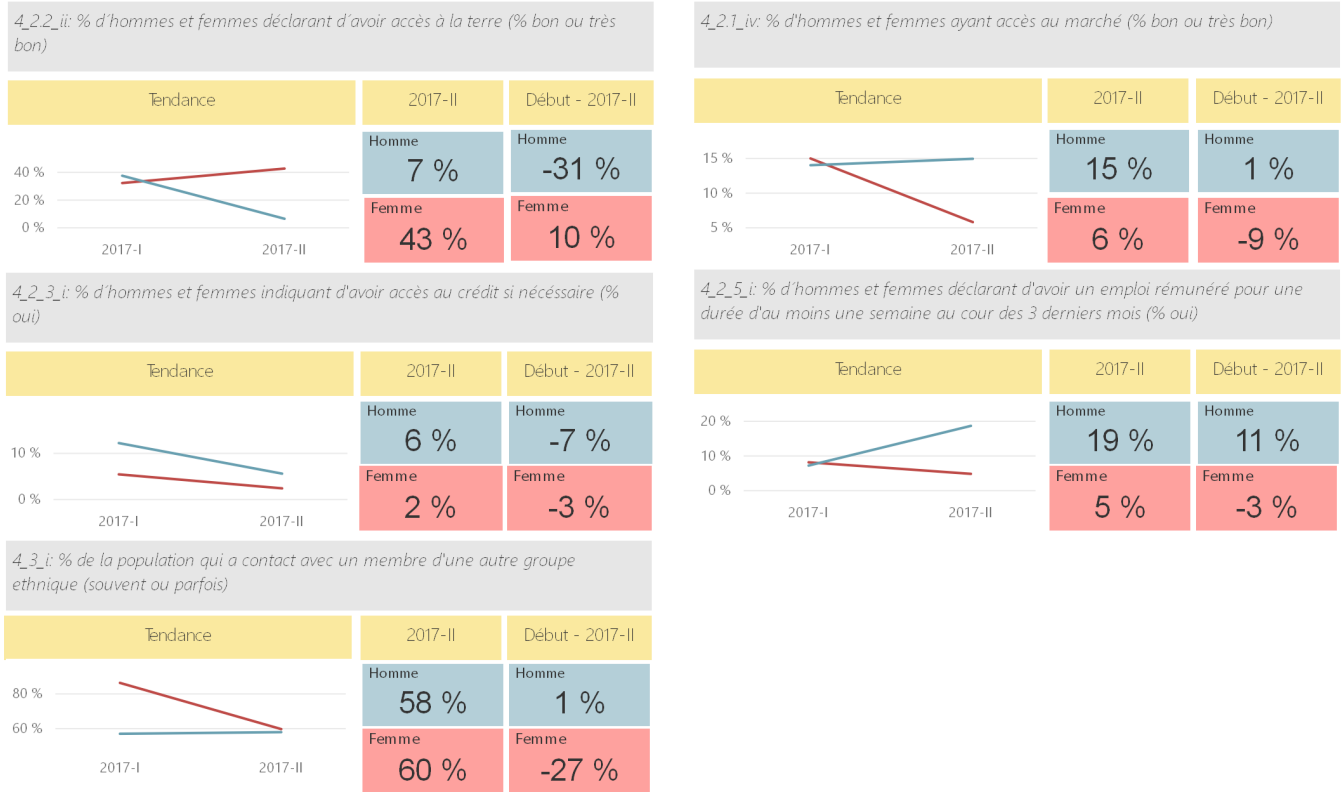
Le Figure 4 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire (ZP) de Kalehe, leur aire thématique principale sous le Pilier 4 (retour, réintégration et relance socioéconomique, RRR), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 4 dans la ZP.

Tableau 4 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de lutte contre la VSBG dans la ZP de Kalehe (Pilier 4)

Titre (lead)	Bailleurs	Couverture thématique	Couverture géographique
Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (PNUD)	FCS	N/A	Buhavu (Groupement de Ziralo)
Lobi Mokolo Ya Sika (extension) (SFCG)	Royaume Uni	N/A	Buhavu (Groupements de Buzi, Ziralo, Mbinga Nord)
ARC (ZOA)	Pays-Bas	Accès à la terre et création d'opportunités économiques communautaires alternatives focalisés sur les populations vulnérables	Buhavu (Groupements de Ziralo, Mbinga Nord, Mbinga Sud)

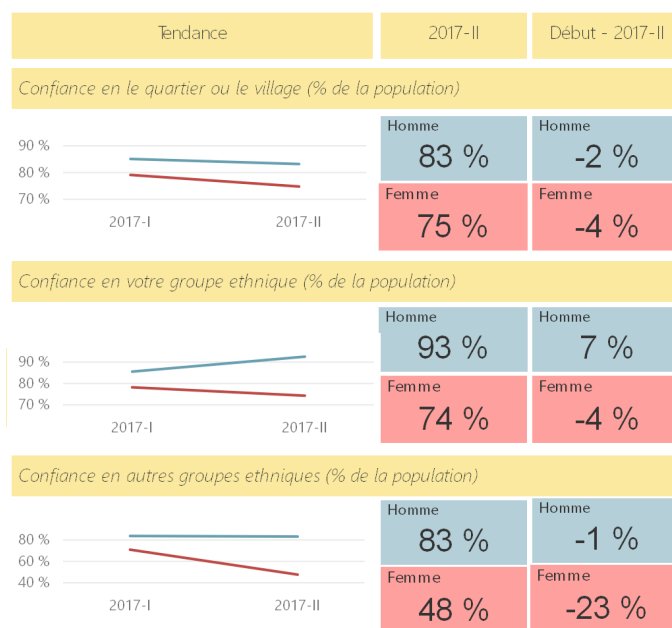
Les indicateurs liés à l'accès à la terre pour la ZP de Kalehe ont suivi une tendance à la baisse entre juin et décembre 2017. La part de la population avec un bon ou meilleur accès à la terre a également diminué (voir **Indicateur 4.2.2_ii**). Cependant, la tendance globale négative pour ce qui est de l'accès à la terre cache d'importantes différences entre les sexes : Alors que l'accès à la terre semble avoir augmenté pour les femmes au cours de la période de six mois, les hommes étaient nettement moins susceptibles de trouver que leur accès à la terre était bon ou meilleur. On constate une baisse du nombre de femmes estimant avoir un « bon » ou « très bon » accès aux marchés, alors que la perception des hommes est restée à peu près constante (voir Figure 9). Une autre diminution concerne le nombre de répondantes indiquant avoir eu accès à un emploi rémunéré pour plus d'une semaine au cours des trois mois précédents, contrairement à celui des hommes, qui a augmenté.

Figure 9 : Changements dans les indicateurs économiques (revenu, dépendance des activités traditionnelles, accès à la terre), ZP de Kalehe



La cohésion sociale à Kalehe semble également être devenue légèrement plus faible au cours de la deuxième moitié de 2017. Le niveau de confiance au sein des cercles sociaux les plus proches parmi la population adulte de Kalehe (voisins, habitants du village, et personnes du même groupe ethnique) a baissé au cours de cette période ; cependant, la baisse est particulièrement significative en ce qui concerne la confiance dans les membres d'autres groupes ethniques (voir Figure 10 ci-dessous).

Figure 10 : Tendances dans la cohésion sociale, ZP de Kalehe



5 Pilier 5 - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG)

Le Tableau 5 donne une vue d'ensemble des projets actifs dans la zone prioritaire de Kalehe, leur aire thématique principale sous le Pilier 5 (Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre, VSBG), ainsi que leur couverture géographique au sein de la ZP. Sous le tableau, ce chapitre présente et décrit les principales tendances en ce qui concerne les indicateurs de l'ISSSS pour le Pilier 5 dans la ZP.

Tableau 5 : Vue d'ensemble des projets FCS et alignés en matière de VSBG dans la ZP de Kalehe (Pilier 5)

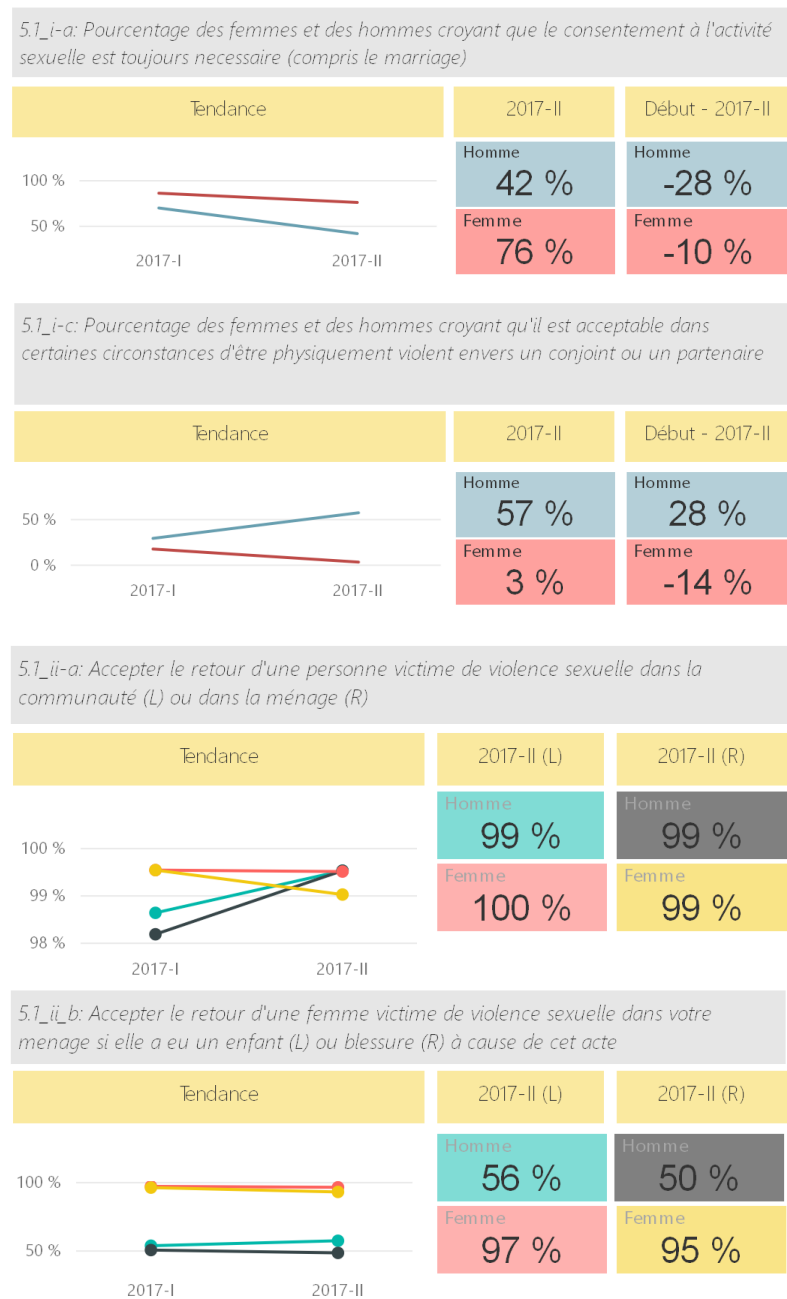
Projet (lead)	Bailleur	Couverture thématique	Couverture géographique
Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (PNUD)	FCS	N/A	Buhavu (Groupement de Ziralo)
Lobi Mokolo Ya Sika - (extension) (SFCG)	Royaume-Uni	N/A	Buhavu (Groupements de Buzi, Ziralo, Mbinga Nord)
ARC (lead: ZOA)	Pays-Bas	N/A	Buhavu (Groupements de Ziralo, Mbinga Nord, Mbinga Sud)

Note : Au moment de la rédaction du présent rapport, les données du BCNUDH sur le nombre de violations des droits de l'homme au Sud-Irumbu n'avaient pas encore été partagées par le BCNUDH. La Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS n'a donc pas encore inclus les chiffres sur la prévalence de la violence sexuelle dans cette version du rapport. Ces données seront partagées une fois qu'elles seront mises à disposition de la Cellule S&E.

Entre juin et décembre 2017, les hommes à Kalehe semblent avoir adopté des valeurs plus « traditionnelles » (des valeurs souvent associées à la violence sexuelle) (voir **Indicateur 5.1_i-a**). Par exemple : alors qu'en juin 2017 environ 70 % des hommes estimaient que le consentement était nécessaire avant de s'engager avec un partenaire sexuel, ce taux est tombé à 40 % à peine six mois plus tard. Cette tendance est reflétée par les autres indicateurs liés (**Indicateurs 5.1_i-c,-d**).

Les hommes à Kalehe sont devenus plus disposés, au cours du deuxième semestre 2017, à accepter la réintégration des survivants/victimes de violence dans leurs communautés et leurs ménages - du moins si le survivant/la victime n'a pas subi de blessures au cours de l'attaque. En décembre 2017, ce taux d'acceptation englobait la presque totalité de la population de Kalehe, autant parmi les femmes que parmi les hommes. Cependant, les hommes sont demeurés beaucoup plus réticents que les femmes à réintégrer les survivants/victimes de violence sexuelle dans leurs ménages si cette personne se retrouvait blessée ou enceinte suite à la violence (**Indicateur 5.1_ii-b**).

Figure 11 : Tendances dans (les perceptions sur) la prévalence de la violence sexuelle et des normes qui lui sont associées, ZP de Kalehe



Seulement 10 % de la population déclare que les survivants/victimes de violence sexuelle ont une « bonne » ou « très bonne » connaissance de l'existence de services de soutien sanitaire et psychologique et de réintégration et de comment y accéder (**Indicateur 5.3.3_v**). Aujourd'hui, aucun projet actif à Kalehe ne pourrait s'attaquer et apporter des améliorations à ce secteur et au niveau bas d'accès aux services pour survivants/victimes de violence sexuelle.

Figure 12 : Perceptions liées à l'adéquation des punitions aux VS commises par des membres des FARDC/de la PNC, ZP de Kalehe

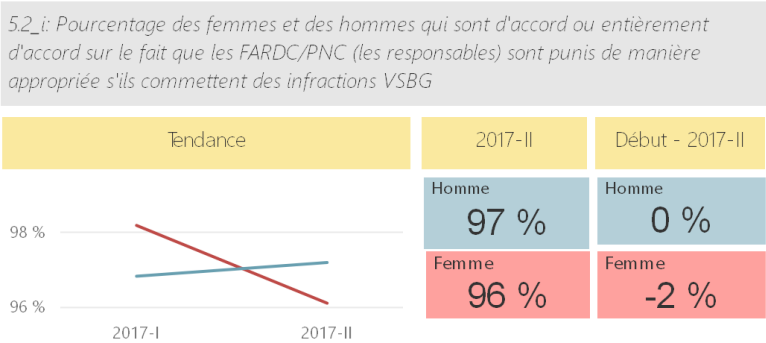


Figure 13 : Conscience de la disponibilité des services de soutien aux survivants/victimes de violence sexuelle, ZP de Kalehe

